

Enquête 2024 sur l'e-gouvernement

Annexe Technique



Département des affaires économiques et sociales

Enquête 2024 des Nations unies sur l'e-gouvernement

ANNEXE TECHNIQUE



Nations unies
New York, 2024

[https://publicadministration.un.org/en/
publicadministration.un.org/egovkb/en-us/](https://publicadministration.un.org/en/publicadministration.un.org/egovkb/en-us/)

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies est une interface essentielle entre les politiques mondiales dans les domaines économique, social et environnemental, ainsi que l'action nationale. Ce Département travaille dans trois domaines principaux interdépendants : (i) il compile, génère et analyse un large éventail de données et d'informations économiques, sociales et environnementales sur lesquelles les États membres des Nations unies s'appuient pour examiner les problèmes communs et faire le point sur les options politiques ; (ii) il facilite les négociations des États membres au sein de nombreux organes intergouvernementaux sur une ligne de conduite commune pour relever les défis mondiaux actuels ou émergents ; (iii) il conseille les gouvernements intéressés sur les moyens de traduire les cadres politiques élaborés lors des conférences et sommets des Nations unies en programmes au niveau des pays et aide, par le biais de l'assistance technique, à renforcer les capacités nationales.

Avis de non-responsabilité

Les termes « pays » et « économie », tels qu'employés dans le présent rapport, se réfèrent, selon le cas, à des territoires ou à des zones ; les appellations employées et la présentation des données n'impliquent l'expression d'aucune prise de position de la part du Secrétariat des Nations unies concernant le statut juridique d'un pays, territoire, ville ou zone, ou de ses autorités, ni concernant la délimitation de ses frontières ou limites. En outre, les appellations des groupes de pays sont uniquement destinées à des fins statistiques ou analytiques et n'expriment aucun jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région en particulier dans le processus de développement. Les références à des entreprises et à leurs activités ne doivent pas être interprétées comme une approbation par les Nations unies de ces entreprises ou de leurs activités.

Les informations sur les localisateurs uniformes de ressources, ainsi que les liens vers les sites Web contenus dans la présente publication, sont fournies pour la commodité du lecteur, et sont correctes au moment de la rédaction. Les Nations unies n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude de ces informations ou au contenu des sites Web externes.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations unies ou de ses hauts responsables, ni celles des experts dont les contributions sont reconnues

Droits d'auteur © Nations unies, 2024

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans autorisation préalable.

Cette traduction et révision ont été réalisées dans le cadre d'une initiative officielle du ministère des Technologies de l'information et de la communication de l'État du Qatar, en collaboration avec l'Université Hamad Bin Khalifa (HBKU).

ST/ESA/PAD/SER.E/218

N° de vente : E.24.II.H.1

Code ISBN de l'imprimé : 9789210032667

PDF ISBN : 9789211067286

EPUB ISBN : 9789211067293

Code ISSN de l'imprimé : 2411-8257

ISSN en ligne (eISSN) : 2411-829X

Enquêtes des Nations unies sur l'e-gouvernement :

2024 Accélérer la transformation numérique pour le développement durable

2022 L'avenir du gouvernement numérique

2020 Le gouvernement numérique dans la décennie d'action pour le développement durable

2018 Mettre l'e-gouvernement au service de la transformation vers des sociétés durables et résilientes

2016 L'e-gouvernement au service du développement durable

2014 L'e-gouvernement pour l'avenir que nous voulons

2012 L'e-gouvernement pour les citoyens

2010 L'e-gouvernement à l'heure des crises financières et économiques

2008 De l'e-gouvernement à la gouvernance connectée

2005 De l'e-gouvernement à l'inclusion électronique

2004 Vers l'accès aux opportunités

2003 Rapport mondial sur le secteur public 2003 : l'e-gouvernement à la croisée des chemins

2001 Analyse comparative de l'e-gouvernement : une perspective mondiale

Site Web : publicadministration.un.org/egovkb/en-us/

Mise en page : Clung Wicha Press Co., Ltd., Thaïlande

Conception de la couverture : Division des Institutions publiques et du Gouvernement numérique (Le DESA de l'ONU)

Crédit photographique : shutterstock.com

Imprimé aux Nations unies, New York

Table des matières

Annexe technique		
1.	Introduction	1
1.1	Processus préparatoire pour l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement	2
2.	Indice de développement de l'e-gouvernement : une vue d'ensemble	2
3.	Indice des services en ligne	4
4.	Indice de participation par voie électronique	6
5.	Indice des infrastructures de télécommunications	7
6.	Indice du capital humain	9
7.	Questionnaire aux États membres	11
8.	Indice des services locaux en ligne	11
8.1	Qu'est-ce qui a changé dans l'ISLL 2024 ?	12
8.2	Méthodologie d'évaluation de l'ISLL	12
8.3	Réseau ISLL	13
9.	Questionnaire au gouvernement local	13
10.	Flux opérationnel de l'enquête sur l'e-gouvernement	14
10.1	Phase de formation des volontaires et de collecte des données	14
10.2	Phase d'examen des divergences	14
10.3	Assurance de la qualité des données	15
10.4	Analyse des données	16
11.	Défis liés à l'examen de la présence en ligne des gouvernements nationaux et locaux	16
11.1	Limites de la méthodologie	16
11.2	Multiplicité des canaux de prestation des services publics et évolution rapide des technologies numériques	17
11.3	Mesure de la participation par voie électronique	18
12.	Ensembles des données de l'IDEG 2024	19
13.	Éditions précédentes de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement	79
14.	Projets de recherche pilotes	85
14.1	Indice des données gouvernementales ouvertes	85
14.2	Analyse des réseaux complexes	90
14.3	Analyse des réseaux complexes : informations supplémentaires	96
15.	Supplément sur l'intelligence artificielle	109
16.	Liste des volontaires des Nations unies pour la recherche en ligne, ainsi que la liste des pays et des villes répondant au QÉM et au QGL	112

Liste des encadrés

Box 1	Sous-indices d'accessibilité au sein de l'IIT	8
Box 2	Littératie en e-gouvernement	10
Box 3	Liste des critères adoptés pour l'assurance qualité des données	15
Box 4	Répartition de l'indice 2024 de développement de l'e-gouvernement (IDEG) dans les pôles 2022	93

Table des matières *(suite)*

Liste des tableaux

Tableau 1	Sous-indices de l'ISLL	12
Tableau 2	Groupes régionaux pour l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et la participation par voie électronique	19
Tableau 2.1	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Afrique	20
Tableau 2.2	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Amériques	22
Tableau 2.3	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Asie	24
Tableau 2.4	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Europe	26
Tableau 2.5	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Océanie	28
Tableau 3	Groupements économiques pour l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et la participation par voie électronique	29
Tableau 4	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des pays les moins avancés (PMA)	30
Tableau 5	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des pays en développement sans littoral (PDSL)	32
Tableau 6	Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des petits États insulaires en développement (PEID)	34
Tableau 7	L'indice de service en ligne (ISL) et ses composantes	36
Tableau 8	Accès aux fonctionnalités de l'indice des services en ligne (ISL)	44
Tableau 9	L'indice de participation par voie électronique et ses composantes	46
Tableau 10	L'indice de capital humain (ICH) et ses composantes	54
Tableau 11	Indice des infrastructures de télécommunications (IIT) et ses composantes	61
Tableau 12	L'indice des services locaux en ligne et ses composantes	70
Tableau 13	Fonctionnalités locales de l'indice des services en ligne (ISL) accessibles dans l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement	78
Tableau 14	Éditions précédentes de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement	79
Tableau 15	Indice des données gouvernementales ouvertes (IDGO)	86
Tableau 16	Liste des 278 objectifs de développement durable sélectionnés pour la construction du réseau de similarité des États membres	96
Tableau 17	États les plus et les moins similaires dans le réseau complexe construit à partir d'indicateurs sélectionnés, avec les valeurs de corrélation de Pearson correspondantes	104
Tableau 18	Liste des initiatives des Nations unies en matière d'intelligence artificielle	109
Tableau 19	Liste des chercheurs en ligne	112
Tableau 20	Pays ayant répondu au questionnaire destiné aux États membres (QEM)	114
Tableau 21	Villes ayant répondu au questionnaire destiné au gouvernement local (QGL)	115

Liste des figures

Figure 1	Les trois composantes de l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG)	3
Figure 2	Classes de notation de l'IDEG	4
Figure 3	Les cinq sous-indices de l'indice des services en ligne	5
Figure 4	Cadre de la participation par voie électronique	6
Figure 5	Les quatre sous-indices de l'indice des infrastructures de télécommunications	8
Figure 6	Les cinq sous-indices de l'indice du capital humain	10
Figure 7	Schéma représentant le déroulement de l'analyse des réseaux complexes, et carte représentant le regroupement des pays en quatre pôles de développement	92
Figure 8	Liste des pays regroupés par pôles de développement selon l'étude 2024 sur l'IDEG	95

Annexe technique

Explorez la base de connaissances interactive de l'e-gouvernement des Nations unies (UNeGovKB) pour examiner, organiser et imprimer les informations de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement. Le lien peut être utilisé pour télécharger des copies de toutes les enquêtes, qui vont de 2001 à l'édition la plus récente de 2024. Utilisez le lien ou le code QR pour accéder à la base de connaissances interactive en ligne.

<https://publicadministration.un.org/egovkb>



1. Introduction

L'Enquête 2024 des Nations unies sur l'e-gouvernement constitue la 13ème édition de l'évaluation complète des Nations unies sur le paysage de l'e-gouvernement dans les 193 États membres. Se fondant sur plus de deux décennies de recherche, la présente enquête classe les pays en utilisant l'indice de développement de l'e-gouvernement des Nations unies (IDEG), qui combine les principales données du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies avec des données secondaires provenant d'autres agences des Nations unies.

Cette édition sonde les tendances mondiales et régionales en matière d'e-gouvernement, en mettant l'accent sur l'accélération de la transformation numérique durant la période postpandémique. Elle présente le nouveau modèle de gouvernement numérique, qui propose un guide méthodologique pour la planification et l'évaluation des initiatives de gouvernement numérique. En outre, l'enquête comprend une évaluation du développement de l'e-gouvernement local par le biais de l'indice des Nations unies lié aux services en ligne locaux (ISLL) et examine à fond l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans l'e-gouvernement.

Au lieu des annexes détaillées présentées dans les éditions précédentes, l'Enquête 2024 est accompagnée d'une annexe technique séparée. L'annexe de l'Enquête 2024 des Nations unies sur l'e-gouvernement présente les données relatives à une évaluation complète du gouvernement numérique dans les États membres, détaillant le processus préparatoire, les principaux indices qui constituent l'Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG), ainsi que les méthodologies employées. L'annexe couvre l'indice des services en ligne, l'indice des infrastructures de télécommunications, l'indice du capital humain et l'indice de participation électronique, ainsi qu'un examen approfondi de l'Indice des services locaux en ligne (ISLL), entre autres la méthodologie actualisée de cet indice et les changements survenus en 2024. Le déroulement du processus met en évidence la formation des volontaires participant à l'enquête, la collecte des données et l'assurance qualité. L'annexe aborde également les défis, comme les limites de la méthodologie, l'évolution rapide des technologies numériques et la baisse des taux de réponse provenant des États membres.

De plus, l'annexe présente les résultats d'une étude pilote sur les données gouvernementales ouvertes et examine l'analyse des réseaux complexes.

1.1 Processus préparatoire pour l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement

Les préparatifs pour l'Enquête 2024 ont compris deux réunions de groupes d'experts au cours desquelles les participants ont échangé leurs points de vue, se sont efforcés de faire en sorte que l'Enquête soit conforme aux tendances actuelles et à l'Agenda 2030, ont émis des recommandations clés mettant en exergue les liens entre l'Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des Nations unies et les Objectifs de développement durable (ODD), ont réévalué les pondérations attribuées aux composantes et sous-indices de l'IDEG, et ont proposé de nouveaux sous-indices relatifs à la qualité de la connexion, ainsi qu'au coût et à la littératie en matière d'e-gouvernement.

Les participants à la réunion ont également passé en revue la méthodologie de l'indice des services locaux en ligne (ISLL), en formulant des suggestions sur la manière de prendre en compte les services au niveau national et les caractéristiques locales uniques. Il a ainsi été proposé d'élaborer une feuille de route décrivant les changements méthodologiques à court, moyen et long terme, entre autres les projets pilotes et les partenariats. La réunion a mis l'accent sur la nécessité d'une amélioration continue afin que l'enquête reste un outil pertinent pour l'évaluation des progrès accomplis en matière de développement du gouvernement numérique.

2. Indice de développement de l'e-gouvernement : une vue d'ensemble

L'IDEG est une mesure composite qui évalue l'état de préparation, la capacité et les progrès accomplis par un pays en matière d'emploi de l'e-gouvernement pour la prestation de services publics. Cet indice est devenu un outil essentiel pour l'évaluation du développement des services d'e-gouvernement dans le monde entier.

L'IDEG comprend trois dimensions ou composantes clés, chacune représentée par son propre indice : l'Indice des services en ligne (ISL) évalue la portée et la qualité des services en ligne, l'Indice de l'infrastructure des télécommunications (IIT) quantifie l'état de développement de l'infrastructure des télécommunications, et l'Indice du capital humain (ICH) mesure le développement du capital humain.

L'IDEG est calculé comme la moyenne pondérée de manière égale des valeurs normalisées de ces trois indices, chacun d'entre eux pouvant être extrait et analysé indépendamment pour permettre une compréhension plus détaillée du développement de l'e-gouvernement d'un pays quelconque dans des domaines spécifiques.

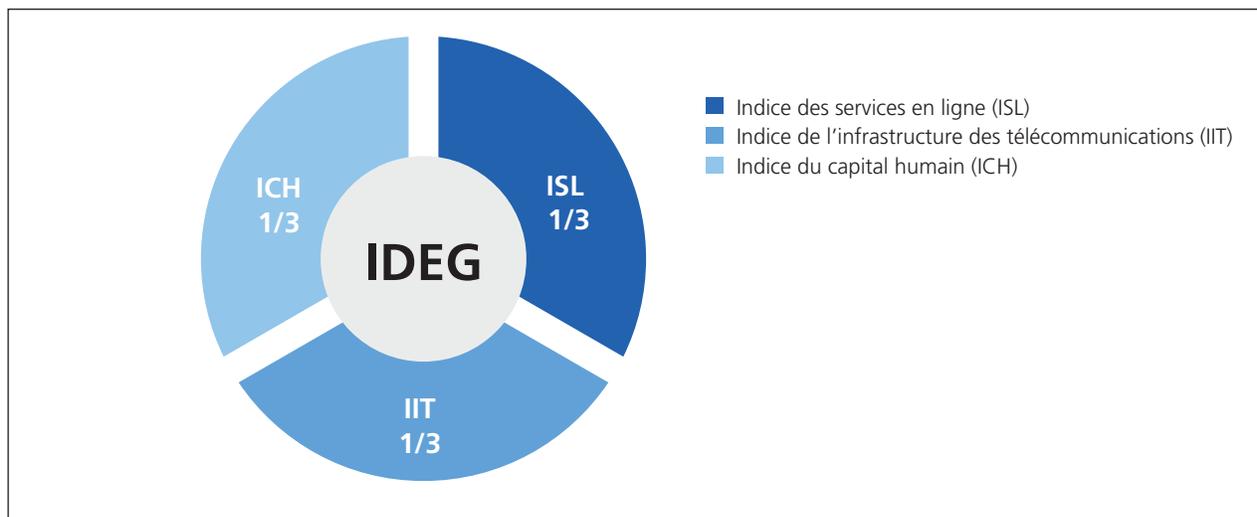
$$\text{IDEG} = \frac{1}{3} (\text{ISL}_{\text{normalisé}} + \text{IIT}_{\text{normalisé}} + \text{ICH}_{\text{normalisé}})$$

Avant la normalisation des trois indicateurs de composantes, chacun d'entre eux fait l'objet d'une procédure de normalisation du score Z.

Cette étape assure que l'IDEG global subisse de manière égale l'influence des trois indices constitutifs, ce qui revient à dire que chaque indice a une variance comparable après la normalisation du score Z. Sans cette fonction de normalisation, l'IDEG serait essentiellement déterminé par l'indice constitutif présentant la plus grande dispersion. De plus, sans cette fonction de normalisation, l'IDEG serait, par essence, déterminé par l'indice de la composante présentant la plus grande dispersion. En appliquant la normalisation du score Z, la somme de la moyenne arithmétique devient un indicateur statistique fiable, où les « poids égaux » représentent véritablement une « importance égale » dans le calcul de la valeur finale de l'IDEG.

Un tel processus fait en sorte que les trois composantes - services en ligne, infrastructure de télécommunications et capital humain - contribuent de manière égale à l'évaluation globale de l'e-gouvernement de tel ou tel pays.

Figure 1 Les trois composantes de l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG)



Le calcul standard du score Z pour chaque indicateur composant se fait selon la formule suivante :

$$Z = \frac{x - \mu}{\sigma}$$

où:

Z représente le score Z standard pour l'indicateur de la composante

x est le score brut qui doit être normalisé

μ renvoie à la moyenne de la population

σ représente l'écart-type de la population

La valeur composite de chaque indice composant est normalisée de sorte à se situer dans la fourchette de 0 à 1, tandis que la valeur globale de l'IDEG est calculée sur la base de la moyenne arithmétique des trois indices composants.

Selon leurs valeurs d'IDEG, les pays sont regroupés en quatre niveaux. Les fourchettes de valeurs pour ces niveaux sont les suivantes : les valeurs de l'IDEG très élevé vont de 0,7500 à 1,000, les valeurs de l'IDEG élevé vont de 0,5000 à 0,7499, les valeurs de l'IDEG moyen vont de 0,2500 à 0,4999, et les valeurs de l'IDEG faible vont de 0,0000 à 0,2499. Dans l'enquête sur l'e-gouvernement, les références à ces fourchettes sont arrondies par souci de clarté.

Pour présenter une analyse plus nuancée des performances au sein de chaque niveau de l'IDEG, ces groupes sont divisés en quatre classes d'évaluation distinctes. Les classes d'évaluation au sein des niveaux respectifs de l'IDEG sont classées par ordre décroissant, comme suit :

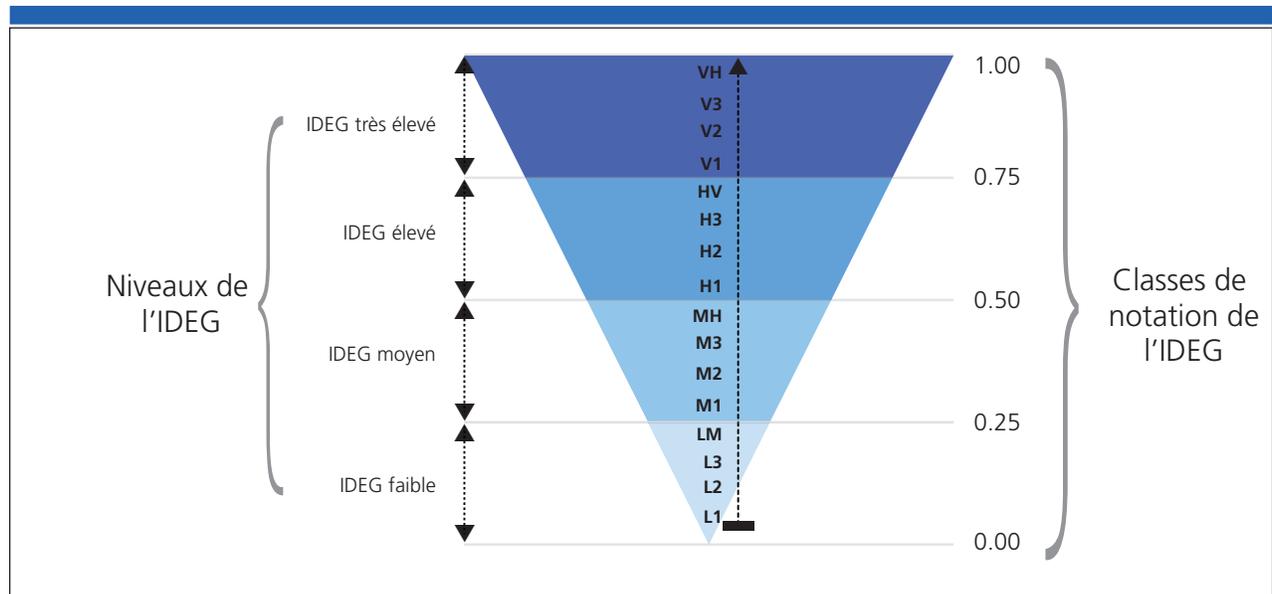
TÉ, T3, T2 et T1 pour le groupe IDEG très élevé

ÉT, É3, É2 et É1 pour le groupe IDEG élevé

MÉ, M3, M2 et M1 pour le groupe IDEG moyen

LFM, F3, F2 et F1 pour le groupe IDEG faible (voir figure A2).

Figure 2 Classes de notation de l'IDEG



En permettant une évaluation numérique et un classement du développement de l'e-gouvernement, l'IDEG sert de référence aux États membres des Nations unies. Bien que le cadre méthodologique de l'IDEG soit resté cohérent tout au long des différentes éditions de l'Enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement, chaque édition a cependant été adaptée de manière à refléter les dernières tendances en matière de stratégies d'e-gouvernement, l'évolution de la compréhension des meilleures pratiques en matière d'e-gouvernement, les progrès accomplis dans le domaine de la technologie et bien d'autres facteurs pertinents. En outre, les pratiques de collecte des données ont été périodiquement affinées pour assurer la collecte des informations les plus précises et les plus récentes. La méthodologie IDEG utilise essentiellement la méthode d'« imputation par donneur », qui supprime les valeurs manquantes d'un rapport par des valeurs antérieures correspondantes provenant d'un rapport complet et valide. Les ensembles de données 2024 de l'IDEG, entre autres les ventilations spécifiques pour les groupements régionaux et économiques, les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID), se trouvent dans la section 11 de cette annexe.

3. Indice des services en ligne

L'ISL, indice quantitatif exclusif mis au point par le DAES de l'ONU, évalue la prestation de services de l'e-gouvernement au sein des 193 États membres. Se fondant sur les réponses à un questionnaire complet de l'ISL lié au portail gouvernemental national de chaque pays et aux principaux sites ministériels, cet indicateur essentiel évalue la manière dont les gouvernements tirent parti des technologies numériques pour améliorer l'e-gouvernance et l'engagement du public.

Un système de notation nuancé est employé pour l'évaluation des ISL. Pour la plupart des caractéristiques, une approche binaire est utilisée. Les éléments aisément accessibles reçoivent une note chiffrée à « 1 », tandis qu'une note 0 est attribuée aux caractéristiques absentes ou inaccessibles. Cette méthode simple permet d'avoir un aperçu clair et factuel du paysage des services en ligne propre à un pays quelconque. Toutefois, pour les questions portant sur la capacité des utilisateurs à effectuer des transactions dans le cadre des services publics, une échelle plus détaillée est appliquée, comprenant des notes allant de 0 à 2. Sous cet angle, « 0 » indique qu'il n'y a pas de service ou d'information(s) en ligne, « 1 » signifie que l'information est disponible mais que la transaction n'est pas effectuée en ligne, et « 2 » indique que l'information et les capacités de transaction sont toutes en ligne, entre autres le paiement et la réception de documents.

D'un pays à l'autre, cette méthode de notation affinée prend en considération les différents degrés de maturité des services numériques, permettant de la sorte une vue d'ensemble du développement de l'e-gouvernement. En évaluant à la fois la présence de fonctionnalités en ligne et la profondeur des capacités transactionnelles, l'ISL fournit une compréhension nuancée de l'efficacité avec laquelle les gouvernements adoptent la gouvernance numérique en vue de servir leurs électeurs.

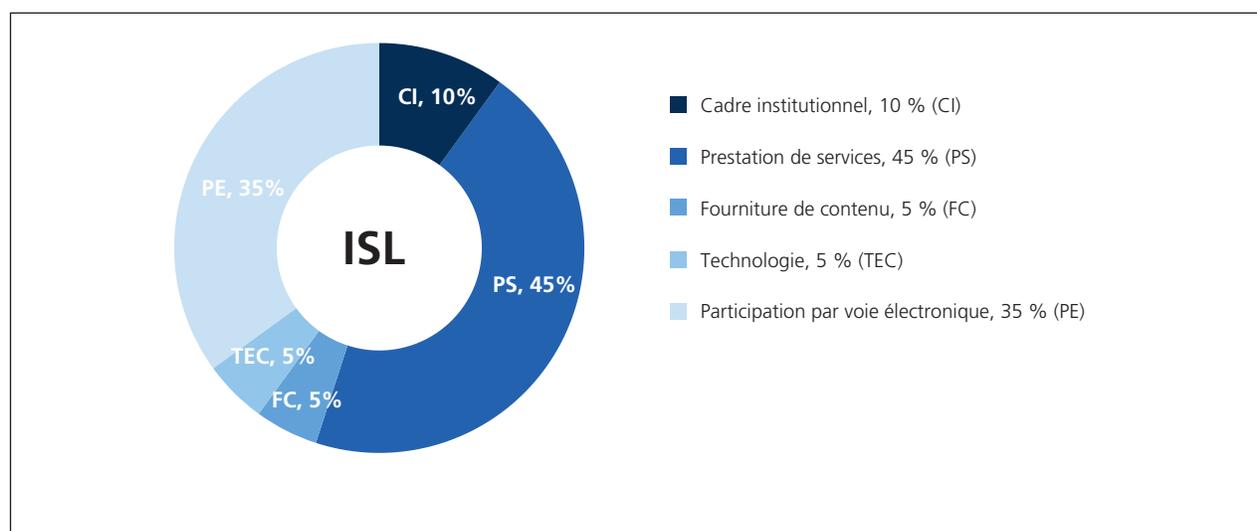
L'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement maintient le calcul de l'ISL introduit avec succès en 2022. En ce sens, les questions liées à l'évaluation de l'ISL sont classées en cinq domaines thématiques distincts, tous traduits par cinq sous-indices : le cadre institutionnel (CI), la prestation de services (PS), la fourniture de contenu (FC), la technologie (TEC) et la participation par voie électronique (PE), l'ISL étant calculé sur la base des valeurs normalisées pour chaque sous-indice. Cette structure permet une évaluation plus complète et plus nuancée de la prestation de services en ligne.

Le questionnaire ISL, qui recueille les valeurs accumulées, est régulièrement actualisé pour refléter la nature dynamique de l'e-gouvernement et mesurer ainsi les progrès accomplis au niveau mondial en fourniture de contenu et de services, de technologie, d'engagement des citoyens et de cadres politiques et institutionnels.

Le nombre de questions (afférentes aux indicateurs) dans l'enquête ISL est passé de 180 en 2022 à 183 en 2024, reflétant par là l'évolution de la complexité de cet outil. Pour une liste complète des indicateurs mesurés pour l'ISL 2024, voir la section 11 de cette annexe.

Pour assurer la comparabilité de l'ISL 2024 avec les ensembles de données de 2022, le poids attribué à chaque sous-indice reste le même que celui indiqué dans l'édition précédente, où il était déterminé sur la base de la proportion de questions d'évaluation dans les domaines thématiques respectifs (voir figure 3). En maintenant cette méthodologie, le DESA de l'ONU souligne son engagement à rendre disponible une mesure fiable et adaptable pour la compréhension de l'évolution du paysage des services gouvernementaux numériques à l'échelle mondiale.

Figure 3 Les cinq sous-indices de l'indice des services en ligne



Le calcul de l'ISL repose sur des valeurs normalisées pour chaque sous-indice, à travers l'utilisation des processus de normalisation et de standardisation cohérents. Cette approche assure la comparabilité des enquêtes successives tout en permettant des améliorations qui reflètent l'évolution du paysage de la gouvernance numérique.

Plus précisément, les scores des questions dans chacune des cinq catégories (CI, PS, FC, TEC et PE) sont totalisés et des scores Z sont générés pour chaque catégorie et chaque pays évalué au moyen de la formule suivante :

$$\text{Z-score X} = \frac{(X - \text{Moyenne}(X))}{\text{ST.DEV}(X)}$$

Où X représente la catégorie respective. Les valeurs obtenues sont une série de sous-indices normalisés reflétant la prestation de services en ligne dans les principales dimensions thématiques.

Le score total global pour un pays donné devient alors la somme des scores normalisés et pondérés pour chacun des cinq sous-indices :

$$\text{ISLPays(i)score total} = (\text{FC}_{Z\text{-score}} * \text{FC}_{\text{poids}}) + (\text{PE}_{Z\text{-score}} * \text{PE}_{\text{poids}}) + (\text{CI}_{Z\text{-score}} * \text{CI}_{\text{poids}}) + (\text{PSZ}_{\text{-score}} * \text{PS}_{\text{poids}}) + (\text{TEC}_{Z\text{-score}} * \text{TEC}_{\text{poids}}) + (\text{FC}_{Z\text{-score}} * \text{FC}_{\text{poids}})$$

Dans la dernière étape du processus, les scores réels pondérés de chaque pays sont normalisés, ce qui accorde à chaque pays évalué une valeur ISL comprise entre 0 et 1 selon la formule suivante:

$$\text{Indice des services en ligne (Pays "X")} = \frac{\text{Score total réel - Total le plus bas Score}}{\text{(Fourchette des scores totaux pour tous les pays)}}$$

Où la valeur de l'indice en ligne pour un pays donné équivaut à la note totale réelle moins la note totale la plus basse, divisée par la fourchette des notes totales pour tous les pays.

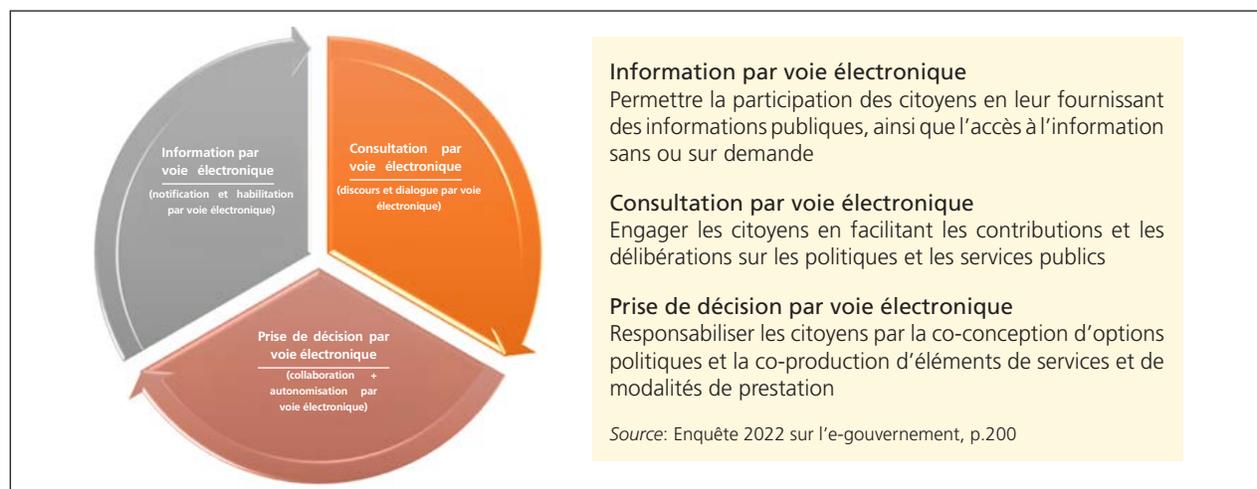
Une liste complète des caractéristiques évaluées de l'ISL 2024 et des ensembles de données de l'ISL est disponible à la section 11 de la présente annexe.

4. Indice de participation par voie électronique

L'IPE, un sous-indice de l'ISL, est un élément clé de l'IDEG. Il évalue l'efficacité et la pertinence des informations et des services numériques proposés par les gouvernements pour encourager l'engagement des citoyens dans la formulation des politiques publiques. Il s'agit d'un élément essentiel de l'évaluation de l'e-gouvernement qui vise à promouvoir la participation et l'autonomisation du public à l'aide d'outils numériques. En tant qu'aspect fondamental du suivi du développement de l'e-gouvernement, l'IPE évalue systématiquement le degré de préparation des gouvernements à « assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux » (cible 16.7 de l'ODD 16).

Depuis 2003, l'IPE est une composante essentielle de l'Enquête ; il reste ancré dans un cadre global qui utilise une échelle de trois points pour différencier les actions délibérées prises par le gouvernement dans trois domaines clés : l'indicateur de l'information par voie électronique évalue les efforts du gouvernement pour la fourniture d'informations au public sur des aspects importants de la vie publique, l'indicateur de la consultation par voie électronique évalue les initiatives du gouvernement visant l'engagement du public dans les questions politiques et/ou les consultations sur la prestation de services à différents stades du processus, et la décision par voie électronique mesure l'engagement du gouvernement à incorporer et à refléter la contribution des citoyens dans les processus de prise de décision (voir figure 4).

Figure 4 Cadre de la participation par voie électronique



Remarque: cette illustration présente les trois principaux éléments de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'information par voie électronique, la consultation par voie électronique et la prise de décision par voie électronique. Elle présente également les résultats potentiels de la mise en œuvre de ces concepts et suggère des outils pertinents pour chaque aspect.

Pour évaluer ces trois principaux domaines, l'enquête évalue les portails et les sites Web gouvernementaux en fonction de la présence ou de l'absence de caractéristiques spécifiques. Il s'agit notamment de l'intégration du budget participatif ou de mécanismes similaires, de la disponibilité de données gouvernementales ouvertes en général et pour six secteurs cruciaux étroitement liés à la mise en œuvre des ODD (éducation, emploi, environnement, santé, justice et protection sociale), de données probantes sur l'existence de mécanismes de co-création ou de co-production pour la prestation de services en collaboration, d'éléments indiquant que les voix des personnes sont entendues dans les discussions et les processus de prise de décision liés à la formulation et à l'adoption de politiques sur des questions concernant les populations vulnérables, ainsi que de données probantes sur les consultations par voie électronique (via des forums électroniques, des sondages électroniques, des questionnaires électroniques ou d'autres outils de participation par voie électronique) conçues pour faciliter l'engagement des personnes en situation de vulnérabilité.

En tant que mesure comparative, l'IPE permet aux pays de réfléchir à leur position par rapport à d'autres pays concernant le déploiement des mécanismes de participation par voie électronique. L'indice ne vise pas à prescrire des pratiques spécifiques mais plutôt à donner un aperçu sur la manière dont les différents pays utilisent les outils en ligne pour encourager l'interaction entre le gouvernement et ses citoyens, ainsi qu'entre les citoyens eux-mêmes, dans l'intérêt de tous.

Il importe de noter que l'IPE est une évaluation qualitative basée sur la disponibilité et la pertinence des services participatifs proposés sur les sites Web gouvernementaux. En tant que tel, le classement comparatif des pays est essentiellement destiné à illustrer et à servir d'indicateur des tendances générales promouvant l'engagement des citoyens.

Pour calculer mathématiquement l'IPE, le score total d'un pays donné est normalisé en soustrayant le score total le plus bas de tous les pays couverts par l'enquête, puis en divisant le résultat par l'écart des scores totaux de tous les pays, comme suit :

$$\text{Indice de participation par voie électronique (Pays X)} = \frac{\text{Score total (Pays X)} - \text{Score total le plus bas}}{\text{Score total le plus élevé} - \text{Score total le plus bas}}$$

En matière de participation par voie électronique, le classement des pays est déterminé par leurs valeurs de l'IPE par le biais de la méthode de « classement concurrentiel courant ». Dans ce système de classement, les pays ayant des valeurs d'IPE identiques reçoivent le même numéro de classement, tandis qu'un écart est laissé dans les numéros de classement. Cette approche garantit que si deux pays ou plus sont ex aequo en matière de classement, les positions de tous ceux qui sont classés en dessous d'eux ne sont pas affectées. Considérons un scénario dans lequel le pays A se classe devant B et C, ces deux derniers ayant la même valeur d'IPE, et les trois pays ayant un score plus élevé que le pays D. Dans ce cas, le pays A serait classé premier, les pays B et C seraient tous deux classés deuxièmes, et le pays D serait classé quatrième.

Les caractéristiques de l'IPE évaluées et les ensembles de données sont disponibles à la section 11 de la présente annexe.

5. Indice des infrastructures de télécommunications

En évaluant l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) existante, l'IIT joue un rôle essentiel dans la détermination de la capacité d'un pays à développer l'e-gouvernement, car une infrastructure solide est d'une importance capitale pour la prestation de services numériques, ainsi que pour la facilitation des interactions en ligne entre le gouvernement et les citoyens.

L'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement a apporté une amélioration considérable à l'IIT, en remplaçant l'indicateur des abonnements à l'Internet haut débit fixe par un nouvel indicateur d'accessibilité financière pour compléter les trois sous-indices existants (nombre estimé d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants, nombre d'abonnements mobiles pour 100 habitants, et nombre d'abonnements à l'Internet haut débit sans fil pour 100 habitants).

Un tel remplacement était nécessaire en raison de la difficulté croissante à collecter des données fiables sur les abonnements à l'Internet haut débit fixe auprès des États membres. Le nouvel indicateur d'accessibilité financière permet une évaluation plus précise de la facilité avec laquelle les citoyens peuvent accéder financièrement aux services TIC, notamment en fonction de leur niveau de revenu. Cette amélioration a été rendue possible par la récente publication par l'Union internationale des télécommunications (UIT) d'un ensemble complet d'indicateurs mesurant l'accessibilité financière dans l'ensemble des États membres. Ce changement est également conforme aux recommandations formulées lors des réunions des groupes d'experts et par les États membres.

D'un point de vue méthodologique, le caractère abordable a été intégré dans l'IIT sous la forme d'un composite de deux sous-indices, le prix du panier de consommation élevé pour les données et la voix à l'Internet haut débit mobile et le prix du panier de consommation pour l'Internet à haut débit fixe, exprimés en pourcentage du revenu national brut (RNB) de chaque État membre (voir encadré 1).

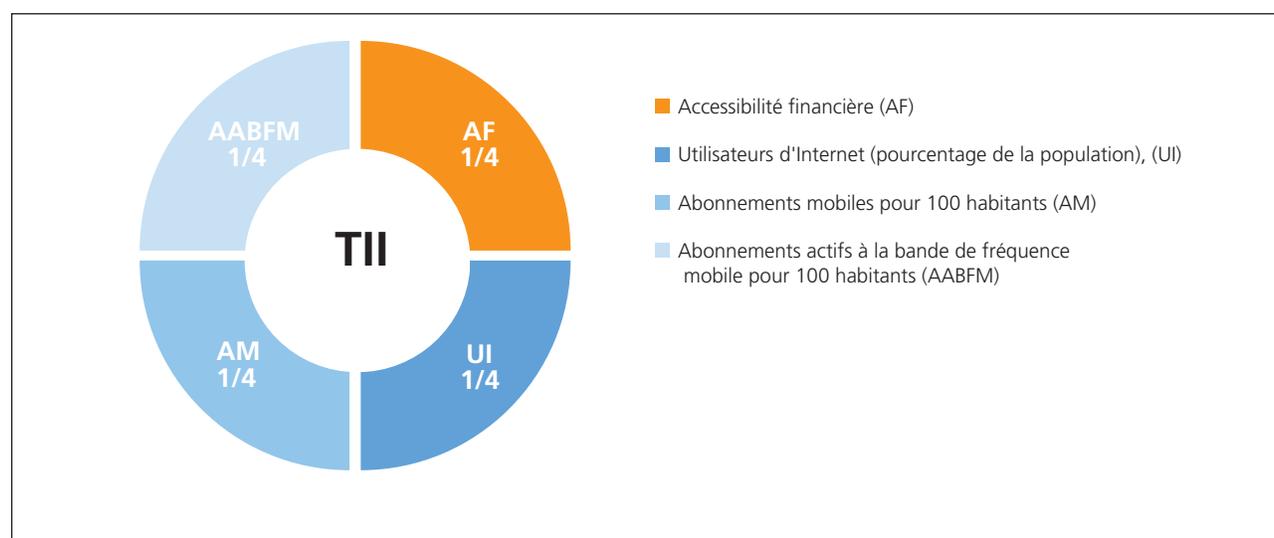
Encadré 1 Sous-indices d'accessibilité au sein de l'IIT

- Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'Internet haut débit mobile en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant. Ce panier correspond au forfait mobile à haut débit le moins cher (et à ses compléments), qui fournit au moins 2 Go de données mensuelles en utilisant au moins la technologie 3G, 140 minutes de communication vocale et 70 messages SMS.
- Le prix du panier Internet à haut débit fixe en pourcentage du RNB par habitant. Le trafic Internet à haut débit fixe (câblé) est le trafic généré par les abonnés au haut débit fixe et mesuré au point d'accès de l'utilisateur final. Ce trafic doit être mesuré en additionnant les téléchargements et les téléchargements vers l'amont, en excluant le trafic de gros, les jardins clos, la télévision sur protocole Internet (IPTV) et le trafic de la télévision par câble. L'indicateur est calculé en divisant le trafic Internet au haut débit fixe par le nombre total d'abonnements au haut débit fixe.

Source: UIT, Mesurer le développement numérique : Indice 2024 de développement des TIC (Genève, 2024). p. 37, disponible sur https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-ICT_MDD-2024-3-PDF-E.pdf

À l'instar des années précédentes, l'IIT est calculé sur la base de la moyenne composite de quatre sous-indices également pondérés (voir figure 5). Les données pour l'ensemble des sous-indices proviennent de l'UIT au 14 février 2024.

Figure 5 Les quatre sous-indices de l'indice des infrastructures de télécommunications



Une fois les données brutes traitées pour l'IIT, les plus récentes données disponibles de l'UIT ont été utilisées pour compléter les valeurs manquantes des sous-indices. Conformément aux méthodes de normalisation des données appliquées dans les deux enquêtes précédentes sur l'e-gouvernement, une limite maximale de 120 % a été fixée pour les données brutes de l'UIT concernant les abonnements à la téléphonie mobile/cellulaire, ainsi que les abonnements actifs au haut débit mobile. Des limites supérieures et inférieures ont été fixées pour les données liées à l'accessibilité financière afin de faciliter la comparaison entre les pays, tandis que le pourcentage d'utilisateurs de l'Internet a été conservé dans sa forme originale par l'emploi des chiffres provenant directement de l'UIT. Un score Z a ensuite été calculé pour chaque sous-indice. La valeur composite de l'IIT a alors été calculée en se référant à la moyenne arithmétique des scores Z pour les quatre sous-indices, comme suit :

$$\text{Valeur composite de l'indice des infrastructures de télécommunications} = \text{Moyenne (Utilisateurs de l'Internet}_{\text{score Z}} + \text{abonnements au téléphone mobile ou}_{\text{score Z}} + \text{cellulaire}_{\text{score Z}} + \text{abonnements actifs au haut débit mobile}_{\text{score Z}} + \text{accessibilité financière}_{\text{score Z}})$$

La valeur de l'IIT pour chaque pays a ensuite été calculée en normalisant la valeur composite de l'IIT (en prenant la valeur composite pour un pays donné, en soustrayant la valeur composite la plus basse dans le même ensemble de données et en divisant par l'éventail des valeurs composites pour tous les pays), comme suit :

$$\text{IIT (Pays X)} = \frac{\text{Valeur composite (Pays X)} - \text{Valeur composite la plus basse}}{\text{Valeur composite la plus élevée} - \text{Valeur composite la plus basse}}$$

Les ensembles de données IIT sont accessibles à la section 11 de la présente annexe.

6. Indice du capital humain

L'ICH est la composante de l'IDEG qui reflète la dimension humaine de l'e-gouvernement, soulignant l'importance du lien existant entre les systèmes de gouvernement numérique et la capacité des citoyens à les utiliser. En évaluant les taux de littératie et d'autres indicateurs liés à l'éducation, l'ICH mesure la capacité d'une population à s'engager dans des initiatives d'e-gouvernement et à en tirer parti.

Concernant l'Enquête 2024, l'ICH a été considérablement amélioré par l'ajout d'un nouveau sous-indice - la littératie en e-gouvernement (LEG) - qui vient compléter les quatre sous-indices existants (voir figure 6). Les quatre sous-indices de l'Enquête 2022, provenant tous de l'UNESCO, comprennent le taux d'alphabétisation des adultes, le taux brut de scolarisation combiné dans le primaire, le secondaire et le tertiaire, le nombre d'années de scolarisation prévu et le nombre moyen d'années de scolarisation.

Développé en interne à partir de données provenant d'évaluations de portails nationaux, le sous-indice LEG mesure les compétences en littératie numérique, qui jouent un rôle capital dans la mise en œuvre et l'utilisation efficaces des services d'e-gouvernement. Alors que les gouvernements continuent à numériser leurs opérations, la capacité des citoyens à s'engager sur les plateformes numériques est devenue de plus en plus importante. En ce sens, la LEG ne se limite pas à permettre l'accessibilité des citoyens aux services en ligne, mais les dote aussi des moyens leur permettant de participer pleinement à la gouvernance numérique, de fournir un retour d'information et de s'engager dans des processus civiques en ligne. En évaluant les niveaux de littératie numérique, les gouvernements peuvent mettre au point des stratégies numériques adaptées, identifier les domaines à améliorer dans la conception de l'interface utilisateur et concevoir des programmes ciblés de formation aux compétences numériques. L'intégration de cet indicateur permet une vision plus complète de l'état de préparation d'un pays et de son potentiel à tirer parti des initiatives de gouvernance numérique (voir encadré 2).

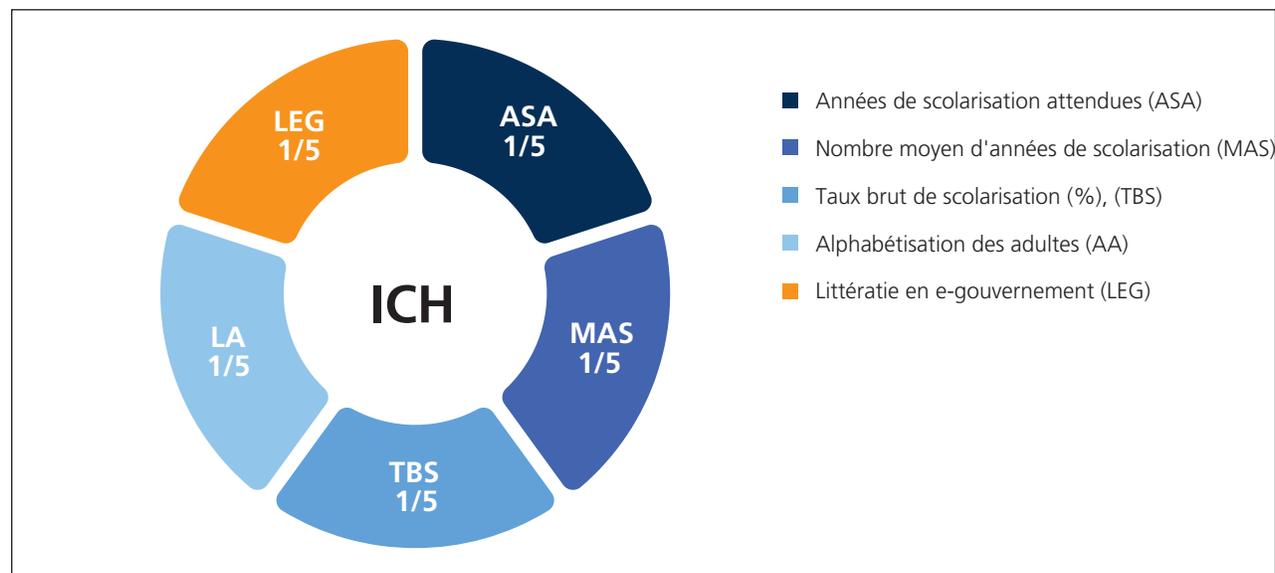
Encadré 2 Littératie en e-gouvernement

- Dans son édition 2024, l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement introduit la littératie en e-gouvernement (LEG) comme nouveau domaine d'évaluation. En tant que sous-indice de l'ICH, la LEG mesure la capacité de l'ensemble des segments de la population, en particulier les groupes vulnérables, à tirer pleinement parti des services d'e-gouvernement disponibles et des possibilités de participation en ligne.
- La LEG mesure le niveau de littératie en e-gouvernement dans un pays donné, en évaluant les principales caractéristiques des portails gouvernementaux.
- Les fonctionnalités de la LEG auxquelles on accède sont : le mécanisme de recherche interne, l'assistance en ligne aux utilisateurs, les fonctions de réseautage social, l'assistance par chat en direct avec une personne, la politique de confidentialité, les informations sur l'utilisation des services en ligne, la gestion de l'identité numérique, la facilitation de l'accès gratuit à l'Internet, les métadonnées de données ouvertes, les conseils aux utilisateurs, la personnalisation des services, la co-création et/ou co-production (dans les domaines de la santé, l'éducation, la protection sociale, l'emploi, l'environnement et la justice), ainsi que l'accès à des espaces physiques.

Source: Chapitre 1 de la présente enquête

Avec la structure améliorée de l'ICH, les cinq sous-indices contribuent de manière égale à la composante ICH, permettant par là une influence plus homogène des indicateurs. Cela représente une différence par rapport à l'approche de pondération de l'ICH appliquée dans l'Enquête 2022 sur l'e-gouvernement.

Figure 6 Les cinq sous-indices de l'indice du capital humain



La méthodologie de calcul de cette composante est alignée sur l'approche employée pour les autres composantes de l'IDEG, où chacun des cinq sous-indices est d'abord normalisé à l'aide de la procédure du score Z. Ensuite, la valeur composite de l'ICH pour le pays X est dérivée de la moyenne arithmétique des cinq sous-indices, un poids égal étant attribué à chaque indicateur, comme suit :

$$\begin{aligned}
 &\text{Valeur composite de l'indice du capital humain} \\
 &= 1/5 \times \text{Taux d'alphabétisation des adultes}_{\text{scoreZ}} \\
 &+ 1/5 \times \text{Taux brut de scolarisation}_{\text{scoreZ}} \\
 &+ 1/5 \times \text{Nombre d'années de scolarité estimées}_{\text{scoreZ}} \\
 &+ 1/5 \times \text{Nombre moyen d'années de scolarité}_{\text{scoreZ}} \\
 &+ 1/5 \times \text{Littératie en e-gouvernement}_{\text{scoreZ}}
 \end{aligned}$$

La valeur composite de l'ICH pour chaque pays est ensuite normalisée en soustrayant la valeur composite la plus basse parmi tous les pays couverts par l'enquête de la valeur composite du pays, puis en divisant le résultat par l'éventail des valeurs composites de l'ensemble des pays, comme suit :

$$\text{Indice du capital humain (Pays X)} = \frac{\text{Valeur composite (Pays X)} - \text{Valeur composite la plus basse}}{\text{Valeur composite la plus élevée} - \text{Valeur composite la plus basse}}$$

Les ensembles de données de l'ICH sont disponibles à la section 11 de la présente annexe.

7. Questionnaire aux États membres

À l'instar des éditions précédentes de l'enquête, les pays ont été invités, par le biais du questionnaire destiné aux États membres (QÉM), à fournir les adresses des sites Web (URL) de leurs portails nationaux, ainsi que celles des différents ministères. Ce questionnaire sollicitait l'obtention d'informations sur les efforts déployés pour le soutien du développement de l'e-gouvernement, l'ouverture des données gouvernementales, la participation par voie électronique et l'autorité désignée en tant que responsable des politiques de l'e-gouvernement. Il comprenait également des questions liées aux cadres institutionnels et juridiques, aux stratégies, aux politiques, de même qu'aux plans de développement. Depuis 2022, 155 États membres ont soumis le QÉM ; en 2024, 109 pays (soit 56,4 % des membres des Nations unies) ont soumis leurs réponses.

Le QÉM 2024 peut être consulté sur le portail du DAES de l'ONU, accessible sur <https://publicadministration.un.org/egovkb>

Le QÉM apporte des informations précieuses sur les initiatives politiques et des précisions sur la mise en œuvre qui peuvent ne pas être immédiatement visibles à partir des seules évaluations du portail en ligne. Une forte participation des États membres à la réponse complète et à la soumission du questionnaire est essentielle pour veiller sur l'exactitude et la richesse de l'analyse de l'IDEG. La collecte exhaustive des données permet une évaluation approfondie et précise qui reflète les progrès réels accomplis et les défis rencontrés dans le domaine du gouvernement numérique.

Les enquêtes récentes ont enregistré une baisse des taux de réponse au QÉM. Ce changement intervenu dans les niveaux de participation a des répercussions sur la profondeur et l'étendue des informations contextuelles disponibles, qui sont d'une importance capitale pour assurer une analyse complète et actualisée du développement de l'e-gouvernement.

Pour améliorer la précision des évaluations de l'e-gouvernement, il est essentiel que tous les États membres remplissent et renvoient le QÉM, comprenant toutes les informations demandées, dans les délais impartis. Cette collecte complète de données permet au DIPGN d'effectuer une évaluation approfondie et précise qui reflète les véritables progrès accomplis et les défis rencontrés dans le domaine du gouvernement numérique. La coopération des gouvernements, ainsi que les réponses rapides demeurent indispensables, l'objectif étant de parvenir à une évaluation holistique et fiable du développement de l'e-gouvernement dans le monde.

La liste des pays ayant répondu au questionnaire des États membres (QÉM) est disponible dans le tableau 20 de la section 16 de cette annexe.

8. Indice des services locaux en ligne

La méthodologie de l'indice des services locaux en ligne (ISLL), mise au point par le DAES de l'ONU et l'Unité opérationnelle de l'Université des Nations unies sur la gouvernance électronique axée sur les politiques (UNU-EGOV), est conçue pour évaluer l'efficacité des portails des gouvernements locaux dans les villes les plus peuplées des 193 États membres de l'ONU. Cette méthodologie vise à permettre une compréhension globale du statut de l'e-gouvernement local, à soutenir le développement de politiques et à améliorer les services d'e-gouvernement au niveau du gouvernement local. L'ISLL permet une analyse détaillée de la manière dont les villes tirent parti des outils numériques pour impliquer les citoyens et assurer la prestation des services publics.

En plus de l'évaluation de l'infrastructure numérique actuelle, la méthodologie ISLL identifie les domaines cruciaux devant être améliorés, aidant ainsi les gouvernements locaux à améliorer leurs propositions de services d'e-gouvernement. En comparant les performances des villes, l'ISLL favorise à la fois la concurrence et la collaboration, encourageant les gouvernements locaux à adopter les meilleures pratiques et à atteindre des normes plus élevées en matière d'e-gouvernement local. Les enseignements tirés de ces évaluations contribuent au dialogue mondial sur les stratégies efficaces de transformation numérique, et déterminent l'orientation future des initiatives d'e-gouvernement local, en veillant à ce que les villes soient mieux équipées pour répondre aux besoins évolutifs de leurs populations.

8.1 Qu'est-ce qui a changé dans l'ISLL 2024?

L'ISLL a fait l'objet d'une révision de sorte à ce qu'il continue à permettre une évaluation complète des tendances de l'e-gouvernement local. Le nombre d'indicateurs est ainsi passé de 86 dans l'enquête précédente à 95 dans six principaux domaines : le cadre institutionnel, la fourniture de contenu, la prestation de services, la participation et l'engagement, la technologie, et le sous-indice nouvellement ajouté, en l'occurrence la littératie en e-gouvernement (voir tableau 1)..

Tableau 1 Sous-indices de l'ISLL

	Indicateurs 2022 de l'ISLL	Indicateurs 2024 de l'ISLL
Cadre institutionnel	8	5
Fourniture de contenu	25	30
Prestation de services	18	30
Participation et engagement	17	10
Technologie	18	10
Littératie en e-gouvernement	-	10
Total	86	95

L'ajout de la littératie en e-gouvernement rapproche l'ISLL de l'ISL (employé pour évaluer les portails nationaux), ce qui assure la cohérence en matière d'évaluation des services publics numériques aux niveaux local et national. Cela permet une évaluation plus approfondie, soulignant de la sorte l'importance des compétences numériques pour les citoyens qui utilisent les services gouvernementaux en ligne. L'évaluation porte désormais sur les caractéristiques essentielles des sites Web gouvernementaux, conformément aux tendances mondiales, pour une plus grande inclusivité, ainsi que pour la préservation de normes techniques et d'accessibilité élevées.

Alors que la dimension du cadre institutionnel reste largement inchangée par rapport à l'enquête de 2022, les améliorations apportées aux critères de contenu et de prestation de services permettent une évaluation plus complète des offres faites en ligne par les agences gouvernementales. La dimension technologique, bien que réduite à 10 indicateurs, continue de se focaliser sur des aspects techniques clés tels que l'accessibilité, la fonctionnalité et le respect des normes. Cette approche affinée suit les tendances mondiales en faveur d'un engagement public accru et de l'inclusion numérique, en s'appuyant sur les fondations de 2022, tout en introduisant de nouveaux éléments à même de refléter l'évolution du paysage numérique.

8.2 Méthodologie d'évaluation de l'ISLL

Les 40 villes couvertes par l'enquête pilote de 2018 sur l'ISLL, ainsi que les 100 villes couvertes par l'Enquête 2020 sur l'ISLL, ont été sélectionnées en fonction de leur situation géographique et de la répartition de leur population. La totalité des régions du monde ont été équitablement représentées, le nombre de pays sélectionnés dans chaque région étant basé sur la part de la population de cette région dans la population mondiale. Pour l'Enquête 2022 sur l'e-gouvernement, il a été décidé que la ville la plus peuplée de chacun des 193 États membres serait invitée à participer au processus d'évaluation de l'ISLL. Cette méthodologie a également été appliquée dans l'Enquête 2024. Le processus de sélection s'appuie sur les données les plus récentes provenant des Nations unies

L'Annuaire démographique et le Livret de données sur les villes du monde (The World's Cities Data Booklet) se focalisent sur la population de la « ville proprement dite » comme seul critère. Cette approche assure la cohérence et la reproductibilité de la recherche, tout en axant l'intérêt sur la plus grande « taille d'échantillon » possible pour évaluer la portée des services proposés par l'e-gouvernement. A cet égard, il importe de noter que les chiffres de population ne sont utilisés que pour la sélection des villes et n'ont pas d'impact sur l'évaluation des performances d'une ville.

FPour ce qui relève des pays relativement peu peuplés, ou géographiquement peuplés, tels que Monaco, Singapour ou les petits États insulaires en développement (PEID), où les habitants n'ont souvent qu'un seul point d'accès aux services gouvernementaux, l'évaluation ISLL utilise une approche intégrée. La méthodologie évalue ainsi l'ensemble des services numériques gouvernementaux du point de vue de l'utilisateur final, reflétant l'expérience vécue par les résidents qui interagissent avec une structure gouvernementale unique et unifiée.

Les portails des villes sont évalués à travers l'utilisation de la méthode de calcul de l'enquête précédente afin d'assurer la continuité et la cohérence. Le système de notation pour chaque indicateur reste binaire : une ville reçoit un « 1 » si la fonctionnalité est présente sur son site Web ou un « 0 » si la fonctionnalité est absente ou introuvable. Les villes peuvent également gagner un point pour l'accès local en fournissant un lien direct vers le portail national approprié. La valeur finale de l'ISLL est calculée en divisant le score total de la ville par un nouveau maximum de 95, ce qui donne une valeur qui oscille entre 0 et 1.

Bien que le nombre d'indicateurs ait augmenté, les fourchettes de valeurs de l'indice ISLL restent cohérentes avec les éditions précédentes. En fonction de leurs valeurs respectives, les villes sont classées en quatre niveaux ou groupes : très élevé (0,7500 à 1,0000), élevé (0,5000 à 0,7499), moyen (0,2500 à 0,4999) ou faible (0,0000 à 0,2499). Ces fourchettes facilitent la comparaison des niveaux de développement de l'e-gouvernement entre différentes villes et constituent un point de référence clair pour les progrès accomplis. Les villes appartenant au même groupe de l'ISLL sont considérées comme ayant des niveaux comparables de développement de l'e-gouvernement local. Cette classification apporte des informations précieuses aux décideurs politiques, en les aidant à évaluer ce qui constitue une bonne performance et à fixer des objectifs réalistes pour une amélioration à court, moyen et long terme.

Pour une liste complète des caractéristiques de l'ISLL 2024 évaluées, voir le tableau 13 de la section 11 de la présente annexe.

8.3 Réseau ISLL

Afin d'étendre la portée et l'impact de l'ISLL, le DESA de l'ONU et l'Unité opérationnelle de l'Université des Nations unies sur la gouvernance électronique axée sur les politiques (UNU-EGOV) ont établi des partenariats avec diverses institutions et gouvernements locaux. Formalisées par des protocoles d'accord, ces collaborations permettent d'appliquer la méthodologie ISLL à plusieurs villes d'un même pays. Une telle approche a ainsi permis d'élargir considérablement le réseau ISLL, en favorisant le partage des connaissances et des meilleures pratiques entre les villes participantes. Par conséquent, un nombre croissant de centres urbains tirent parti de la méthodologie ISLL et utilisent les connaissances acquises pour améliorer leurs services en ligne, relevant ainsi des défis communs en matière de gouvernance numérique.

FPour l'obtention d'informations sur les projets en cours et ceux achevés, on peut consulter la page Web consacrée à l'application de la méthodologie ISLL, en consultant la Base de connaissances des Nations unies sur l'e-gouvernement, disponible sur <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/About/E-Government-at-Local-Level/Application-of-LOSI-methodology-in-countries>.

9. Questionnaire au gouvernement local

En ce qui concerne l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement, le questionnaire au gouvernement local (QGL) a été utilisé parallèlement à l'enquête sur l'ISLL en vue de recueillir des informations supplémentaires. Ainsi, sur les 193 villes les plus peuplées évaluées au titre de l'Enquête 2024 sur l'ISLL, 51 villes ont répondu au QGL, soit un taux de réponse de 26,42 %. Le QGL utilisé pour la présente enquête peut être consulté sur <https://publicadministration.un.org/egovkb>.

La liste des villes ayant répondu à la LGQ est disponible dans le tableau 21 de la section 16 de cette annexe.

10. Flux opérationnel de l'enquête sur l'e-gouvernement

En 2024, les valeurs ISL ont été calculées sur la base des évaluations effectuées par 261 chercheurs en ligne, dont 215 nouveaux volontaires du programme des Volontaires des Nations unies, 46 volontaires revenant des enquêtes précédentes et d'autres recrutés à travers le Département des institutions publiques et de l'administration numérique (DIPGN). Ces évaluateurs provenaient de 127 pays différents et maîtrisaient collectivement 67 langues. Ils ont évalué le site Web national de chaque pays à l'aide du questionnaire sur les services en ligne de l'enquête des Nations unies, en effectuant les évaluations dans leur langue maternelle respective afin d'en assurer l'exactitude. Pour la liste complète des chercheurs en ligne, voir le tableau 19 de cette annexe.

10.1 Phase de formation des volontaires et de collecte des données

Pour l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement, les volontaires ont assisté à des sessions d'introduction avant de se voir confier deux tâches pilotes simulant la phase de collecte des données. Ces tâches comprenaient une simulation d'évaluation ISL et une simulation d'évaluation ISLL des portails d'e-gouvernement. Chaque chercheur volontaire a été chargé d'effectuer la même série de tâches pilotes en vue de faciliter le contrôle de la qualité et d'assurer une formation cohérente au sein du groupe. Pour pouvoir participer à la phase de collecte des données, les participants devaient compléter et soumettre les deux évaluations simulées pour examen.

Au cours de la phase de collecte des données, chaque participant qualifié a été chargé de missions de recherche personnalisées adaptées à ses capacités spécifiques. Ces missions consistaient à effectuer des évaluations ISL et ISLL pour l'un des 193 États membres des Nations unies et sa ville la plus peuplée. Pour chaque État membre et ville assignés, les participants ont alors mené des recherches indépendantes sur la prestation de services d'e-gouvernement. La présence en ligne de chaque État membre a été évaluée indépendamment par deux chercheurs maîtrisant une ou plusieurs des langues officielles du pays évalué.

Les chercheurs se sont basés exclusivement sur des sources gouvernementales et ont reçu pour instruction de ne pas partager leurs résultats ou leurs recherches avec des tiers, entre autres les gouvernements des États membres évalués. L'objectif consistait à évaluer et à vérifier l'existence d'un vaste ensemble de fonctions et de services en ligne appropriés au développement de l'e-gouvernement. Les chercheurs ont joué le rôle d'utilisateurs ciblés et ont fondé leurs réponses sur la question de savoir si les fonctionnalités évaluées étaient aisément accessibles à l'utilisateur moyen.

10.2 Phase d'examen des divergences

Après la phase de collecte des données, toutes les missions soumises ont fait l'objet d'un processus d'examen rigoureux pour en garantir l'exactitude et la cohérence. Dans un premier temps, la plateforme d'évaluation a procédé à une vérification automatique des divergences entre les soumissions de deux volontaires affectés à chaque pays ou ville. Lorsque les divergences sont inférieures à un seuil défini de 20 %, le système permet aux deux volontaires de contester et de négocier leurs résultats, en travaillant ensemble pour parvenir à un accord. Quand ils ne parvenaient pas à résoudre leurs divergences, le cas était transmis à un examinateur désigné par le DAES de l'ONU pour une évaluation plus approfondie. En ce qui concerne les divergences comprises entre 20 % et 50 %, le système signalait automatiquement l'évaluation et la renvoyait aux deux volontaires pour qu'ils la réévaluent. Les volontaires ont dû procéder à une nouvelle évaluation pour traiter et corriger les incohérences.

Les divergences supérieures à 50 % entraînaient la disqualification automatique de l'évaluation. Ces cas ont été immédiatement transmis à l'évaluateur désigné par le DAES de l'ONU, qui a effectué des recherches supplémentaires et décidé de réassigner l'évaluation à une nouvelle paire de volontaires ou à un autre groupe d'évaluateurs.

Après l'examen initial par le réviseur du DAES de l'ONU, les missions ont été transmises à un réviseur principal du même département pour vérification par recoupement, garantissant par là un examen

final approfondi de l'assurance qualité des données avant l'approbation. L'établissement de cette approche a permis d'assurer que chaque mission soit menée par des chercheurs indépendants et formés, dotés des compétences linguistiques nécessaires et d'une compréhension du contexte social et politique de l'État membre évalué. Les experts internes du DAES de l'ONU en matière de développement de l'e-gouvernement et de prestation de services en ligne ont ensuite examiné minutieusement les missions afin d'éviter toute disparité dans le processus d'évaluation, l'introduction de préjugés intentionnels, la soumission d'informations inexacts pour améliorer les scores, ou même une fraude potentielle.

Tout au long de ce processus, les réviseurs du DAES de l'ONU ont joué un rôle pivot en menant des recherches indépendantes pour vérifier les réponses, et en commandant au besoin des recherches supplémentaires à des chercheurs volontaires, pour résoudre des questions complexes et des divergences. Ce système de révision à plusieurs niveaux a été conçu pour assurer l'intégrité et la fiabilité des données utilisées dans l'enquête sur l'e-gouvernement.

10.3 Assurance de la qualité des données

Le processus d'assurance qualité (voir encadré 3) a commencé par la vérification de la cohérence des données par rapport aux modèles historiques établis, ainsi qu'aux classements de groupes basés sur les valeurs ISL et ISLL, qui mesurent l'étendue et la qualité des services en ligne. Les questions de l'enquête ont ensuite été affinées afin de stabiliser l'ensemble des données et d'assurer la conformité au modèle de données de l'IDEG.

Encadré 3 Liste des critères adoptés pour l'assurance qualité des données

- Trois niveaux d'évaluation/examen (volontaires, examinateur du DAES de l'ONU, examinateur principal du DAES de l'ONU)
- Première vérification de la cohérence des données avec les modèles de données (lorsque cela est possible) par classement de groupe (ISL/ISLL - TÉ, É, M, F)
- Ajustement des questions ISL/ISLL pour stabiliser l'ensemble des données et assurer la cohérence avec le modèle de données IDEG/ISLL
- Deuxième vérification de la cohérence des données avec les modèles de données par classement des groupes (ISL/ISLL - TÉ, É, M, F)
- Premier calcul de l'ISL/ISL
- Trois niveaux d'évaluation/examen des valeurs aberrantes - compensation à l'aide du QÉM/QGL (si possible)
- Deuxième calcul de l'ISL/ISLL
- Enquête et analyse des données des pays/villes cibles (valeurs aberrantes et cas spécifiques avec baisse/amélioration importante)
- Vérification aléatoire du sous-ensemble de questions/URL ISL/ISLL - compensation à l'aide de QÉM/QGL (si possible)
- Troisième calcul de l'ISL/ISLL
- Troisième vérification de la cohérence des données avec les modèles de données par classement des groupes (ISL/ISLL - TÉ, É, M, F)
- Vérification de la cohérence avec d'autres rapports de référence internationaux et des sources tierces (QÉM/QGL)
- Validation de l'ensemble de données pour ISL/ISLL
- Recalcul de l'ISL (final)
- Calcul de l'IDEG/IPE/ISLL
- Analyse des données des pays cibles (ceux qui passent d'un groupe à l'autre)
- Calcul final de l'IDEG/IPE/ISLL

lorsque cela était possible. Les indices ont ensuite été recalculés et une analyse détaillée a été menée sur les pays et les villes cibles présentant des changements ou des améliorations importants.

Pour mieux assurer la précision, un sous-ensemble aléatoire de questions d'index et d'URL a été vérifié, les données du QÉM et du QGL étant utilisées pour la compensation si nécessaire. Un troisième calcul de l'ISL et de l'ISLL a suivi, ainsi qu'une autre vérification de la cohérence par rapport aux modèles de données établis et aux classements des groupes.

Le processus comprenait également des références de recoupement avec des rapports de référence internationaux et des sources tierces, les données QÉM et QGL étant utilisées pour assurer la cohérence et valider les divergences. Enfin, l'ISL et l'ISLL ont été recalculés une dernière fois, en intégrant toutes les mesures d'assurance qualité et tous les ajustements.

Cette approche globale, qui comprend plusieurs niveaux d'examen, des références de recoupement avec des sources externes et l'utilisation stratégique des données du QÉM et du QGL, a renforcé la solidité et la fiabilité globales des résultats de l'enquête sur l'e-gouvernement.

10.4 Analyse des données

Après un processus rigoureux d'assurance qualité, les données de l'enquête sur l'e-gouvernement ont fait l'objet d'une analyse approfondie pour en extraire des informations importantes et identifier les principales tendances. Cette analyse complète a impliqué des évaluations comparatives entre les pays, les villes, les régions et les groupes de revenus, facilitant l'identification des points forts et des domaines exigeant une amélioration. L'analyse comprenait également des comparaisons avec des indices similaires de gouvernement numérique, tels que l'indice du gouvernement numérique de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'analyse s'est étendue au-delà de l'IDEG et d'autres données liées à cet indice. Les chercheurs ont examiné à fond les corrélations avec les ODD pour évaluer la conformité des initiatives d'e-gouvernement au cadre plus large de l'Agenda 2030, reconnaissant de la sorte que la gouvernance numérique est un facilitateur crucial pour l'atteinte de ces objectifs mondiaux.

Cette approche globale était décisive car elle a permis de reconnaître les facteurs potentiels influençant les progrès en e-gouvernement dans les pays et les villes évalués, de fournir une vision plus holistique du développement national et local, et de mettre en évidence les domaines qui pourraient bénéficier d'interventions ciblées ou d'initiatives politiques.

L'analyse des tendances a également constitué un aspect décisif lors de l'examen des données, permettant par là d'identifier les villes, les pays ou les régions qui ont accompli des progrès considérables ou connu des revers dans leur développement de l'e-gouvernement au fil du temps. Cette perspective longitudinale a permis aux chercheurs d'évaluer l'efficacité des stratégies et des politiques d'e-gouvernement et de mesurer l'impact des événements mondiaux ou des avancées technologiques sur l'adoption et la mise en œuvre de l'e-gouvernement.

L'analyse a englobé des approches quantitatives et qualitatives, combinant des méthodes statistiques avec des études de cas et des opinions d'experts pour permettre une compréhension bien équilibrée et nuancée du paysage de l'e-gouvernement. Les résultats de cette analyse sont présentés dans l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement et constituent une ressource précieuse pour les décideurs politiques, les chercheurs et les parties prenantes engagées dans l'avancement des initiatives d'e-gouvernement dans le monde entier.

11. Défis liés à l'examen de la présence en ligne des gouvernements nationaux et locaux

11.1 Limites de la méthodologie

L'IDEG est un outil puissant pour l'évaluation et la comparaison du développement du gouvernement numérique dans les 193 États membres, donnant ainsi un bref aperçu précieux des capacités du gouvernement numérique au niveau national. Toutefois, comme les niveaux de développement, les caractéristiques géographiques, la dynamique démographique, les situations géopolitiques et d'autres facteurs pertinents varient considérablement d'un pays à l'autre, la méthodologie de l'IDEG

présente certaines limites liées à la compréhension de certains aspects du développement de l'e-gouvernement.

À titre d'exemple, si l'IDEG constitue un indicateur précieux pour l'évaluation du développement numérique des gouvernements, il peut ne pas refléter entièrement les diverses avancées numériques qui se produisent au niveau des États dans les grands pays dotés d'un système fédéral. Dans ces pays, les gouvernements des États jouent un rôle important dans le développement numérique et la prestation de services, aussi les niveaux de maturité numérique peuvent-elles varier d'un État à l'autre. Lorsque la gouvernance numérique est décentralisée, l'évaluation de l'IDEG au niveau fédéral peut ne pas refléter pleinement le paysage numérique de l'ensemble du pays.

Dans certains pays, une part considérable des services numériques est mise en place et fournie par le secteur privé plutôt que par des agences gouvernementales. L'implication d'entités privées dans la mise en place et la prestation de services peut fausser la perception du développement du gouvernement numérique en tant que processus relevant essentiellement du secteur public.

Pour relever de tels défis et assurer une évaluation complète, des ressources supplémentaires, telles que les QÉM, les articles et publications récents, sont de plus en plus utilisées pour vérifier et confirmer la qualité des résultats. Cette approche multidimensionnelle permet d'obtenir une compréhension plus précise et plus nuancée du développement du gouvernement numérique dans le monde.

Périodiquement, des opérations d'actualisation de la méthodologie introduisent des changements susceptibles d'affecter la comparabilité directe des évaluations actuelles avec les évaluations précédentes. Ce point est important non seulement parce qu'il a un impact sur la mesure des progrès, mais aussi parce qu'une baisse de la valeur ou du classement n'indique pas nécessairement une baisse de la performance.

11.2 Multiplicité des canaux de prestation des services publics et évolution rapide des technologies numériques

Au sein du paysage numérique actuel, les gouvernements utilisent un large éventail de canaux pour entrer en contact avec les citoyens et fournir des services publics, notamment des sites Web, des applications mobiles, des plateformes de médias sociaux, des applications de messagerie, des systèmes d'identification numérique, ainsi que des technologies émergentes telles que les chatbots d'IA et les dispositifs IdO. Cette diversité, bien que bénéfique pour l'engagement, présente des défis importants sur le plan de l'évaluation complète de l'e-gouvernement. Chaque canal présente des caractéristiques et des capacités uniques, ce qui exige des critères d'évaluation adaptés et des approches ad hoc pour les chercheurs.

La méthodologie de l'IDEG a fait l'objet d'une actualisation dans chaque édition de l'enquête afin de mieux répondre aux nouveaux défis et priorités. Cependant, l'évolution des technologies numériques et l'intégration de nouvelles plateformes et de nouveaux services sont si rapides que le cadre d'évaluation peut ne pas être en mesure de suivre le rythme de ces développements et de mesurer avec précision les caractéristiques les plus avancées du gouvernement numérique. Par conséquent, l'IDEG peut ne pas refléter pleinement les progrès accomplis, en particulier par les pays qui mettent en œuvre des initiatives intégrant les technologies ou les approches les plus récentes en matière de prestation de services publics. Pour atténuer ces limites, des méthodes d'évaluation indirectes sont également employées. Il s'agit notamment d'analyser (lorsqu'elles sont disponibles) les données et la documentation relatives au QÉM, les statistiques d'utilisation des services et les évaluations de tiers, qui peuvent apporter des informations supplémentaires sur l'efficacité et la portée des services publics numériques. Ces méthodes peuvent générer des informations politiques supplémentaires précieuses et des détails sur la mise en œuvre, bien qu'elles puissent ne pas appréhender pleinement les capacités nuancées et les caractéristiques innovantes des plateformes du gouvernement numérique les plus avant-gardistes.

L'IDEG demeure un outil d'importance capitale pour l'évaluation du développement de l'e-gouvernement, mais il doit continuer à évoluer et à intégrer de nouvelles stratégies d'évaluation pour refléter fidèlement le paysage numérique dynamique. Il est essentiel d'affiner en permanence cet indice afin qu'il fournisse une mesure holistique et précise des progrès accomplis en e-gouvernement, en intégrant dans son champ d'application les technologies établies et émergentes.

11.3 Mesure de la participation par voie électronique

L'évaluation de l'engagement sur les portails nationaux présente des défis uniques en matière d'évaluation de l'e-gouvernement, en particulier lorsque les analyses Web ne font pas partie de la méthodologie d'évaluation. Sans accès aux mesures traditionnelles, comme les pages vues ou les données relatives aux sessions des utilisateurs, les évaluateurs doivent se baser sur d'autres méthodes pour mesurer l'engagement des citoyens, ainsi que l'efficacité du portail.

La principale difficulté consiste à déterminer avec précision dans quelle mesure le portail répond aux besoins des citoyens, facilite la prestation de services et encourage l'interaction avec les entités gouvernementales. Les évaluateurs doivent axer leur travail sur les caractéristiques observables, la qualité du contenu et la disponibilité des services plutôt que sur les données relatives à l'interaction directe avec les utilisateurs. En outre, compte tenu de la diversité des services proposés par ces portails - qui vont de la présentation d'informations à des processus de demande complexes - le potentiel d'engagement peut varier considérablement d'une section à l'autre du site.

12. Ensemble de données de l'IDEG 2024

Tableau 2 Groupes régionaux pour l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et la participation par voie électronique

Région/Grouping	Group IDEG	IDEG	Index des services en ligne	Télécommunications Indice des infrastructures	Indice du capital humain	Indice de participation électronique
Afrique	IDEG moyen	0.4247	0.3861	0.4534	0.4345	0.2973
Amériques	IDEG élevé	0.6701	0.5797	0.7344	0.6961	0.4735
Asie	IDEG élevé	0.6989	0.6400	0.7739	0.6828	0.5403
L'Europe	IDEG très élevé	0.8493	0.7835	0.9226	0.8417	0.7247
Océanie	IDEG élevé	0.5288	0.4377	0.4885	0.6603	0.3747
Monde	IDEG élevé	0.6382	0.5754	0.6896	0.6496	0.4893
Petits États insulaires en développement	IDEG élevé	0.5412	0.4075	0.5931	0.6229	0.3080
Pays en développement sans littoraux	IDEG élevé	0.5159	0.4910	0.5377	0.5190	0.3999
Pays les moins développés	IDEG moyen	0.3547	0.3321	0.3539	0.3781	0.2620

Tableau 2.1 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Afrique

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Algérie	Afrique du Nord	IDEG élevé	H2	116	0.5956	0.3320	0.8129	0.6418	0.0548	LMC
Angola	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	156	0.4149	0.3962	0.3724	0.4760	0.2192	LMC
Bénin	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	MH	146	0.4578	0.5202	0.4817	0.3715	0.3699	LMC
Botswana	Afrique du sud	IDEG élevé	H2	112	0.6118	0.3985	0.8649	0.5719	0.274	UMC
Burkina Faso	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	175	0.2895	0.3376	0.3640	0.1668	0.2192	LIC
Burundi	Afrique de l'Est	IDEG faible	LM	183	0.2480	0.3146	0.0330	0.3965	0.2192	LIC
Cap-Vert	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H2	111	0.6238	0.6892	0.6128	0.5694	0.5479	LMC
Cameroon	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	155	0.4294	0.3988	0.3700	0.5193	0.4247	LMC
Republique du Centre-Afrique	Afrique Centrale	IDEG faible	L1	193	0.0947	0.1128	0.0000	0.1713	0.0822	LIC
T Tchad	Afrique Centrale	IDEG faible	L2	189	0.1785	0.2674	0.1194	0.1488	0.3151	LIC
Comores	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	180	0.2586	0.0230	0.3537	0.3992	0	LMC
Congo	Afrique Centrale	IDEG moyen	M2	166	0.3391	0.2760	0.2776	0.4637	0.0822	LMC
Côte d'Ivoire	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H1	124	0.5587	0.5219	0.6693	0.4848	0.589	LMC
"République Démocratique du Congo"	Afrique Centrale	IDEG moyen	M1	179	0.2715	0.2067	0.1591	0.4487	0.2466	LIC
Djibouti	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	174	0.2911	0.2092	0.3840	0.2800	0.0959	LMC
Egypte	Afrique du Nord	IDEG élevé	H3	95	0.6699	0.7002	0.6946	0.6150	0.589	LMC
Guinée équatoriale	Afrique Centrale	IDEG moyen	M1	176	0.2855	0.1932	0.2532	0.4102	0.2329	UMC
Eritrie	Afrique de l'Est	IDEG faible	L2	190	0.1576	0.0000	0.1405	0.3324	0.0137	LIC
Eswatini	Afrique du sud	IDEG élevé	H2	113	0.6081	0.4557	0.7851	0.5836	0.3836	LMC
Ethiopie	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	169	0.3111	0.3420	0.2659	0.3254	0.1644	LIC
Gabon	Afrique Centrale	IDEG élevé	H2	121	0.5741	0.3187	0.8263	0.5772	0.1233	UMC
Gambie	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	181	0.2552	0.0955	0.3877	0.2823	0.1781	LIC
Ghana	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H2	108	0.6317	0.6084	0.7281	0.5586	0.5342	LMC
Guinée	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	160	0.4006	0.4808	0.4323	0.2887	0.5068	LMC
Guinée-Bissau	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	170	0.3083	0.1270	0.4902	0.3077	0.2192	LIC

Tableau 2.1 (suite)

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Kenya	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H2	109	0.6314	0.7770	0.5901	0.5271	0.5205	LMC
Lesotho	Afrique du sud	IDEG moyen	M3	157	0.4123	0.2864	0.4643	0.4862	0.2055	LMC
Libéria	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	182	0.2513	0.2633	0.1238	0.3669	0.1644	LIC
Libye	Afrique du Nord	IDEG élevé	H1	125	0.5466	0.0808	0.9639	0.5951	0.0137	UMC
Madagascar	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	168	0.3235	0.4045	0.1518	0.4141	0.3014	LIC
Malawi	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	163	0.3753	0.4625	0.1886	0.4749	0.4521	LIC
Mali	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	173	0.3005	0.3334	0.4432	0.1250	0.274	LIC
Mauritanie	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	165	0.3491	0.1688	0.5824	0.2961	0.1233	LMC
Mauritius	Afrique de l'Est	IDEG très élevé	V1	76	0.7506	0.5903	0.9159	0.7456	0.411	UMC
Maroc	Afrique du Nord	IDEG élevé	HV	90	0.6841	0.5618	0.8827	0.6078	0.4384	LMC
Mozambique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	177	0.2848	0.3959	0.0632	0.3952	0.2055	LIC
Namibia	Afrique du sud	IDEG élevé	H2	114	0.6007	0.4996	0.7288	0.5738	0.274	UMC
Niger	Afrique de l'Ouest	IDEG faible	L3	187	0.2116	0.3084	0.1578	0.1685	0.2055	LIC
Nigéria	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	MH	144	0.4815	0.5372	0.4836	0.4236	0.3699	LMC
Rwanda	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H2	118	0.5799	0.8207	0.3724	0.5467	0.7534	LIC
Sao Tomé et Principe	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	154	0.4308	0.2156	0.4839	0.5928	0.1644	LMC
Sénégal	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H1	135	0.5162	0.4779	0.7328	0.3380	0.4247	LMC
Seychelles	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H3	92	0.6773	0.4638	0.8913	0.6769	0.3014	HIC
Sierra Leone	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	172	0.3042	0.3823	0.2585	0.2718	0.3288	LIC
Somalie	Afrique de l'Est	IDEG faible	L1	191	0.1468	0.2971	0.1432	0.0000	0.2877	LIC
Afrique du Sud	Afrique du sud	IDEG très élevé	V2	40	0.8616	0.8872	0.8951	0.8026	0.8356	UMC
Sud Soudan	Afrique de l'Est	IDEG faible	L1	192	0.1191	0.1504	0.0547	0.1521	0.1096	LIC
Soudan	Afrique du Nord	IDEG moyen	M1	178	0.2759	0.1293	0.4392	0.2593	0.0685	LIC
Togo	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	161	0.3920	0.4472	0.2474	0.4813	0.4521	LIC
Tunisie	Afrique du Nord	IDEG élevé	HV	87	0.6935	0.5951	0.8357	0.6497	0.4521	LMC
Ouganda	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	150	0.4464	0.6069	0.2299	0.5023	0.4384	LIC
République-Unie de Tanzanie	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	153	0.4327	0.4791	0.3792	0.4399	0.2877	LMC
Zambie	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H1	130	0.5424	0.4958	0.5088	0.6225	0.411	LMC
Zimbabwe	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	149	0.4481	0.4100	0.3947	0.5395	0.274	LMC

Tableau 2.2 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Amériques

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Antigua et Barbuda	Caraïbes	IDEG élevé	H3	105	0.6428	0.4166	0.7943	0.7176	0.3425	HIC
Argentine	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V2	42	0.8573	0.7965	0.8425	0.9330	0.6301	UMC
Bahamas	Caraïbes	IDEG élevé	HV	83	0.7143	0.5402	0.8652	0.7376	0.3151	HIC
Barbade	Caraïbes	IDEG élevé	H3	91	0.6815	0.4976	0.7624	0.7845	0.3288	HIC
Belize	Amérique centrale	IDEG moyen	MH	141	0.4872	0.4054	0.5292	0.5270	0.2329	UMC
Bolivie	Amérique du Sud	IDEG élevé	H3	99	0.6651	0.5987	0.7089	0.6876	0.4247	LMC
Bésil	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V2	50	0.8403	0.9063	0.8068	0.8077	0.863	UMC
Canada	Amérique du Nord	IDEG très élevé	V2	47	0.8452	0.8552	0.8078	0.8725	0.9178	HIC
Chili	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V3	31	0.8827	0.8612	0.9455	0.8413	0.8356	HIC
Colombie	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V1	68	0.7793	0.7521	0.8065	0.7793	0.7397	UMC
Costa Rica	Amérique centrale	IDEG très élevé	V1	61	0.8009	0.7217	0.8933	0.7877	0.726	UMC
Cuba	Caraïbes	IDEG moyen	MH	139	0.4921	0.2298	0.5318	0.7148	0.9178	UMC
Dominique	Caraïbes	IDEG élevé	H1	127	0.5445	0.3798	0.6757	0.5781	0.3014	UMC
République dominicaine	Caraïbes	IDEG élevé	HV	85	0.7013	0.6405	0.7444	0.7189	0.6575	UMC
Équateur	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V1	67	0.7800	0.8851	0.6833	0.7715	0.8767	UMC
Le Salvador	Amérique centrale	IDEG élevé	H2	115	0.5988	0.509	0.7526	0.5348	0.3836	UMC
Grenade	Caraïbes	IDEG élevé	H3	104	0.6458	0.5056	0.6767	0.7550	0.2466	UMC
Guatemala	Amérique centrale	IDEG élevé	H2	122	0.5738	0.6538	0.5843	0.4834	0.4658	UMC
Guyana	Amérique du Sud	IDEG élevé	H1	128	0.5443	0.3455	0.6942	0.5933	0.2192	HIC
Haïti	Caraïbes	IDEG faible	L3	186	0.2116	0.1379	0.2087	0.2883	0.0959	LMC
Honduras	Amérique centrale	IDEG moyen	MH	142	0.4856	0.4587	0.4799	0.5182	0.3014	LMC
Jamaïque	Caraïbes	IDEG élevé	H3	96	0.6678	0.5677	0.7296	0.7060	0.4384	UMC
Mexique	Amérique centrale	IDEG très élevé	V1	65	0.7850	0.7637	0.831	0.7603	0.7397	UMC
Nicaragua	Amérique centrale	IDEG élevé	H1	132	0.5318	0.4493	0.5851	0.5610	0.2329	LMC
Panama	Amérique centrale	IDEG élevé	HV	79	0.7298	0.6505	0.8523	0.6866	0.5205	HIC
Paraguay	Amérique du Sud	IDEG élevé	HV	80	0.7251	0.6712	0.7947	0.7093	0.6027	UMC

Tableau 2.2 (suite)

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Pérou	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V1	58	0.8070	0.8377	0.8364	0.7469	0.7534	UMC
Saint-Kitts-et-Nevis	Caraïbes	IDEG élevé	H2	110	0.6305	0.3039	0.8675	0.7202	0.2055	HIC
Sainte-Lucie	Caraïbes	IDEG élevé	H1	133	0.5255	0.3229	0.6498	0.6037	0.137	UMC
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Caraïbes	IDEG élevé	H2	117	0.5876	0.3906	0.6767	0.6956	0.3425	UMC
Suriname	Amérique du Sud	IDEG élevé	H3	106	0.6365	0.4814	0.8714	0.5568	0.2877	UMC
Trinité-et-Tobago	Caraïbes	IDEG élevé	HV	86	0.6973	0.5999	0.7745	0.7174	0.3288	HIC
les états-unis d'Amérique	Amérique du Nord	IDEG très élevé	V3	19	0.9194	0.9136	0.9605	0.8842	0.9452	HIC
Uruguay	Amérique du Sud	IDEG très élevé	V3	25	0.9006	0.8832	0.9437	0.8749	0.863	HIC
Venezuela, République bolivarienne du	Amérique du Sud	IDEG élevé	H1	131	0.5360	0.3576	0.539	0.7115	0.2192	LMC

Tableau 2.3 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Asie

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	TII	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Afghanistan	Asie du Sud	IDEG faible	L2	188	0.2083	0.1438	0.2167	0.2643	0.1096	LIC
Arménie	Asie occidentale	IDEG très élevé	V2	48	0.8422	0.7922	0.8782	0.8561	0.8493	UMC
Azerbaïdjan	Asie occidentale	IDEG très élevé	V1	74	0.7607	0.7386	0.8203	0.7233	0.4932	UMC
Bahreïn	Asie occidentale	IDEG très élevé	VH	18	0.9196	0.903	0.9877	0.8680	0.9041	HIC
Bangladesh	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	100	0.6570	0.7374	0.6501	0.5834	0.6164	LMC
Bhoutan	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	103	0.6511	0.5886	0.8169	0.5478	0.4932	LMC
Brunei Darussalam	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V1	75	0.7554	0.5802	0.9868	0.6991	0.4658	HIC
Cambodge	Asie du Sud-Est	IDEG élevé	H2	120	0.5754	0.4503	0.7609	0.5149	0.3151	LMC
Chine	Eastern Asie	IDEG très élevé	V3	35	0.8718	0.9258	0.8995	0.7902	0.9315	UMC
Chypre	Asie occidentale	IDEG très élevé	V2	38	0.8619	0.8217	0.8941	0.8698	0.0548	HIC
République populaire démocratique de Corée	Eastern Asie	IDEG faible	L3	184	0.2320	0.0291	0.1745	0.4924	0	LIC
Géorgie	Asie occidentale	IDEG très élevé	V1	69	0.7792	0.5652	0.9071	0.8654	0.5616	UMC
Inde	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	97	0.6678	0.8184	0.57	0.6149	0.6575	LMC
Indonésie	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V1	64	0.7991	0.8035	0.8645	0.7293	0.7945	UMC
Iran (République islamique)	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	101	0.6564	0.3773	0.8987	0.6932	0.1781	LMC
Iraq	Asie occidentale	IDEG moyen	MH	148	0.4572	0.1875	0.6874	0.4967	0.0959	UMC
Israël	Asie occidentale	IDEG très élevé	V3	23	0.9014	0.8541	0.9763	0.8739	0.6986	HIC
Japon	Eastern Asie	IDEG très élevé	VH	13	0.9351	0.9427	0.9509	0.9117	0.9863	HIC
Jordanie	Asie occidentale	IDEG élevé	HV	89	0.6849	0.7591	0.6499	0.6458	0.6164	LMC
Kazakhstan	Central Asie	IDEG très élevé	V3	24	0.9009	0.939	0.9235	0.8403	0.8493	UMC
Koweït	Asie occidentale	IDEG très élevé	V1	66	0.7812	0.6365	0.9988	0.7083	0.3014	HIC
Kirghizistan	Central Asie	IDEG élevé	HV	78	0.7316	0.6072	0.8815	0.7061	0.4658	LMC
Laos République démocratique populaire	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	152	0.4404	0.3265	0.5338	0.4608	0.2877	LMC
Liban	Asie occidentale	IDEG élevé	H1	126	0.5449	0.4489	0.6425	0.5433	0.4658	LMC
Malaisie	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V1	57	0.8111	0.728	0.9862	0.7192	0.6986	UMC

Tableau 2.3 (suite)

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	TII	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Maldives	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	94	0.6745	0.622	0.7886	0.6130	0.4795	UMC
Mongolie	Eastern Asie	IDEG très élevé	V2	46	0.8457	0.8222	0.9374	0.7775	0.7808	LMC
Birmanie	Asie du Sud-Est	IDEG élevé	H1	138	0.5001	0.3259	0.6662	0.5081	0.1644	LMC
Népal	Asie du Sud	IDEG élevé	H2	119	0.5781	0.4481	0.7653	0.5210	0.2192	LMC
Oman	Asie occidentale	IDEG très élevé	V2	41	0.8576	0.8077	0.9674	0.7977	0.6575	HIC
Pakistan	Asie du Sud	IDEG élevé	H1	136	0.5096	0.7042	0.4745	0.3500	0.4932	LMC
Philippines	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V1	73	0.7621	0.8054	0.7554	0.7256	0.726	LMC
Qatar	Asie occidentale	IDEG très élevé	V2	53	0.8244	0.7655	0.9963	0.7114	0.4795	HIC
République de Corée	Eastern Asie	IDEG très élevé	VH	4	0.9679	1	0.9917	0.9120	0.9726	HIC
Arabie-Saoudite	Asie occidentale	IDEG très élevé	VH	6	0.9602	0.9899	0.9841	0.9067	0.9589	HIC
Singapour	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	VH	3	0.9691	0.9831	0.9881	0.9362	0.9589	HIC
Sri Lanka	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	98	0.6667	0.5494	0.7936	0.6570	0.411	LMC
Syrien République arabe	Asie occidentale	IDEG moyen	M2	162	0.3888	0.3068	0.4426	0.4169	0.0685	LIC
Tadjikistan	Central Asie	IDEG élevé	H1	123	0.5606	0.4476	0.581	0.6531	0.274	LMC
Thaïlande	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V2	52	0.8351	0.7611	0.941	0.8032	0.7534	UMC
Timor-Leste	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	159	0.4020	0.3406	0.3551	0.5104	0.3288	LMC
Türkiye	Asie occidentale	IDEG très élevé	V3	27	0.8913	0.9225	0.8322	0.9192	0.863	UMC
Turkménistan	Central Asie	IDEG moyen	MH	145	0.4757	0.2506	0.5151	0.6614	0.0411	UMC
Emirats Arabes Unis	Asie occidentale	IDEG très élevé	VH	11	0.9533	0.9163	1	0.9436	0.7808	HIC
Ouzbékistan	Central Asie	IDEG très élevé	V1	63	0.7999	0.7648	0.8769	0.7580	0.6986	LMC
Viet Nam	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	V1	71	0.7709	0.7081	0.878	0.7267	0.6027	LMC
Yemen	Asie occidentale	IDEG faible	L3	185	0.2317	0.1377	0.2905	0.2670	0.1507	LIC

Tableau 2.4 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Europe

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Albanie	Europe du Sud	IDEG très élevé	V1	62	0.8000	0.8144	0.7750	0.8106	0.7260	UMC
Andorre	Europe du Sud	IDEG élevé	HV	88	0.6893	0.4780	0.9231	0.6668	0.5479	HIC
Autriche	Europe Occidental	IDEG très élevé	V3	22	0.9065	0.8383	0.9810	0.9003	0.7808	HIC
Bélarus	Europe de l'Est	IDEG élevé	HV	77	0.7445	0.5760	0.9156	0.7419	0.4932	UMC
Belgique	Europe Occidental	IDEG très élevé	V2	56	0.8121	0.7224	0.8698	0.8442	0.5068	HIC
Bosnie et Herzégovine	Europe du Sud	IDEG élevé	H2	107	0.6329	0.5003	0.7763	0.6222	0.5479	UMC
Bulgarie	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V2	55	0.8145	0.7727	0.9171	0.7538	0.6712	UMC
Croatie	Europe du Sud	IDEG très élevé	V3	32	0.8818	0.8735	0.9180	0.8538	0.4110	HIC
République tchèque	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V2	54	0.8239	0.7006	0.9204	0.8508	0.6986	HIC
Danemark	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	1	0.9847	0.9992	0.9966	0.9584	0.9863	HIC
Estonie	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	2	0.9727	0.9954	0.9731	0.9497	0.9589	HIC
Finlande	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	9	0.9575	0.9097	0.9791	0.9836	0.8904	HIC
France	Europe Occidental	IDEG très élevé	V3	34	0.8744	0.8440	0.9228	0.8565	0.8082	HIC
Allemagne	Europe Occidental	IDEG très élevé	VH	12	0.9382	0.9238	0.9236	0.9672	0.9726	HIC
Grèce	Europe du Sud	IDEG très élevé	V3	36	0.8674	0.8145	0.8657	0.9219	0.6712	HIC
Hongrie	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V1	59	0.8043	0.7144	0.8282	0.8703	0.5479	HIC
Islande	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	5	0.9671	0.9076	0.9983	0.9953	0.9589	HIC
Irlande	Europe du Nord	IDEG très élevé	V3	20	0.9138	0.8768	0.9599	0.9046	0.9178	HIC
Italie	Europe du Sud	IDEG très élevé	V2	51	0.8356	0.7624	0.9017	0.8426	0.6575	HIC
Lettonie	Europe du Nord	IDEG très élevé	V3	29	0.8852	0.8092	0.9660	0.8805	0.7808	HIC
Liechtenstein	Europe Occidental	IDEG très élevé	V2	44	0.8528	0.7416	0.9906	0.8263	0.6575	HIC
Lituanie	Europe du Nord	IDEG très élevé	V3	21	0.9110	0.8839	0.9631	0.8861	0.8356	HIC
Luxembourg	Europe Occidental	IDEG très élevé	V2	45	0.8466	0.7555	0.9888	0.7955	0.6301	HIC
Malte	Europe du Sud	IDEG très élevé	V3	28	0.8886	0.8749	0.9747	0.8162	0.7397	HIC

Tableau 2.4 (suite)

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Monaco	Europe Occidentale	IDEG élevé	HV	82	0.7175	0.4838	0.9171	0.7515	0.1507	HIC
Monténégro	Europe du Sud	IDEG élevé	HV	81	0.7211	0.5214	0.9229	0.7190	0.5068	UMC
Pays-Bas	Europe Occidentale	IDEG très élevé	VH	10	0.9538	0.9212	0.9715	0.9688	0.9315	HIC
Macédoine du Nord	Europe du Sud	IDEG élevé	HV	84	0.7070	0.6642	0.7546	0.7023	0.5753	UMC
Norvège	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	15	0.9315	0.9117	0.9654	0.9175	0.8630	HIC
Pologne	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V3	37	0.8648	0.8037	0.9603	0.8304	0.7534	HIC
Portugal	Europe du Sud	IDEG très élevé	V2	49	0.8415	0.7878	0.8979	0.8389	0.6438	HIC
République de Moldova	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V1	70	0.7719	0.7264	0.8118	0.7776	0.7260	UMC
Roumanie	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V1	72	0.7636	0.6548	0.8922	0.7439	0.6849	HIC
Fédération de Russie	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V2	43	0.8532	0.7766	0.9512	0.8319	0.6438	UMC
Saint Marin	Europe du Sud	IDEG élevé	H3	102	0.6551	0.3575	0.9491	0.6587	0.1233	HIC
Sérbie	Europe du Sud	IDEG très élevé	V2	39	0.8618	0.8540	0.9221	0.8094	0.8904	UMC
Slovaquie	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V1	60	0.8021	0.7097	0.8985	0.7982	0.6986	HIC
Slovénie	Europe du Sud	IDEG très élevé	V3	33	0.8759	0.8640	0.9107	0.8530	0.7808	HIC
Espagne	Europe du Sud	IDEG très élevé	VH	17	0.9206	0.9054	0.9603	0.8961	0.8082	HIC
Suède	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	14	0.9326	0.8836	0.9868	0.9275	0.7945	HIC
Suisse	Europe Occidentale	IDEG très élevé	V3	26	0.9003	0.8408	0.9576	0.9026	0.8219	HIC
Ukraine	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V3	30	0.8841	0.9854	0.8428	0.8240	1.0000	LMC
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord	Europe du Nord	IDEG très élevé	VH	7	0.9577	0.9535	0.9747	0.9450	0.9726	HIC

Tableau 2.5 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et de participation par voie électronique pour la région Océanie

Pays	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG 2024	ISL	IIT	ICH	PE	"Niveau de revenu"
Australie	Australie et Nouvelle-Zélande	IDEG très élevé	VH	8	0.9577	0.9222	0.9509	1.0000	0.8630	HIC
Fidji	Mélanésie	IDEG élevé	H3	93	0.6754	0.5343	0.7507	0.7413	0.3973	UMC
Kiribati	Micronésie	IDEG moyen	MH	147	0.4572	0.3904	0.3544	0.6269	0.3288	LMC
Îles Marshall	Micronésie	IDEG moyen	MH	143	0.4823	0.3586	0.3047	0.7836	0.3288	UMC
Micronésie (États fédérés de)	Micronésie	IDEG moyen	M2	167	0.3235	0.2621	0.1350	0.5735	0.1370	LMC
Nauru	Micronésie	IDEG moyen	M3	151	0.4454	0.2439	0.5863	0.5061	0.2329	HIC
Nouvelle-Zélande	Australie et Nouvelle-Zélande	IDEG très élevé	VH	16	0.9265	0.9453	0.8728	0.9615	0.9315	HIC
Palaos	Micronésie	IDEG élevé	H1	137	0.5072	0.2787	0.4910	0.7520	0.3014	UMC
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Mélanésie	IDEG moyen	M1	171	0.3076	0.3392	0.1851	0.3984	0.1918	LMC
Samoa	Polynésie	IDEG moyen	MH	140	0.4899	0.3638	0.4606	0.6453	0.3014	LMC
Îles Salomon	Mélanésie	IDEG moyen	M2	164	0.3681	0.4970	0.1811	0.4262	0.3699	LMC
Tonga	Polynésie	IDEG élevé	H1	134	0.5164	0.3220	0.4784	0.7488	0.3288	UMC
Tuvalu	Polynésie	IDEG moyen	M3	158	0.4042	0.1944	0.4720	0.5463	0.0685	UMC
Vanuatu	Mélanésie	IDEG élevé	H1	129	0.5427	0.4769	0.6165	0.5347	0.4658	LMC

Tableau 3 Groupements économiques pour l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) et la participation par voie électronique

Niveau de revenu	Group IDEG	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infrastructures	Indice du capital humain	Indice de participation électronique
Revenu élevé	IDEG très élevé	0.8326	0.7553	0.9123	0.8301	0.6725
Revenu moyen supérieur	IDEG élevé	0.6932	0.5992	0.7699	0.7104	0.5216
Revenu moyen inférieur	IDEG élevé	0.5449	0.4934	0.5881	0.5533	0.3805
Faible revenu	IDEG moyen	0.2764	0.2854	0.2291	0.3145	0.2318

Tableau 4 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des pays les moins avancés (PMA)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infrastructures	Indice du capital humain	PE
Afghanistan	Asie	Asie du Sud	IDEG faible	L2	188	0.2083	0.1438	0.2167	0.2643	0.1096
Angola	Afrique	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	156	0.4149	0.3962	0.3724	0.4760	0.2192
Bangladesh	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	100	0.657	0.7374	0.6501	0.5834	0.6164
Bénin	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	MH	146	0.4578	0.5202	0.4817	0.3715	0.3699
Bhoutan	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	103	0.6511	0.5886	0.8169	0.5478	0.4932
Burkina Faso	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	175	0.2895	0.3376	0.3640	0.1668	0.2192
Burundi	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	LM	183	0.248	0.3146	0.0330	0.3965	0.2192
Cambodie	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG élevé	H2	120	0.5754	0.4503	0.7609	0.5149	0.3151
Republique du Centre-Afrique	Afrique	Afrique Centrale	IDEG faible	L1	193	0.0947	0.1128	0.0000	0.1713	0.0822
Tchad	Afrique	Afrique Centrale	IDEG faible	L2	189	0.1785	0.2674	0.1194	0.1488	0.3151
Comores	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	180	0.2586	0.0230	0.3537	0.3992	0
République Démocratique du Congo	Afrique	Afrique Centrale	IDEG moyen	M1	179	0.2715	0.2067	0.1591	0.4487	0.2466
Djibouti	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	174	0.2911	0.2092	0.3840	0.2800	0.0959
Eritrie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	L2	190	0.1576	0.0000	0.1405	0.3324	0.0137
Ethiopie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	169	0.3111	0.3420	0.2659	0.3254	0.1644
Gambie	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	181	0.2552	0.0955	0.3877	0.2823	0.1781
Guinée	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	160	0.4006	0.4808	0.4323	0.2887	0.5068
Guinée-Bissau	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	170	0.3083	0.1270	0.4902	0.3077	0.2192
Haïti	Amériques	Caribes	IDEG faible	L3	186	0.2116	0.1379	0.2087	0.2883	0.0959
Kiribati	Oceania	Micronésie	IDEG moyen	MH	147	0.4572	0.3904	0.3544	0.6269	0.3288
Laos République démocratique populaire	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	152	0.4404	0.3265	0.5338	0.4608	0.2877
Lesotho	Afrique	Southern Afrique	IDEG moyen	M3	157	0.4123	0.2864	0.4643	0.4862	0.2055
Libéria	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	182	0.2513	0.2633	0.1238	0.3669	0.1644

Tableau 4 (suite)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infrastructures	Indice du capital humain	PE
Madagascar	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	168	0.3235	0.4045	0.1518	0.4141	0.3014
Malawi	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	163	0.3753	0.4625	0.1886	0.4749	0.4521
Mali	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	173	0.3005	0.3334	0.4432	0.1250	0.274
Mauritanie	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	165	0.3491	0.1688	0.5824	0.2961	0.1233
Mozambique	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	177	0.2848	0.3959	0.0632	0.3952	0.2055
Birmanie	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG élevé	H1	138	0.5001	0.3259	0.6662	0.5081	0.1644
Népal	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H2	119	0.5781	0.4481	0.7653	0.5210	0.2192
Niger	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG faible	L3	187	0.2116	0.3084	0.1578	0.1685	0.2055
Rwanda	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H2	118	0.5799	0.8207	0.3724	0.5467	0.7534
Sao Tomé et Príncipe	Afrique	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	154	0.4308	0.2156	0.4839	0.5928	0.1644
Sénégal	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H1	135	0.5162	0.4779	0.7328	0.3380	0.4247
Sierra Leone	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	172	0.3042	0.3823	0.2585	0.2718	0.3288
Îles Salomon	Oceania	Mélanésie	IDEG moyen	M2	164	0.3681	0.4970	0.1811	0.4262	0.3699
Somalie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	L1	191	0.1468	0.2971	0.1432	0.0000	0.2877
Sud Soudan	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	L1	192	0.1191	0.1504	0.0547	0.1521	0.1096
Soudan	Afrique	Northern Africa	IDEG moyen	M1	178	0.2759	0.1293	0.4392	0.2593	0.0685
Timor-Leste	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	159	0.402	0.3406	0.3551	0.5104	0.3288
Togo	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	161	0.392	0.4472	0.2474	0.4813	0.4521
Tuvalu	Oceania	Polynésie	IDEG moyen	M3	158	0.4042	0.1944	0.4720	0.5463	0.0685
Ouganda	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	150	0.4464	0.6069	0.2299	0.5023	0.4384
République-Unie de Tanzanie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	153	0.4327	0.4791	0.3792	0.4399	0.2877
Yemen	Asie	Asie occidentale	IDEG faible	L3	185	0.2317	0.1377	0.2905	0.2670	0.1507
Zambie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H1	130	0.5424	0.4958	0.5088	0.6225	0.411

Tableau 5 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des pays en développement sans littoral (PDSL)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infra-structures	Indice du capital humain	PE
Afghanistan	Asie	Asie du Sud	IDEG faible	L2	188	0.2083	0.1438	0.2167	0.2643	0.1096
Arménie	Asie	Asie occidentale	IDEG très élevé	V2	48	0.8422	0.7922	0.8782	0.8561	0.8493
Azerbaïdjan	Asie	Asie occidentale	IDEG très élevé	V1	74	0.7607	0.7386	0.8203	0.7233	0.4932
Bhoutan	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	103	0.6511	0.5886	0.8169	0.5478	0.4932
Bolivie	Amériques	Amérique du Sud	IDEG élevé	H3	99	0.6651	0.5987	0.7089	0.6876	0.4247
Botswana	Afrique	Southern Afrique	IDEG élevé	H2	112	0.6118	0.3985	0.8649	0.5719	0.274
Burkina Faso	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	175	0.2895	0.3376	0.364	0.1668	0.2192
Burundi	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	LM	183	0.248	0.3146	0.033	0.3965	0.2192
Republique du Centre-Afrique	Afrique	Afrique Centrale	IDEG faible	L1	193	0.0947	0.1128	0	0.1713	0.0822
Tchad	Afrique	Afrique Centrale	IDEG faible	L2	189	0.1785	0.2674	0.1194	0.1488	0.3151
Eswatini	Afrique	Southern Afrique	IDEG élevé	H2	113	0.6081	0.4557	0.7851	0.5836	0.3836
Ethiopie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	169	0.3111	0.342	0.2659	0.3254	0.1644
Kazakhstan	Asie	Central Asie	IDEG très élevé	V3	24	0.9009	0.939	0.9235	0.8403	0.8493
Kirghizistan	Asie	Central Asie	IDEG élevé	HV	78	0.7316	0.6072	0.8815	0.7061	0.4658
Laos République démocratique populaire	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	152	0.4404	0.3265	0.5338	0.4608	0.2877
Lesotho	Afrique	Southern Afrique	IDEG moyen	M3	157	0.4123	0.2864	0.4643	0.4862	0.2055
Malawi	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M2	163	0.3753	0.4625	0.1886	0.4749	0.4521
Mali	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M1	173	0.3005	0.3334	0.4432	0.125	0.274
Mongolie	Asie	Eastern Asie	IDEG très élevé	V2	46	0.8457	0.8222	0.9374	0.7775	0.7808
Népal	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H2	119	0.5781	0.4481	0.7653	0.521	0.2192
Niger	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG faible	L3	187	0.2116	0.3084	0.1578	0.1685	0.2055
Macédoine du Nord	Europe	Europe du Sud	IDEG élevé	HV	84	0.707	0.6642	0.7546	0.7023	0.5753

Tableau 5 (suite)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infra-structures	Indice du capital humain	PE
Paraguay	Amériques	Amérique du Sud	IDEG élevé	HV	80	0.7251	0.6712	0.7947	0.7093	0.6027
République de Moldavie	Europe	Europe de l'Est	IDEG très élevé	V1	70	0.7719	0.7264	0.8118	0.7776	0.726
Rwanda	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H2	118	0.5799	0.8207	0.3724	0.5467	0.7534
Sud Soudan	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG faible	L1	192	0.1191	0.1504	0.0547	0.1521	0.1096
Tadjikistan	Asie	Central Asie	IDEG élevé	H1	123	0.5606	0.4476	0.581	0.6531	0.274
Turkménistan	Asie	Central Asie	IDEG moyen	MH	145	0.4757	0.2506	0.5151	0.6614	0.0411
Ouganda	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M3	150	0.4464	0.6069	0.2299	0.5023	0.4384
Ouzbékistan	Asie	Central Asie	IDEG très élevé	V1	63	0.7999	0.7648	0.8769	0.758	0.6986
Zambie	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H1	130	0.5424	0.4958	0.5088	0.6225	0.411

Tableau 6 Indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) des petits États insulaires en développement (PEID)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infra-structures	Indice du capital humain	PE
Antigua et Barbuda	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	H3	105	0.6428	0.4166	0.7943	0.7176	0.3425
Bahamas	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	HV	83	0.7143	0.5402	0.8652	0.7376	0.3151
Barbadòs	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	H3	91	0.6815	0.4976	0.7624	0.7845	0.3288
Belize	Amériques	Central America	IDEG moyen	MH	141	0.4872	0.4054	0.5292	0.527	0.2329
Cap-Vert	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG élevé	H2	111	0.6238	0.6892	0.6128	0.5694	0.5479
Comores	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG moyen	M1	180	0.2586	0.023	0.3537	0.3992	0
Cuba	Amériques	Caraiibes	IDEG moyen	MH	139	0.4921	0.2298	0.5318	0.7148	0.0548
Dominique	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	H1	127	0.5445	0.3798	0.6757	0.5781	0.3014
République dominicaine	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	HV	85	0.7013	0.6405	0.7444	0.7189	0.6575
Fidji	Oceania	Mélanésie	IDEG élevé	H3	93	0.6754	0.5343	0.7507	0.7413	0.3973
Grenade	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	H3	104	0.6458	0.5056	0.6767	0.755	0.2466
Guinée-Bissau	Afrique	Afrique de l'Ouest	IDEG moyen	M2	170	0.3083	0.127	0.4902	0.3077	0.2192
Guyana	Amériques	Amérique du Sud	IDEG élevé	H1	128	0.5443	0.3455	0.6942	0.5933	0.2192
Haïti	Amériques	Caraiibes	IDEG faible	L3	186	0.2116	0.1379	0.2087	0.2883	0.0959
Jamaïque	Amériques	Caraiibes	IDEG élevé	H3	96	0.6678	0.5677	0.7296	0.706	0.4384
Kiribati	Oceania	Micronésie	IDEG moyen	MH	147	0.4572	0.3904	0.3544	0.6269	0.3288
Maldives	Asie	Asie du Sud	IDEG élevé	H3	94	0.6745	0.622	0.7886	0.613	0.4795
Îles Marshall	Oceania	Micronésie	IDEG moyen	MH	143	0.4823	0.3586	0.3047	0.7836	0.3288
Mauritius	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG très élevé	V1	76	0.7506	0.5903	0.9159	0.7456	0.411
Micronésie (États fédérés de)	Oceania	Micronésie	IDEG moyen	M2	167	0.3235	0.2621	0.135	0.5735	0.137
Nauru	Oceania	Micronésie	IDEG moyen	M3	151	0.4454	0.2439	0.5863	0.5061	0.2329
Palaos	Oceania	Micronésie	IDEG élevé	H1	137	0.5072	0.2787	0.491	0.752	0.3014

Tableau 6 (suite)

Pays	Région	Sous-Région	Group IDEG	Note de classe	Rang	IDEG	Indice des services en ligne	Télécommunications Indice des infra-structures	Indice du capital humain	PE
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Oceania	Mélanésie	IDEG moyen	M1	171	0.3076	0.3392	0.1851	0.3984	0.1918
Saint Kitts et Nevis	Amériques	Caraïbes	IDEG élevé	H2	110	0.6305	0.3039	0.8675	0.7202	0.2055
Saint Lucia	Amériques	Caraïbes	IDEG élevé	H1	133	0.5255	0.3229	0.6498	0.6037	0.137
Saint-Vincent et les Grenadines	Amériques	Caraïbes	IDEG élevé	H2	117	0.5876	0.3906	0.6767	0.6956	0.3425
Samoa	Oceania	Polynésie	IDEG moyen	MH	140	0.4899	0.3638	0.4606	0.6453	0.3014
Sao Tomé et Príncipe	Afrique	Afrique Centrale	IDEG moyen	M3	154	0.4308	0.2156	0.4839	0.5928	0.1644
Seychelles	Afrique	Afrique de l'Est	IDEG élevé	H3	92	0.6773	0.4638	0.8913	0.6769	0.3014
Singapour	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG très élevé	VH	3	0.9691	0.9831	0.9881	0.9362	0.9589
Îles Salomon	Oceania	Mélanésie	IDEG moyen	M2	164	0.3681	0.497	0.1811	0.4262	0.3699
Suriname	Amériques	Amérique du Sud	IDEG élevé	H3	106	0.6365	0.4814	0.8714	0.5568	0.2877
Timor-Leste	Asie	Asie du Sud-Est	IDEG moyen	M3	159	0.402	0.3406	0.3551	0.5104	0.3288
Tonga	Oceania	Polynésie	IDEG élevé	H1	134	0.5164	0.322	0.4784	0.7488	0.3288
Trinité-et-Tobago	Amériques	Caraïbes	IDEG élevé	HV	86	0.6973	0.5999	0.7745	0.7174	0.3288
Tuvalu	Oceania	Polynésie	IDEG moyen	M3	158	0.4042	0.1944	0.472	0.5463	0.0685
Vanuatu	Oceania	Mélanésie	IDEG élevé	H1	129	0.5427	0.4769	0.6165	0.5347	0.4658

Tableau 7 L'indice de service en ligne (ISL) et ses composantes

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Afghanistan	ISL faible	0.1438	0.6800	0.1111	0.0482	0.1096	0.1250	IDEG faible	0.2083
Albanie	ISL Très Élevé	0.8144	0.9200	1.0000	0.8313	0.7260	0.6250	IDEG très élevé	0.8000
Algérie	ISL moyen	0.3320	0.6800	0.5556	0.4217	0.0548	0.3750	IDEG élevé	0.5956
Andorre	ISL moyen	0.4780	0.7200	0.6667	0.3494	0.5479	0.3750	IDEG élevé	0.6893
Angola	ISL moyen	0.3962	0.6400	0.6667	0.4217	0.2192	0.5000	IDEG moyen	0.4149
Antigua et Barbuda	ISL moyen	0.4166	0.6000	0.6667	0.3855	0.3425	0.5000	IDEG élevé	0.6428
Argentine	ISL Très Élevé	0.7965	0.9600	0.7778	0.8434	0.6301	0.8750	IDEG très élevé	0.8573
Arménie	ISL Très Élevé	0.7922	0.9600	1.0000	0.6506	0.8493	0.8125	IDEG très élevé	0.8422
Australie	ISL Très Élevé	0.9222	0.9600	0.8889	0.9518	0.8630	0.7500	IDEG très élevé	0.9577
Austria	ISL Très Élevé	0.8383	0.9600	0.7778	0.8313	0.7808	0.8125	IDEG très élevé	0.9065
Azerbaïdjan	ISL Élevé	0.7386	0.8400	1.0000	0.8795	0.4932	0.5000	IDEG très élevé	0.7607
Bahamas	ISL Élevé	0.5402	0.6800	0.5556	0.6627	0.3151	0.5625	IDEG élevé	0.7143
Bahreïn	ISL Très Élevé	0.9030	1.0000	0.8889	0.8313	0.9041	1.0000	IDEG très élevé	0.9196
Bangladesh	ISL Élevé	0.7374	0.9200	0.6667	0.7470	0.6164	0.8750	IDEG élevé	0.6570
Barbados	ISL moyen	0.4976	0.7200	0.5556	0.5542	0.3288	0.5000	IDEG élevé	0.6815
Biélorussie	ISL Élevé	0.5760	0.8400	0.6667	0.5301	0.4932	0.6875	IDEG élevé	0.7445
Belgique	ISL Élevé	0.7224	0.9600	0.6667	0.7711	0.5479	0.7500	IDEG très élevé	0.8121
Belize	ISL moyen	0.4054	0.9200	0.4444	0.4458	0.2329	0.0000	IDEG moyen	0.4872
Bénin	ISL Élevé	0.5202	0.9200	0.5556	0.5060	0.3699	0.5625	IDEG moyen	0.4578
Bhoutan	ISL Élevé	0.5886	0.8800	0.7778	0.5422	0.4932	0.6250	IDEG élevé	0.6511
Bolivie	ISL Élevé	0.5987	0.9200	0.6667	0.6265	0.4247	0.5625	IDEG élevé	0.6651
Bosnie et Herzégovine	ISL Élevé	0.5003	0.8400	0.5556	0.3855	0.5479	0.3125	IDEG élevé	0.6329
Botswana	ISL moyen	0.3985	0.6800	0.5556	0.4217	0.2740	0.2500	IDEG élevé	0.6118
Brésil	ISL Très Élevé	0.9063	1.0000	1.0000	0.8916	0.8630	0.7500	IDEG très élevé	0.8403

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Brunei Darussalam	ISL Élevé	0.5802	0.9200	0.6667	0.5542	0.4658	0.5625	IDEG très élevé	0.7554
Bulgarie	ISL Très Élevé	0.7727	0.9200	1.0000	0.7711	0.6712	0.6875	IDEG très élevé	0.8145
Burkina Faso	ISL moyen	0.3376	0.8400	0.3333	0.2892	0.2192	0.3750	IDEG moyen	0.2895
Burundi	ISL moyen	0.3146	0.6800	0.2222	0.2892	0.2192	0.4375	IDEG faible	0.2480
Cap-Vert	ISL Élevé	0.6892	0.9200	0.6667	0.7349	0.5479	0.5625	IDEG élevé	0.6238
Cambodie	ISL moyen	0.4503	0.8000	0.7778	0.4096	0.3151	0.5000	IDEG élevé	0.5754
Cameroon	ISL moyen	0.3988	0.7200	0.7778	0.2530	0.4247	0.3750	IDEG moyen	0.4294
Canada	ISL Très Élevé	0.8552	1.0000	0.7778	0.7711	0.9178	0.6875	IDEG très élevé	0.8452
Republique du Centre-Afrique	ISL faible	0.1128	0.4000	0.2222	0.0602	0.0822	0.1875	IDEG faible	0.0947
Tchad	ISL moyen	0.2674	0.7200	0.4444	0.1084	0.3151	0.1875	IDEG faible	0.1785
Chili	ISL Très Élevé	0.8612	1.0000	0.7778	0.8554	0.8356	0.6250	IDEG très élevé	0.8827
Chine	ISL Très Élevé	0.9258	0.9600	1.0000	0.9036	0.9315	0.6875	IDEG très élevé	0.8718
Colombie	ISL Très Élevé	0.7521	0.9600	0.8889	0.6747	0.7397	0.6875	IDEG très élevé	0.7793
Comores	ISL faible	0.0230	0.1200	0.0000	0.0482	0.0000	0.0625	IDEG moyen	0.2586
Congo	ISL moyen	0.2760	0.8000	0.3333	0.2410	0.0822	0.5625	IDEG moyen	0.3391
Costa Rica	ISL Élevé	0.7217	0.8800	0.7778	0.6627	0.7260	0.6250	IDEG très élevé	0.8009
Croatie	ISL Élevé	0.5219	0.8800	0.5556	0.4819	0.4110	0.6250	IDEG très élevé	0.8818
Cuba	ISL Très Élevé	0.8735	0.9600	0.8889	0.8193	0.9178	0.6250	IDEG moyen	0.4921
Chypre	ISL faible	0.2298	0.8400	0.1111	0.2169	0.0548	0.2500	IDEG très élevé	0.8619
République tchèque	ISL Très Élevé	0.8217	0.9600	0.8889	0.8313	0.7260	0.7500	IDEG très élevé	0.8239
Côte d'Ivoire	ISL Élevé	0.7006	0.9200	0.7778	0.6988	0.5890	0.6875	IDEG élevé	0.5587
République Populaire Démocratique de Corée	ISL faible	0.0291	0.2000	0.2222	0.0120	0.0000	0.0625	IDEG faible	0.2320
République Démocratique du Congo	ISL faible	0.2067	0.4400	0.4444	0.0723	0.2466	0.4375	IDEG moyen	0.2715
Denmark	ISL Très Élevé	0.9992	1.0000	1.0000	0.9880	0.9863	0.8750	IDEG très élevé	0.9847
Djibouti	ISL faible	0.2092	0.6000	0.3333	0.1928	0.0959	0.1875	IDEG moyen	0.2911

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Dominique	ISL moyen	0.3798	0.5200	0.7778	0.3976	0.3014	0.1250	IDEG élevé	0.5445
République dominicaine	ISL Élevé	0.6405	0.8800	0.7778	0.5422	0.6575	0.5625	IDEG élevé	0.7013
Équateur	ISL Très Élevé	0.8851	0.9600	0.8889	0.8675	0.8767	0.6875	IDEG très élevé	0.7800
Egypte	ISL Élevé	0.7002	0.9200	0.6667	0.7108	0.5890	0.6875	IDEG élevé	0.6699
Le Salvador	ISL Élevé	0.5090	0.8000	0.7778	0.5060	0.3836	0.3750	IDEG élevé	0.5988
Guinée équatoriale	ISL faible	0.1932	0.3200	0.1111	0.1446	0.2329	0.3125	IDEG moyen	0.2855
Eritrie	ISL faible	0.0000	0.0000	0.1111	0.0000	0.0137	0.1250	IDEG faible	0.1576
Estonie	ISL Très Élevé	0.9954	1.0000	1.0000	1.0000	0.9589	0.8750	IDEG très élevé	0.9727
Eswatini	ISL moyen	0.4557	0.8400	0.7778	0.3494	0.3836	0.5625	IDEG élevé	0.6081
Ethiopie	ISL moyen	0.3420	0.6000	0.4444	0.3976	0.1644	0.3750	IDEG moyen	0.3111
Fidji	ISL Élevé	0.5343	0.8000	0.3333	0.5783	0.3973	0.5625	IDEG élevé	0.6754
Finlande	ISL Très Élevé	0.9097	1.0000	0.8889	0.8916	0.8904	0.7500	IDEG très élevé	0.9575
France	ISL Très Élevé	0.8440	1.0000	0.8889	0.8072	0.8082	0.7500	IDEG très élevé	0.8744
Gabon	ISL moyen	0.3187	0.7200	0.5556	0.3373	0.1233	0.3125	IDEG élevé	0.5741
Gambie	ISL faible	0.0955	0.3200	0.1111	0.0120	0.1781	0.0000	IDEG moyen	0.2552
Géorgie	ISL Élevé	0.5652	0.8800	0.5556	0.4819	0.5616	0.5000	IDEG très élevé	0.7792
Allemagne	ISL Très Élevé	0.9238	1.0000	0.8889	0.8434	0.9726	0.8750	IDEG très élevé	0.9382
Ghana	ISL Élevé	0.6084	0.9200	0.5556	0.5783	0.5342	0.5625	IDEG élevé	0.6317
Grèce	ISL Très Élevé	0.8145	0.9200	0.8889	0.9036	0.6712	0.5000	IDEG très élevé	0.8674
Grenade	ISL Élevé	0.5056	0.5600	0.6667	0.6506	0.2466	0.6250	IDEG élevé	0.6458
Guatemala	ISL Élevé	0.6538	0.8000	0.7778	0.7229	0.4658	0.6875	IDEG élevé	0.5738
Guinée	ISL moyen	0.4808	0.8800	0.3333	0.3614	0.5068	0.5000	IDEG moyen	0.4006
Guinée-Bissau	ISL faible	0.1270	0.2000	0.1111	0.0602	0.2192	0.1875	IDEG moyen	0.3083
Guyana	ISL moyen	0.3455	0.6800	0.5556	0.3012	0.2192	0.5625	IDEG élevé	0.5443
Haïti	ISL faible	0.1379	0.4800	0.0000	0.1084	0.0959	0.1875	IDEG faible	0.2116

Tableau.7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Honduras	ISL moyen	0.4587	0.7200	0.6667	0.4578	0.3014	0.6250	IDEG moyen	0.4856
Hongrie	ISL Élevé	0.7144	0.8800	0.7778	0.8072	0.5479	0.4375	IDEG très élevé	0.8043
Islande	ISL Très Élevé	0.9076	0.9600	0.8889	0.8554	0.9589	0.6875	IDEG très élevé	0.9671
Inde	ISL Très Élevé	0.8184	1.0000	0.8889	0.8554	0.6575	0.8125	IDEG élevé	0.6678
Indonésie	ISL Très Élevé	0.8035	1.0000	1.0000	0.7229	0.7945	0.6875	IDEG très élevé	0.7991
Iran (République islamique)	ISL moyen	0.3773	0.6800	0.4444	0.4337	0.1781	0.4375	IDEG élevé	0.6564
Iraq	ISL faible	0.1875	0.4400	0.3333	0.1566	0.0959	0.4375	IDEG moyen	0.4572
Irlande	ISL Très Élevé	0.8768	1.0000	0.7778	0.8193	0.9178	0.6875	IDEG très élevé	0.9138
Israël	ISL Très Élevé	0.8541	0.9600	0.8889	0.9157	0.6986	0.8125	IDEG très élevé	0.9014
Italie	ISL Très Élevé	0.7624	1.0000	1.0000	0.7349	0.6575	0.6875	IDEG très élevé	0.8356
Jamaïque	ISL Élevé	0.5677	0.8400	0.7778	0.5663	0.4384	0.5000	IDEG élevé	0.6678
Japan	ISL Très Élevé	0.9427	1.0000	1.0000	0.8795	0.9863	0.7500	IDEG très élevé	0.9351
Jordanie	ISL Très Élevé	0.7591	0.9200	0.8889	0.7952	0.6164	0.6875	IDEG élevé	0.6849
Kazakhstan	ISL Très Élevé	0.9390	1.0000	0.8889	0.9880	0.8493	0.7500	IDEG très élevé	0.9009
Kenya	ISL Très Élevé	0.7770	0.9600	0.7778	0.7952	0.6712	0.6875	IDEG élevé	0.6314
Kiribati	ISL moyen	0.3904	0.6000	0.5556	0.3855	0.3288	0.2500	IDEG moyen	0.4572
Kuwait	ISL Élevé	0.6365	0.8800	0.7778	0.6506	0.4795	0.6875	IDEG très élevé	0.7812
Kirghizistan	ISL Élevé	0.6072	0.9200	0.6667	0.6145	0.4658	0.5625	IDEG élevé	0.7316
Laos République démocratique populaire	ISL moyen	0.3265	0.6800	0.6667	0.2289	0.2877	0.3125	IDEG moyen	0.4404
Lettonie	ISL Très Élevé	0.8092	1.0000	0.8889	0.7590	0.7808	0.6875	IDEG très élevé	0.8852
Liban	ISL moyen	0.4489	0.8000	0.4444	0.3494	0.4658	0.3750	IDEG élevé	0.5449
Lesotho	ISL moyen	0.2864	0.5200	0.3333	0.2530	0.2055	0.5625	IDEG moyen	0.4123
Libéria	ISL moyen	0.2633	0.6000	0.3333	0.2530	0.1644	0.2500	IDEG moyen	0.2513
Libye	ISL faible	0.0808	0.4000	0.0000	0.0843	0.0137	0.0625	IDEG élevé	0.5466
Liechtenstein	ISL Élevé	0.7416	0.9200	0.7778	0.7470	0.6575	0.6250	IDEG très élevé	0.8528

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Lithuania	ISL Très Élevé	0.8839	0.9600	1.0000	0.8916	0.8356	0.6250	IDEG très élevé	0.9110
Luxembourg	ISL Très Élevé	0.7555	1.0000	1.0000	0.7229	0.6301	0.8125	IDEG très élevé	0.8466
Madagascar	ISL moyen	0.4045	0.6400	0.5556	0.3735	0.3014	0.6250	IDEG moyen	0.3235
Malawi	ISL moyen	0.4625	0.8000	0.5556	0.3855	0.4521	0.3125	IDEG moyen	0.3753
Malaysia	ISL Élevé	0.7280	0.9200	0.7778	0.6506	0.6986	0.8750	IDEG très élevé	0.8111
Maldives	ISL Élevé	0.6220	0.6800	0.6667	0.6988	0.4795	0.6250	IDEG élevé	0.6745
Mali	ISL moyen	0.3334	0.6000	0.5556	0.2651	0.2740	0.5000	IDEG moyen	0.3005
Malte	ISL Très Élevé	0.8749	0.9600	0.8889	0.9277	0.7671	0.6875	IDEG très élevé	0.8886
îles Marshall	ISL moyen	0.3586	0.5600	0.3333	0.3614	0.3288	0.1875	IDEG moyen	0.4823
Mauritanie	ISL faible	0.1688	0.7600	0.2222	0.0482	0.1233	0.1875	IDEG moyen	0.3491
Mauritius	ISL Élevé	0.5903	1.0000	0.7778	0.5904	0.4110	0.5000	IDEG très élevé	0.7506
Mexique	ISL Très Élevé	0.7637	0.8800	0.7778	0.7108	0.7397	0.8750	IDEG très élevé	0.7850
Micronésie (États fédérés de)	ISL moyen	0.2621	0.6800	0.4444	0.2169	0.1370	0.3750	IDEG moyen	0.3235
Monaco	ISL moyen	0.4838	0.8800	0.5556	0.6024	0.1507	0.5625	IDEG élevé	0.7175
Mongolie	ISL Très Élevé	0.8222	0.9200	1.0000	0.8072	0.7808	0.6250	IDEG très élevé	0.8457
Monténégro	ISL Élevé	0.5214	0.9200	0.6667	0.4096	0.5068	0.4375	IDEG élevé	0.7211
Maroc	ISL Élevé	0.5618	0.8400	0.6667	0.5663	0.4384	0.5000	IDEG élevé	0.6841
Mozambique	ISL moyen	0.3959	0.6800	0.4444	0.4458	0.2055	0.5000	IDEG moyen	0.2848
Birmanie	ISL moyen	0.3259	0.6800	0.5556	0.3253	0.1644	0.3750	IDEG élevé	0.5001
Namibia	ISL moyen	0.4996	0.7200	0.6667	0.5783	0.2740	0.5625	IDEG élevé	0.6007
Nauru	ISL faible	0.2439	0.4400	0.3333	0.2048	0.2329	0.2500	IDEG moyen	0.4454
Népal	ISL moyen	0.4481	0.8800	0.5556	0.5060	0.2192	0.3125	IDEG élevé	0.5781
Pays-Bas	ISL Très Élevé	0.9212	1.0000	1.0000	0.8554	0.9315	0.8750	IDEG très élevé	0.9538
Nouvelle-Zélande	ISL Très Élevé	0.9453	1.0000	0.8889	0.9398	0.9315	0.7500	IDEG très élevé	0.9265
Nicaragua	ISL moyen	0.4493	0.7200	0.6667	0.5060	0.2329	0.5000	IDEG élevé	0.5318

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Niger	ISL moyen	0.3084	0.8400	0.5556	0.2169	0.2055	0.3125	IDEG faible	0.2116
Nigéria	ISL Élevé	0.5372	0.9600	0.7778	0.5060	0.3699	0.5625	IDEG moyen	0.4815
Macédoine du Nord	ISL Élevé	0.6642	0.8800	0.8889	0.6265	0.5753	0.6875	IDEG élevé	0.7070
Norvège	ISL Très Élevé	0.9117	1.0000	1.0000	0.9036	0.8630	0.7500	IDEG très élevé	0.9315
Oman	ISL Très Élevé	0.8077	1.0000	0.8889	0.7711	0.7260	0.8750	IDEG très élevé	0.8576
Pakistan	ISL Élevé	0.7042	1.0000	1.0000	0.7470	0.4932	0.5625	IDEG élevé	0.5096
Palaos	ISL moyen	0.2787	0.5200	0.2222	0.2289	0.3014	0.1875	IDEG élevé	0.5072
Panama	ISL Élevé	0.6505	0.8800	0.7778	0.6506	0.5205	0.6875	IDEG élevé	0.7298
Papouasie-Nouvelle-Guinée	ISL moyen	0.3392	0.8400	0.2222	0.3614	0.1918	0.1250	IDEG moyen	0.3076
Paraguay	ISL Élevé	0.6712	0.8400	0.6667	0.6506	0.6027	0.7500	IDEG élevé	0.7251
Pérou	ISL Très Élevé	0.8377	1.0000	0.8889	0.8434	0.7534	0.6875	IDEG très élevé	0.8070
Philippines	ISL Très Élevé	0.8054	0.9600	0.8889	0.7952	0.7260	0.7500	IDEG très élevé	0.7621
Pologne	ISL Très Élevé	0.8037	0.8800	0.7778	0.8072	0.7534	0.7500	IDEG très élevé	0.8648
Portugal	ISL Très Élevé	0.7878	1.0000	0.7778	0.8193	0.6438	0.7500	IDEG très élevé	0.8415
Qatar	ISL Très Élevé	0.7655	0.9600	1.0000	0.8795	0.4795	0.7500	IDEG très élevé	0.8244
République de Corée	ISL Très Élevé	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	0.9726	0.8750	IDEG très élevé	0.9679
République de Moldavie	ISL Élevé	0.7264	0.9600	0.6667	0.6627	0.7260	0.6250	IDEG très élevé	0.7719
Roumanie	ISL Élevé	0.6548	1.0000	0.7778	0.5181	0.6849	0.5625	IDEG très élevé	0.7636
Fédération de Russie	ISL Très Élevé	0.7766	0.9600	0.6667	0.8193	0.6438	0.7500	IDEG très élevé	0.8532
Rwanda	ISL Très Élevé	0.8207	0.9600	0.8889	0.8434	0.7534	0.5000	IDEG élevé	0.5799
Saint Kitts et Nevis	ISL moyen	0.3039	0.4400	0.4444	0.3373	0.2055	0.3125	IDEG élevé	0.6305
Saint Lucia	ISL moyen	0.3229	0.7200	0.4444	0.3494	0.1370	0.3125	IDEG élevé	0.5255
Saint-Vincent et les Grenadines	ISL moyen	0.3906	0.8800	0.4444	0.2892	0.3425	0.3750	IDEG élevé	0.5876
Samoa	ISL moyen	0.3638	0.7600	0.5556	0.2651	0.3014	0.5000	IDEG moyen	0.4899
Saint Marin	ISL moyen	0.3575	0.7200	0.7778	0.3976	0.1233	0.3125	IDEG élevé	0.6551

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Sao Tomé et Príncipe	ISL faible	0.2156	0.4800	0.4444	0.1687	0.1644	0.2500	IDEG moyen	0.4308
Arabie-Saoudite	ISL Très Élevé	0.9899	1.0000	1.0000	0.9880	0.9589	0.8750	IDEG très élevé	0.9602
Sénégal	ISL moyen	0.4779	0.7600	0.5556	0.4699	0.4247	0.1875	IDEG élevé	0.5162
Sérbie	ISL Très Élevé	0.8540	0.9200	1.0000	0.7952	0.8904	0.6250	IDEG très élevé	0.8618
Seychelles	ISL moyen	0.4638	0.6800	0.5556	0.4940	0.3014	0.6250	IDEG élevé	0.6773
Sierra Leone	ISL moyen	0.3823	0.8000	0.5556	0.2651	0.3288	0.5625	IDEG moyen	0.3042
Singapour	ISL Très Élevé	0.9831	1.0000	1.0000	0.9639	0.9589	0.9375	IDEG très élevé	0.9691
Slovaquie	ISL Élevé	0.7097	0.9600	0.7778	0.6506	0.6986	0.5000	IDEG très élevé	0.8021
Slovenie	ISL Très Élevé	0.8640	0.9200	1.0000	0.8916	0.7808	0.6875	IDEG très élevé	0.8759
Îles Salomon	ISL moyen	0.4970	0.8000	0.6667	0.4940	0.3699	0.4375	IDEG moyen	0.3681
Somalie	ISL moyen	0.2971	0.8000	0.3333	0.1325	0.2877	0.5625	IDEG faible	0.1468
Afrique du Sud	ISL Très Élevé	0.8872	1.0000	0.8889	0.8916	0.8356	0.6875	IDEG très élevé	0.8616
Sud Soudan	ISL faible	0.1504	0.1600	0.1111	0.1807	0.1096	0.3750	IDEG faible	0.1191
Espagne	ISL Très Élevé	0.9054	1.0000	1.0000	0.9398	0.8082	0.6875	IDEG très élevé	0.9206
Sri Lanka	ISL Élevé	0.5494	0.9200	0.3333	0.5663	0.4110	0.5625	IDEG élevé	0.6667
Soudan	ISL faible	0.1293	0.2400	0.3333	0.1325	0.0685	0.2500	IDEG moyen	0.2759
Suriname	ISL moyen	0.4814	0.8000	0.6667	0.5301	0.2877	0.3750	IDEG élevé	0.6365
Suède	ISL Très Élevé	0.8836	0.8400	1.0000	0.9398	0.7945	0.7500	IDEG très élevé	0.9326
Suisse	ISL Très Élevé	0.8408	1.0000	0.8889	0.8072	0.8219	0.6250	IDEG très élevé	0.9003
Syrien République arabe	ISL moyen	0.3068	0.8000	0.5556	0.3373	0.0685	0.2500	IDEG moyen	0.3888
Tadjikistan	ISL moyen	0.4476	0.8400	0.5556	0.4578	0.2740	0.4375	IDEG élevé	0.5606
Thaïlande	ISL Très Élevé	0.7611	1.0000	0.8889	0.6988	0.7534	0.5000	IDEG très élevé	0.8351
Timor-Leste	ISL moyen	0.3406	0.6400	0.6667	0.2410	0.3288	0.3125	IDEG moyen	0.4020
Togo	ISL moyen	0.4472	0.8000	0.5556	0.3253	0.4521	0.5000	IDEG moyen	0.3920
Tonga	ISL moyen	0.3220	0.4400	0.6667	0.2410	0.3288	0.4375	IDEG élevé	0.5164

Tableau 7 (suite)

Pays	ISL Group	ISL 2024	IF	CP	SP	PE	TEC	Group IDEG	IDEG 2024
Trinité-et-Tobago	ISL Élevé	0.5999	0.9600	0.7778	0.6506	0.3288	0.7500	IDEG élevé	0.6973
Tunisie	ISL Élevé	0.5951	0.9600	0.7778	0.5904	0.4521	0.4375	IDEG élevé	0.6935
Türkiye	ISL Très Élevé	0.9225	1.0000	1.0000	0.9277	0.8630	0.7500	IDEG très élevé	0.8913
Turkménistan	ISL moyen	0.2506	0.5600	0.4444	0.3253	0.0411	0.1875	IDEG moyen	0.4757
Tuvalu	ISL faible	0.1944	0.4800	0.2222	0.2289	0.0685	0.1875	IDEG moyen	0.4042
Ouganda	ISL Élevé	0.6069	0.8800	0.7778	0.6506	0.4384	0.4375	IDEG moyen	0.4464
Ukraine	ISL Très Élevé	0.9854	0.9600	1.0000	0.9759	1.0000	0.7500	IDEG très élevé	0.8841
Emirats Arabes Unis	ISL Très Élevé	0.9163	1.0000	1.0000	0.9759	0.7808	0.7500	IDEG très élevé	0.9533
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irland du Nord	ISL Très Élevé	0.9535	0.9600	0.7778	0.9518	0.9726	0.7500	IDEG très élevé	0.9577
République-Unie de Tanzanie	ISL moyen	0.4791	0.8800	0.6667	0.4578	0.2877	0.6875	IDEG moyen	0.4327
États-Unis d'Amérique	ISL Très Élevé	0.9136	1.0000	0.8889	0.8675	0.9452	0.6875	IDEG très élevé	0.9194
Uruguay	ISL Très Élevé	0.8832	1.0000	1.0000	0.8313	0.8630	0.8125	IDEG très élevé	0.9006
Ouzbékistan	ISL Très Élevé	0.7648	0.9200	0.7778	0.7590	0.6986	0.6875	IDEG très élevé	0.7999
Vanuatu	ISL moyen	0.4769	0.8000	0.6667	0.3855	0.4658	0.3750	IDEG élevé	0.5427
Venezuela, République bolivarienne du	ISL moyen	0.3576	0.7600	0.4444	0.3614	0.2192	0.2500	IDEG élevé	0.5360
Viet Nam	ISL Élevé	0.7081	0.9600	0.7778	0.7108	0.6027	0.5625	IDEG très élevé	0.7709
Yemen	ISL faible	0.1377	0.3200	0.3333	0.0482	0.1507	0.3750	IDEG faible	0.2317
Zambie	ISL moyen	0.4958	0.7600	0.3333	0.4940	0.4110	0.5625	IDEG élevé	0.5424
Zimbabwe	ISL moyen	0.4100	0.7600	0.5556	0.3976	0.2740	0.4375	IDEG moyen	0.4481

Tableau 8 Accès aux fonctionnalités de l'Index des services en ligne (ISL)

Composantes	Fonctionnalités
Technologie	Portail(s) gouvernemental(aux) facile(s) à trouver Fonctions de recherche avancée Plan du site/Index Fonction d'aide/Section FAQ Fonction « contactez-nous » Portail(s) national(aux) utilisant le protocole HTTPS La conception Web réactive, la mise à jour au cours du dernier mois, les options de recherche avancée, les services en ligne favoris ou les plus utilisés, l'accès à la liste des interactions/transactions précédentes, la disponibilité de tutoriels ou de conseils pour comprendre et utiliser les services en ligne, le lien d'aide, l'accessibilité des citoyens à leurs propres données, la possibilité pour les citoyens de modifier leurs données, l'accessibilité des entreprises à leurs propres données, etc
Cadre institutionnel	Disponibilité d'un (de) portail(s) gouvernemental(aux) national(aux) Informations disponibles sur la structure organisationnelle et/ou l'organigramme du gouvernement Noms / titres des responsables des agences/départements/ministères gouvernementaux disponibles sur le(s) portail(s) national(aux) Liens vers toute institution/agence gouvernementale infranationale / locale Déclaration(s) de confidentialité disponible(s) Identifiant numérique pour accéder aux services en ligne Stratégie nationale d'e-gouvernement/de gouvernement numérique ou équivalent disponible Informations sur les droits des citoyens d'accéder aux informations gouvernementales Législation / Gouvernement numérique ou stratégie équivalente disponible Information sur les droits des citoyens à accéder aux informations gouvernementales Législation / loi / politique / réglementation sur la protection des données personnelles Législation/loi/politique/réglementation sur la cybersécurité Information/contact sur un DSI national ou équivalent Législation / loi / politique/réglementation sur la participation électronique Législation/loi/politique/réglementation sur la protection des données personnelles Législation/loi/politique/réglementation sur la cybersécurité Information/contact sur un DSI national ou équivalent Lien vers le site Web sectoriel ou ministériel sur la santé / l'éducation / l'emploi et-ou le travail / la protection sociale / l'environnement / la justice Informations sur les politiques liées à la santé / l'éducation / l'emploi et-ou le travail / la protection sociale / l'environnement / la justice.
Fourniture de contenu	Portail(s) national(aux) disponible(s) dans plus d'une langue officielle Informations disponibles sur les paiements pour les services gouvernementaux par des canaux autres qu'en ligne Informations sur l'accès gratuit aux services par le biais de kiosques, de centres communautaires, de bureaux de poste, de bibliothèques, d'espaces publics ou de Wi-Fi gratuit Statistiques sur l'utilisation des fonctions/services en ligne Informations sur les bourses ou autres formes de financement public disponibles pour l'éducation Liens et références pour l'emploi des jeunes Informations sur la manière dont les personnes âgées peuvent demander des soins de longue durée.

Tableau 8 (suite)

Composantes	Fonctionnalités
Participation par voie électronique	<p>Portail(s) de participation par voie électronique - Disponibilité de fonctions de réseaux sociaux - Fonctionnalité d'assistance par chat en direct - Possibilité de laisser des commentaires pour améliorer la facilité d'utilisation et/ou l'accessibilité des services électroniques Les outils en ligne pour obtenir des données brutes (non délibératives) pour la délibération politique Données probantes attestant que les résultats des consultations électroniques ont abouti à de nouvelles décisions politiques/réglementations/services Portail de données gouvernementales ouvertes Dans le portail de données ouvertes, disponibilité d'un dictionnaire de données ou d'un référentiel de métadonnées Guide ou boîte à outils sur l'utilisation des ensembles de données gouvernementales ouvertes Possibilité de proposer/demander la mise en ligne de nouveaux ensembles de données ouvertes Informations sur l'organisation de concours/ hackathons/ événements autour de l'utilisation des données gouvernementales ouvertes Ensemble(s) de données gouvernementales ouvertes sur les dépenses du gouvernement national (budget) Outils en ligne pour obtenir des données brutes (non délibératives) pour la délibération politique Informations sur les dépenses du gouvernement national (budget) Disponibilité de SIG ou d'autres données géospatiales Informations sur les dépenses du gouvernement (budget) sur la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice Informations sur les consultations à venir destinées à impliquer des personnes au cours des 12 derniers mois (la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice) Informations sur l'organisation de consultations en ligne via des forums, des sondages, des questionnaires, etc., sondages, questionnaires, etc. avait l'intention d'impliquer des personnes au cours des 12 derniers mois (la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice) Données prouvant que les voix des gens ont été incluses dans la prise de décision réelle au cours des 12 derniers mois (la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice) Ensemble(s) de données du gouvernement ouvert sur la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice Déclaration en ligne d'une violation du droit du travail Disponibilité d'une fonction de budgétisation participative ou d'un mécanisme similaire Données probantes attestant l'existence d'une licence de données ouvertes pour les ensembles de données du gouvernement ouvert Ensemble(s) de données du gouvernement ouvert sur le budget / les dépenses dans les domaines de l'éducation / de l'emploi / de l'environnement / de la santé / de la justice / de la protection sociale Preuve d'une coproduction d'un service en ligne (la santé / l'éducation / l'emploi / la protection sociale / l'environnement / la justice) Preuve d'une pétition en ligne ou d'un mécanisme similaire Données probantes attestant que les voix des personnes ont été incluses dans la prise de décision politique sur des questions liées aux groupes vulnérables au cours des 12 derniers mois (pour les migrants, les personnes âgées, les personnes vivant sous le seuil de pauvreté, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes).</p>
Prestation de services	<p>Plateforme de passage de marchés en ligne pour les processus d'appel d'offres / de soumission d'offres Prestation de services pour l'impôt sur le revenu Service dispensé en ligne concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), taxe sur les produits et services (TPS) ou équivalent Demande en ligne de : visa d'entrée ou de transit Enregistrement ou renouvellement d'un : véhicule (voiture, camion, moto, etc.) et autres) Déclaration en ligne à la police Notification de déménagement / changement d'adresse en ligne Enregistrement d'une nouvelle société ou entité commerciale Demande d'actes de naissance d'actes de décès d'actes de mariage de cartes d'identité personnelles de permis de conduire d'enregistrement de titres fonciers de permis liés à l'environnement de permis de construire de permis d'exploitation. Les factures numériques Fourniture de SIG ou d'autres services géospatiaux en ligne Déclaration d'impôts sur les sociétés Fourniture de services mobiles disponibles par le biais : i) d'applications pour smartphones, ii) de services SMS, ou iii) de services de navigateur mobile (pour la santé, l'éducation, l'emploi, la protection sociale, l'environnement, la justice). Les étudiants peuvent faire une demande de bourse auprès du gouvernement Les utilisateurs peuvent faire une demande : Programmes de protection sociale Services disponibles pour les groupes vulnérables suivants : pauvres (en dessous du seuil de pauvreté) / personnes handicapées / Les personnes âgées / Les migrants, les travailleurs migrants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays / les femmes / les jeunes Eligibilité et / ou procédure de demande de citoyenneté ou de résidence Les services proposés aux personnes qui prennent leur retraite Accès à la justice : recherche d'informations / dossier (ouvert) en ligne / gestion des affaires judiciaires Services dispensés aux personnes qui prennent leur retraite Demande de prestations en cas de maladie et d'accident Demande d'allocations familiales Demande de prestations d'invalidité Demande en ligne d'allocations maternelles ou néonatales Demande ou dépôt d'allocations de chômage</p>

Tableau 9 L'indice de participation par voie électronique et ses composantes

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Afghanistan	PE faible	0.1096	177	0	0	0.1600	IDEG faible	0.2083
Albanie	PE Élevé	0.726	49	0.7778	0.5000	0.7800	IDEG très élevé	0.8000
Algérie	PE faible	0.0548	187	0.1111	0	0.0600	IDEG élevé	0.5956
Andorre	PE Élevé	0.5479	78	0.3333	0.0714	0.7200	IDEG élevé	0.6893
Angola	PE faible	0.2192	152	0.2222	0.0714	0.2600	IDEG moyen	0.4149
Antigua et Barbuda	PE moyen	0.3425	118	0	0	0.5000	IDEG élevé	0.6428
Argentine	PE Élevé	0.6301	68	0.6667	0.1429	0.7600	IDEG très élevé	0.8573
Arménie	PE Très Élevé	0.8493	27	0.6667	0.9286	0.8600	IDEG très élevé	0.8422
Australie	PE Très Élevé	0.863	22	1	0.7857	0.8600	IDEG très élevé	0.9577
Austria	PE Très Élevé	0.7808	37	0.6667	0.4286	0.9000	IDEG très élevé	0.9065
Azerbaïdjan	PE moyen	0.4932	88	0.4444	0	0.6400	IDEG très élevé	0.7607
Bahamas	PE moyen	0.3151	127	0	0.1429	0.4200	IDEG élevé	0.7143
Bahreïn	PE Très Élevé	0.9041	18	1	0.9286	0.8800	IDEG très élevé	0.9196
Bangladesh	PE Élevé	0.6164	70	0.8889	0.0714	0.7200	IDEG élevé	0.6570
Barbados	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0	0.4600	IDEG élevé	0.6815
Biélorussie	PE moyen	0.4932	88	0.2222	0.2857	0.6000	IDEG élevé	0.7445
Belgique	PE Élevé	0.5068	85	0.1111	0.1429	0.6800	IDEG très élevé	0.8121
Belize	PE faible	0.2329	148	0	0	0.3400	IDEG moyen	0.4872
Béniin	PE moyen	0.3699	115	0.2222	0.2857	0.4200	IDEG moyen	0.4578
Bhoutan	PE moyen	0.4932	88	0.3333	0.2857	0.5800	IDEG élevé	0.6511
Bolivie	PE moyen	0.4247	105	0.1111	0.0714	0.5800	IDEG élevé	0.6651
Bosnie et Herzégovine	PE Élevé	0.5479	78	0.4444	0	0.7200	IDEG élevé	0.6329
Botswana	PE moyen	0.274	141	0	0	0.4000	IDEG élevé	0.6118

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Brésil	PE Très Élevé	0.863	22	1	0.4286	0.9600	IDEG très élevé	0.8403
Brunei Darussalam	PE moyen	0.4658	94	0.3333	0.0714	0.6000	IDEG très élevé	0.7554
Bulgarie	PE Élevé	0.6712	59	0.8889	0.1429	0.7800	IDEG très élevé	0.8145
Burkina Faso	PE faible	0.2192	152	0.1111	0	0.3000	IDEG moyen	0.2895
Burundi	PE faible	0.2192	152	0	0.3571	0.2200	IDEG faible	0.2480
Cap-Vert	PE Élevé	0.5479	78	0.1111	0	0.7800	IDEG élevé	0.6238
Cambodie	PE moyen	0.3151	127	0	0	0.4600	IDEG élevé	0.5754
Cameroon	PE moyen	0.4247	105	0.1111	0.0714	0.5800	IDEG moyen	0.4294
Canada	PE Très Élevé	0.9178	15	0.7778	0.7143	1.0000	IDEG très élevé	0.8452
Republique du Centre-Afrique	PE faible	0.0822	182	0	0	0.1200	IDEG faible	0.0947
Tchad	PE moyen	0.3151	127	0	0.0714	0.4400	IDEG faible	0.1785
Chili	PE Très Élevé	0.8356	29	0.4444	0.7143	0.9400	IDEG très élevé	0.8827
Chine	PE Très Élevé	0.9315	12	1	0.8571	0.9400	IDEG très élevé	0.8718
Colombie	PE Élevé	0.7397	46	0.3333	0.4286	0.9000	IDEG très élevé	0.7793
Comores	PE faible	0	192	0	0	0.0000	IDEG moyen	0.2586
Congo	PE faible	0.0822	182	0	0	0.1200	IDEG moyen	0.3391
Costa Rica	PE Élevé	0.726	49	0.7778	0.4286	0.8000	IDEG très élevé	0.8009
Côte d'Ivoire	PE moyen	0.411	108	0.2222	0.1429	0.5200	IDEG très élevé	0.8818
Croatie	PE Très Élevé	0.9178	15	0.8889	0.8571	0.9400	IDEG moyen	0.4921
Cuba	PE faible	0.0548	187	0	0	0.0800	IDEG très élevé	0.8619
Chypre	PE Élevé	0.6986	53	0.3333	0.1429	0.9200	IDEG très élevé	0.8239
République tchèque	PE Élevé	0.589	74	0.2222	0.2143	0.7600	IDEG élevé	0.5587
République Populaire Démocratique de Corée	PE faible	0	192	0	0	0.0000	IDEG faible	0.2320

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
République Démocratique du Congo	PE faible	0.2466	146	0	0	0.3600	IDEG moyen	0.2715
Denmark	PE Très Élevé	0.9863	2	1	1	0.9800	IDEG très élevé	0.9847
Djibouti	PE faible	0.0959	179	0	0	0.1400	IDEG moyen	0.2911
Dominique	PE moyen	0.3014	130	0	0	0.4400	IDEG élevé	0.5445
République dominicaine	PE Élevé	0.6575	61	0.2222	0.4286	0.8000	IDEG élevé	0.7013
Équateur	PE Très Élevé	0.8767	21	0.7778	0.9286	0.8800	IDEG très élevé	0.7800
Egypte	PE Élevé	0.589	74	0.8889	0.1429	0.6600	IDEG élevé	0.6699
Le Salvador	PE moyen	0.3836	113	0.3333	0	0.5000	IDEG élevé	0.5988
Guinée équatoriale	PE faible	0.2329	148	0.1111	0	0.3200	IDEG moyen	0.2855
Eritrie	PE faible	0.0137	190	0	0	0.0200	IDEG faible	0.1576
Estonie	PE Très Élevé	0.9589	7	0.8889	0.8571	1.0000	IDEG très élevé	0.9727
Eswatini	PE moyen	0.3836	113	0.2222	0	0.5200	IDEG élevé	0.6081
Ethiopie	PE faible	0.1644	166	0.1111	0.0714	0.2000	IDEG moyen	0.3111
Fidji	PE moyen	0.3973	112	0.2222	0.0714	0.5200	IDEG élevé	0.6754
Finlande	PE Très Élevé	0.8904	19	0.7778	0.7143	0.9600	IDEG très élevé	0.9575
France	PE Très Élevé	0.8082	33	0.5556	0.5714	0.9200	IDEG très élevé	0.8744
Gabon	PE faible	0.1233	174	0.1111	0	0.1600	IDEG élevé	0.5741
Gambie	PE faible	0.1781	164	0	0	0.2600	IDEG moyen	0.2552
Géorgie	PE Élevé	0.5616	77	0.4444	0.2143	0.6800	IDEG très élevé	0.7792
Allemagne	PE Très Élevé	0.9726	4	1	0.8571	1.0000	IDEG très élevé	0.9382
Ghana	PE Élevé	0.5342	82	0.4444	0	0.7000	IDEG élevé	0.6317
Grèce	PE Élevé	0.6712	59	0.6667	0.7143	0.6600	IDEG très élevé	0.8674
Grenade	PE faible	0.2466	146	0.1111	0	0.3400	IDEG élevé	0.6458

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Guatemala	PE moyen	0.4658	94	0.1111	0.0714	0.6400	IDEG élevé	0.5738
Guinée	PE Élevé	0.5068	85	0	0.0714	0.7200	IDEG moyen	0.4006
Guinée-Bissau	PE faible	0.2192	152	0	0	0.3200	IDEG moyen	0.3083
Guyana	PE faible	0.2192	152	0	0	0.2800	IDEG élevé	0.5443
Haiti	PE faible	0.0959	179	0	0	0.1400	IDEG faible	0.2116
Honduras	PE moyen	0.3014	130	0.3333	0.2857	0.3000	IDEG moyen	0.4856
Hongrie	PE Élevé	0.5479	78	0.1111	0.1429	0.7400	IDEG très élevé	0.8043
Islande	PE Très Élevé	0.9589	7	0.8889	1	0.9600	IDEG très élevé	0.9671
Inde	PE Élevé	0.6575	61	0.3333	0.0714	0.8800	IDEG élevé	0.6678
Indonésie	PE Très Élevé	0.7945	35	0.5556	0.7143	0.8600	IDEG très élevé	0.7991
Iran (République islamique)	PE faible	0.1781	164	0.3333	0	0.2000	IDEG élevé	0.6564
Iraq	PE faible	0.0959	179	0.2222	0	0.1000	IDEG moyen	0.4572
Irlande	PE Très Élevé	0.9178	15	0.7778	0.9286	0.9400	IDEG très élevé	0.9138
Israël	PE Élevé	0.6986	53	0.6667	0.5714	0.7400	IDEG très élevé	0.9014
Italie	PE Élevé	0.6575	61	0.6667	0.1429	0.8000	IDEG très élevé	0.8356
Jamaïque	PE moyen	0.4384	102	0.2222	0.2143	0.5400	IDEG élevé	0.6678
Japan	PE Très Élevé	0.9863	2	1	0.9286	1.0000	IDEG très élevé	0.9351
Jordanie	PE Élevé	0.6164	70	0.5556	0	0.8000	IDEG élevé	0.6849
Kazakhstan	PE Très Élevé	0.8493	27	1	0.4286	0.9400	IDEG très élevé	0.9009
Kenya	PE Élevé	0.5205	83	0.2222	0.4286	0.6000	IDEG élevé	0.6314
Kiribati	PE moyen	0.3288	120	0.2222	0	0.4400	IDEG moyen	0.4572
Kuwait	PE moyen	0.3014	130	0.2222	0	0.4000	IDEG très élevé	0.7812
Kirghizistan	PE moyen	0.4658	94	0.4444	0.0714	0.5800	IDEG élevé	0.7316
Laos République démocratique populaire	PE moyen	0.2877	137	0	0.0714	0.4000	IDEG moyen	0.4404
Lettonie	PE Très Élevé	0.7808	37	0.5556	0.4286	0.9200	IDEG très élevé	0.8852
Liban	PE moyen	0.4658	94	0.2222	0	0.6400	IDEG élevé	0.5449

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Lesotho	PE faible	0.2055	159	0.1111	0	0.2800	IDEG moyen	0.4123
Libéria	PE faible	0.1644	166	0	0	0.2400	IDEG moyen	0.2513
Libye	PE faible	0.0137	190	0	0	0.0200	IDEG élevé	0.5466
Liechtenstein	PE Élevé	0.6575	61	0.4444	0.2143	0.8200	IDEG très élevé	0.8528
Lithuania	PE Très Élevé	0.8356	29	0.5556	0.6429	0.9400	IDEG très élevé	0.9110
Luxembourg	PE Élevé	0.6301	68	0.3333	0.5	0.7200	IDEG très élevé	0.8466
Madagascar	PE moyen	0.3014	130	0.3333	0	0.3800	IDEG moyen	0.3235
Malawi	PE moyen	0.4521	99	0.1111	0.0714	0.6200	IDEG moyen	0.3753
Malaysia	PE Élevé	0.6986	53	0.3333	0.5	0.8200	IDEG très élevé	0.8111
Maldives	PE moyen	0.4795	92	0.2222	0	0.6600	IDEG élevé	0.6745
Mali	PE moyen	0.274	141	0.1111	0	0.3800	IDEG moyen	0.3005
Malte	PE Élevé	0.7397	46	0.5556	0.5	0.8400	IDEG très élevé	0.8886
Îles Marshall	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0.4286	0.3400	IDEG moyen	0.4823
Mauritanie	PE faible	0.1233	174	0	0	0.1800	IDEG moyen	0.3491
Mauritius	PE moyen	0.411	108	0.2222	0.0714	0.5400	IDEG très élevé	0.7506
Mexique	PE Élevé	0.7397	46	0.3333	0.6429	0.8400	IDEG très élevé	0.7850
Micronésie (États fédérés de)	PE faible	0.137	172	0	0	0.2000	IDEG moyen	0.3235
Monaco	PE faible	0.1507	170	0.2222	0	0.1800	IDEG élevé	0.7175
Mongolie	PE Très Élevé	0.7808	37	0.3333	0.5	0.9400	IDEG très élevé	0.8457
Monténégro	PE Élevé	0.5068	85	0.4444	0.0714	0.6400	IDEG élevé	0.7211
Maroc	PE moyen	0.4384	102	0.3333	0.1429	0.5400	IDEG élevé	0.6841
Mozambique	PE faible	0.2055	159	0.1111	0	0.2800	IDEG moyen	0.2848
Birmanie	PE faible	0.1644	166	0.3333	0	0.1800	IDEG élevé	0.5001

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Namibia	PE moyen	0.274	141	0.2222	0	0.3600	IDEG élevé	0.6007
Nauru	PE faible	0.2329	148	0	0	0.3400	IDEG moyen	0.4454
Népal	PE faible	0.2192	152	0.1111	0	0.3000	IDEG élevé	0.5781
Pays-Bas	PE Très Élevé	0.9315	12	0.4444	0.5	0.9600	IDEG très élevé	0.9538
Nouvelle-Zélande	PE Très Élevé	0.9315	12	1	0.9286	0.9200	IDEG très élevé	0.9265
Nicaragua	PE faible	0.2329	148	0	0	0.3400	IDEG élevé	0.5318
Niger	PE faible	0.2055	159	0.1111	0	0.2800	IDEG faible	0.2116
Nigéria	PE moyen	0.3699	115	0.2222	0.0714	0.4800	IDEG moyen	0.4815
Macédoine du Nord	PE Élevé	0.5753	76	0.3333	0	0.7800	IDEG élevé	0.7070
Norvège	PE Très Élevé	0.863	22	1	0.7857	0.8600	IDEG très élevé	0.9315
Oman	PE Élevé	0.6575	61	0.4444	0.4286	0.7600	IDEG très élevé	0.8576
Pakistan	PE moyen	0.4932	88	0.3333	0.1429	0.6200	IDEG élevé	0.5096
Palaos	PE moyen	0.3014	130	0.2222	0	0.4000	IDEG élevé	0.5072
Panama	PE Élevé	0.5205	83	0.3333	0.0714	0.6800	IDEG élevé	0.7298
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PE faible	0.1918	163	0	0	0.2800	IDEG moyen	0.3076
Paraguay	PE Élevé	0.6027	72	0.4444	0.1429	0.7600	IDEG élevé	0.7251
Pérou	PE Très Élevé	0.7534	42	0.3333	0.2857	0.9600	IDEG très élevé	0.8070
Philippines	PE Élevé	0.726	49	0.3333	0.6429	0.8200	IDEG très élevé	0.7621
Pologne	PE Très Élevé	0.7534	42	0.3333	0.5714	0.8800	IDEG très élevé	0.8648
Portugal	PE Élevé	0.6438	66	0.4444	0.2857	0.7800	IDEG très élevé	0.8415
Qatar	PE moyen	0.4795	92	0.3333	0.0714	0.6200	IDEG très élevé	0.8244
République de Corée	PE Très Élevé	0.9726	4	1	1	0.9600	IDEG très élevé	0.9679
République de Moldavie	PE Élevé	0.726	49	0.6667	0.3571	0.8400	IDEG très élevé	0.7719
Roumanie	PE Élevé	0.6849	58	0.8889	0.0714	0.8200	IDEG très élevé	0.7636
Fédération de Russie	PE Élevé	0.6438	66	0.8889	0.1429	0.7400	IDEG très élevé	0.8532
Rwanda	PE Très Élevé	0.7534	42	0.5556	0.7143	0.8000	IDEG élevé	0.5799

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Saint Kitts et Nevis	PE faible	0.2055	159	0	0	0.3000	IDEG élevé	0.6305
Saint Lucia	PE faible	0.137	172	0.1111	0.1429	0.1400	IDEG élevé	0.5255
Saint-Vincent et les Grenadines	PE moyen	0.3425	118	0	0	0.5000	IDEG élevé	0.5876
Samoa	PE moyen	0.3014	130	0.1111	0	0.4200	IDEG moyen	0.4899
Saint Marin	PE faible	0.1233	174	0.2222	0	0.1400	IDEG élevé	0.6551
Sao Tomé et Príncipe	PE faible	0.1644	166	0.2222	0	0.2000	IDEG moyen	0.4308
Arabie-Saoudite	PE Très Élevé	0.9589	7	1	0.7857	1.0000	IDEG très élevé	0.9602
Sénégal	PE moyen	0.4247	105	0	0.0714	0.6000	IDEG élevé	0.5162
Sérbie	PE Très Élevé	0.8904	19	0.8889	0.7857	0.9200	IDEG très élevé	0.8618
Seychelles	PE moyen	0.3014	130	0.2222	0.2143	0.3400	IDEG élevé	0.6773
Sierra Leone	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0	0.4600	IDEG moyen	0.3042
Singapour	PE Très Élevé	0.9589	7	0.8889	1	0.9600	IDEG très élevé	0.9691
Slovaquie	PE Élevé	0.6986	53	0.3333	0.5714	0.8000	IDEG très élevé	0.8021
Slovenie	PE Très Élevé	0.7808	37	1	0.1429	0.9200	IDEG très élevé	0.8759
Îles Salomon	PE moyen	0.3699	115	0	0	0.5400	IDEG moyen	0.3681
Somalie	PE moyen	0.2877	137	0.1111	0.2143	0.3400	IDEG faible	0.1468
Afrique du Sud	PE Très Élevé	0.8356	29	0.7778	0.8571	0.8400	IDEG très élevé	0.8616
Sud Soudan	PE faible	0.1096	177	0	0	0.1600	IDEG faible	0.1191
Espagne	PE Très Élevé	0.8082	33	0.5556	0.3571	0.9800	IDEG très élevé	0.9206
Sri Lanka	PE moyen	0.411	108	0.2222	0.0714	0.5400	IDEG élevé	0.6667
Soudan	PE faible	0.0685	184	0.1111	0.0714	0.0600	IDEG moyen	0.2759
Suriname	PE moyen	0.2877	137	0	0	0.4200	IDEG élevé	0.6365
Suède	PE Très Élevé	0.7945	35	0.7778	0.2143	0.9600	IDEG très élevé	0.9326

Tableau 9 (suite)

Pays	PE Group	PE 2024	Rang	Consultation par voie électronique	Prise de décision par voie électronique	Information par voie électronique	Group IDEG	IDEG 2024
Suisse	PE Très Élevé	0.8219	32	0.2222	0.6429	0.9800	IDEG très élevé	0.9003
Syrien République arabe	PE faible	0.0685	184	0.3333	0	0.0400	IDEG moyen	0.3888
Tadjikistan	PE moyen	0.274	141	0.1111	0	0.3800	IDEG élevé	0.5606
Thaïlande	PE Très Élevé	0.7534	42	0.7778	0.4286	0.8400	IDEG très élevé	0.8351
Timor-Leste	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0	0.4600	IDEG moyen	0.4020
Togo	PE moyen	0.4521	99	0.2222	0.3571	0.5200	IDEG moyen	0.3920
Tonga	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0	0.4600	IDEG élevé	0.5164
Trinité-et-Tobago	PE moyen	0.3288	120	0.1111	0.1429	0.4200	IDEG élevé	0.6973
Tunisie	PE moyen	0.4521	99	0	0.0714	0.6400	IDEG élevé	0.6935
Turquie	PE Très Élevé	0.863	22	0.8889	0.7143	0.9000	IDEG très élevé	0.8913
Turkménistan	PE faible	0.0411	189	0	0	0.0600	IDEG moyen	0.4757
Tuvalu	PE faible	0.0685	184	0	0	0.1000	IDEG moyen	0.4042
Ouganda	PE moyen	0.4384	102	0.1111	0	0.6200	IDEG moyen	0.4464
Ukraine	PE Très Élevé	1	1	1	1	1.0000	IDEG très élevé	0.8841
Emirats Arabes Unis	PE Très Élevé	0.7808	37	0.5556	0.3571	0.9400	IDEG très élevé	0.9533
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	PE Très Élevé	0.9726	4	1	1	0.9600	IDEG très élevé	0.9577
République-Unie de Tanzanie	PE moyen	0.2877	137	0.2222	0	0.3800	IDEG moyen	0.4327
États-Unis d'Amérique	PE Très Élevé	0.9452	11	1	1	0.9200	IDEG très élevé	0.9194
Uruguay	PE Très Élevé	0.863	22	1	0.5714	0.9200	IDEG très élevé	0.9006
Ouzbékistan	PE Élevé	0.6986	53	0.3333	0.1429	0.9200	IDEG très élevé	0.7999
Vanuatu	PE moyen	0.4658	94	0.3333	0.2143	0.5600	IDEG élevé	0.5427
Venezuela	PE faible	0.2192	152	0.1111	0	0.3000	IDEG élevé	0.5360
Viet Nam	PE Élevé	0.6027	72	0.5556	0.1429	0.7400	IDEG très élevé	0.7709
Yemen	PE faible	0.1507	170	0	0	0.2200	IDEG faible	0.2317
Zambie	PE moyen	0.411	108	0	0.0714	0.5800	IDEG élevé	0.5424
Zimbabwe	PE moyen	0.274	141	0	0.1429	0.3600	IDEG moyen	0.4481

Tableau 10 L'indice de capital humain (ICH) et ses composantes

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Afghanistan	ICH moyen	0.2643	37.27	2021	UNESCO	64.43	2018	UNESCO	10.54	2018	UNESCO	3	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2083
Albanie	ICH Très Élevé	0.8106	98.5	2022	UNESCO	84.76	2022	UNESCO	14.49	2022	UNESCO	11.3	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8000
Algérie	ICH Élevé	0.6418	81.41	2018	UNESCO	94.94	2022	UNESCO	15.49	2022	UNESCO	8.1	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5956
Andorre	ICH Élevé	0.6668	100	2016	UNESCO	76.71	2022	UNESCO	12.78	2022	UNESCO	10.6	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6893
Angola	ICH moyen	0.476	72.4	2022	UNESCO	61.3	2011	UNESCO	12.2	2021	UNDP	5.4	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4149
Antigua et Barbuda	ICH Élevé	0.7176	98.95	2015	UNESCO	87.76	2012	UNESCO	14.2	2021	UNDP	9.3	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6428
Argentine	ICH Très Élevé	0.933	99	2018	UNESCO	100	2021	UNESCO	18.98	2021	UNESCO	11.1	2021	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8573
Arménie	ICH Très Élevé	0.8561	99.79	2020	UNESCO	86.24	2022	UNESCO	14.41	2022	UNESCO	11.3	2021	UNDP	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8422
Australie	ICH Très Élevé	1	99	2014	UNESCO	121.45	2021	UNESCO	21.08	2021	UNESCO	12.7	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9577
Autriche	ICH Très Élevé	0.9003	99	2014	UNESCO	100.36	2021	UNESCO	16.37	2021	UNESCO	12.3	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9065
Azerbaïdjan	ICH Élevé	0.7233	99.8	2019	UNESCO	77.17	2022	UNESCO	12.71	2022	UNESCO	10.5	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7607
Bahamas	ICH Élevé	0.7376	95.8	2014	UNESCO	74	2014	UNESCO	12.9	2021	UNDP	12.6	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7143
Bahreïn	ICH Très Élevé	0.868	90.98	2010	UNESCO	97.16	2022	UNESCO	16.3	2022	UNESCO	11	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9196
Bangladesh	ICH Élevé	0.5834	74.91	2020	UNESCO	70.16	2022	UNESCO	11.95	2020	UNESCO	7.4	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6570
Barbados	ICH Très Élevé	0.7845	99.6	2014	UNESCO	95.69	2011	UNESCO	15.7	2021	UNDP	9.9	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6815
Biélorussie	ICH Élevé	0.7419	99.87	2019	UNESCO	88.55	2022	UNESCO	13.98	2022	UNESCO	12.1	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7445
Belgique	ICH Très Élevé	0.8442	99	2014	UNESCO	113.18	2021	UNESCO	18.95	2021	UNESCO	10.4	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8121
Belize	ICH Élevé	0.527	76.9	2000	UNESCO	72.41	2022	UNESCO	12.43	2022	UNESCO	8.8	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4872
Bénin	ICH moyen	0.3715	47.1	2022	UNESCO	62.78	2020	UNESCO	10.37	2021	UNESCO	4.3	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4578
Bhoutan	ICH Élevé	0.5478	72.1	2022	UNESCO	70.37	2018	UNESCO	12.89	2019	UNESCO	5.2	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6511
Bolivie (État plurinational de)	ICH Élevé	0.6876	93.85	2020	UNESCO	79.25	2007	UNESCO	14.9	2021	UNDP	9.8	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6651
Bosnie et Herzégovine	ICH Élevé	0.6222	98.3	2022	UNESCO	74.15	2022	UNESCO	13.28	2022	UNESCO	10.5	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6329
Botswana	ICH Élevé	0.5719	86.82	2013	UNESCO	69.04	2021	UNESCO	11.43	2021	UNESCO	10.3	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6118
Brazil	ICH Très Élevé	0.8077	94.69	2022	UNESCO	91.66	2020	UNESCO	15.58	2021	UNESCO	8.1	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8403
Brunei Darussalam	ICH Élevé	0.6991	97.59	2021	UNESCO	75.72	2020	UNESCO	13.7	2020	UNESCO	9.2	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7554
Bulgarie	ICH Très Élevé	0.7538	98.42	2021	UNESCO	84.86	2021	UNESCO	13.87	2020	UNESCO	11.4	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8145
Burkina Faso	ICH Faible	0.1668	34.49	2022	UNESCO	47.93	2022	UNESCO	8.09	2022	UNESCO	2.1	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2895

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Burundi	ICH moyen	0.3965	75.54	2022	UNESCO	66.9	2018	UNESCO	10.25	2018	UNESCO	3.1	2021	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2480
Cap-Vert	ICH Élevé	0.5694	91	2022	UNESCO	69.17	2018	UNESCO	11.86	2018	UNESCO	6.3	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6238
Cambodie	ICH Élevé	0.5149	83.78	2022	UNESCO	65.72	2021	UNESCO	12.1	2021	UNDP	5.1	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5754
Cameroon	ICH Élevé	0.5193	78.23	2020	UNESCO	71.64	2016	UNESCO	13.1	2021	UNDP	6.2	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4294
Canada	ICH Très Élevé	0.8725	99	2014	UNESCO	94.8	2021	UNESCO	15.96	2021	UNESCO	13.8	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8452
Republique du Centre-Afrique	ICH Faible	0.1713	37.49	2020	UNESCO	42.18	2012	UNESCO	8	2021	UNDP	4.3	2021	UNDP	0	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.0947
Tchad	ICH Faible	0.1488	27.28	2022	UNESCO	46.66	2015	UNESCO	8	2021	UNDP	2.6	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.1785
Chili	ICH Très Élevé	0.8413	97.16	2022	UNESCO	100.9	2021	UNESCO	16.91	2022	UNESCO	10.9	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8827
Chine	ICH Très Élevé	0.7902	97.15	2020	UNESCO	89.96	2022	UNESCO	14.2	2021	UNDP	7.6	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8718
Colombie	ICH Très Élevé	0.7793	95.64	2020	UNESCO	89.64	2021	UNESCO	14.44	2021	UNESCO	8.9	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7793
Comores	ICH moyen	0.3992	61.71	2022	UNESCO	65.29	2014	UNESCO	11.9	2021	UNDP	5.1	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2586
Congo	ICH moyen	0.4637	80.61	2021	UNESCO	64.46	2012	UNESCO	12.3	2021	UNDP	6.2	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3391
Costa Rica	ICH Très Élevé	0.7877	98.04	2021	UNESCO	100.12	2019	UNESCO	15.84	2019	UNESCO	8.8	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8009
Côte d'Ivoire	ICH moyen	0.4848	89.89	2019	UNESCO	59.62	2020	UNESCO	10.1	2020	UNESCO	5.2	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8818
Croatie	ICH Très Élevé	0.8538	99.45	2021	UNESCO	91.61	2021	UNESCO	15.57	2021	UNESCO	12.2	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4921
Cuba	ICH Très Élevé	0.7148	99.67	2021	UNESCO	84.66	2021	UNESCO	14.47	2021	UNESCO	12.5	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8619
Chypre	ICH Très Élevé	0.8698	99.36	2021	UNESCO	99.37	2021	UNESCO	16.24	2021	UNESCO	12.4	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8239
République tchèque	ICH Très Élevé	0.8508	99	2014	UNESCO	93.23	2021	UNESCO	16.35	2021	UNESCO	12.9	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5587
République Populaire Démocratique de Corée	ICH moyen	0.4924	100	2008	UNESCO	70.75	2015	UNESCO	10.8	2021	UNDP	5.47	2017	UNDP	0	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2320
République Démocratique du Congo	ICH moyen	0.4487	80.54	2022	UNESCO	61.9	2013	UNESCO	9.8	2021	UNDP	7.02	2021	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2715
Denmark	ICH Très Élevé	0.9584	99	2014	UNESCO	105.94	2021	UNESCO	18.77	2021	UNESCO	13	2021	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9847
Djibouti	ICH moyen	0.28	70.3	2014	UNESCO	38.32	2011	UNESCO	7.4	2021	UNDP	4.1	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2911
Dominique	ICH Élevé	0.5781	88	2014	UNESCO	73	2014	UNESCO	13	2021	UNDP	8.1	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5445
République dominicaine	ICH Élevé	0.7189	95.5	2022	UNESCO	78.17	2021	UNESCO	13.57	2021	UNESCO	9.3	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7013
Équateur	ICH Très Élevé	0.7715	93.95	2022	UNESCO	86.8	2020	UNESCO	14.86	2020	UNESCO	8.8	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7800
Egypte	ICH Élevé	0.615	74.5	2022	UNESCO	78.32	2020	UNESCO	12.91	2020	UNESCO	9.6	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6699

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Le Salvador	ICH Élevé	0.5348	89.98	2020	UNESCO	66.25	2018	UNESCO	12.6	2021	UNDP	7.2	2021	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5988
Guinée équatoriale	ICH moyen	0.4102	94.37	2010	UNESCO	44.55	2000	UNESCO	9.7	2021	UNDP	5.9	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2855
Eritrie	ICH moyen	0.3324	76.57	2018	UNESCO	49.14	2015	UNESCO	8.1	2021	UNDP	4.9	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.1576
Estonie	ICH Très Élevé	0.9497	99.87	2021	UNESCO	98.85	2021	UNESCO	15.94	2021	UNESCO	13.5	2021	UNDP	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9727
Eswatini	ICH Élevé	0.5836	89.28	2020	UNESCO	76.22	2013	UNESCO	13.7	2021	UNDP	5.6	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6081
Ethiopie	ICH moyen	0.3254	51.77	2017	UNESCO	54.53	2012	UNESCO	9.7	2021	UNDP	3.2	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3111
Fidji	ICH Élevé	0.7413	99.08	2017	UNESCO	77.9	2004	UNESCO	14.7	2021	UNDP	10.9	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6754
Finlande	ICH Très Élevé	0.9836	99	2014	UNESCO	117.54	2021	UNESCO	19.23	2021	UNESCO	12.9	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9575
France	ICH Très Élevé	0.8565	99	2014	UNESCO	93.86	2021	UNESCO	15.99	2021	UNESCO	11.6	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8744
Gabon	ICH Élevé	0.5772	85.69	2022	UNESCO	74.93	2001	UNESCO	13	2021	UNDP	9.4	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5741
Gambie	ICH moyen	0.2823	58.67	2022	UNESCO	50.65	2010	UNESCO	9.4	2021	UNDP	4.6	2021	UNDP	0	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2552
Géorgie	ICH Très Élevé	0.8654	99.57	2022	UNESCO	99.6	2022	UNESCO	16.73	2022	UNESCO	12.8	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7792
Allemagne	ICH Très Élevé	0.9672	99	2014	UNESCO	98.35	2021	UNESCO	17.34	2021	UNESCO	14.1	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9382
Ghana	ICH Élevé	0.5586	80.38	2020	UNESCO	70.27	2021	UNESCO	11.59	2021	UNESCO	8.3	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6317
Grèce	ICH Très Élevé	0.9219	97.94	2018	UNESCO	120.52	2021	UNESCO	20.03	2021	UNESCO	11.4	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8674
Grenade	ICH Très Élevé	0.755	98.6	2014	UNESCO	99.83	2018	UNESCO	16.59	2018	UNDP	9	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6458
Guatemala	ICH moyen	0.4834	84.27	2022	UNESCO	61.66	2020	UNESCO	10.79	2019	UNESCO	5.7	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5738
Guinée	ICH moyen	0.2887	45.33	2021	UNESCO	52.84	2021	UNESCO	9.8	2021	UNDP	2.2	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4006
Guinée-Bissau	ICH moyen	0.3077	53.9	2022	UNESCO	62.98	2006	UNESCO	10.6	2021	UNDP	3.6	2021	UNDP	0	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3083
Guyana	ICH Élevé	0.5933	90.03	2022	UNESCO	73.01	2012	UNESCO	12.5	2021	UNDP	8.6	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5443
Haiti	ICH moyen	0.2883	61.69	2016	UNESCO	39.4	2014	UNESCO	9.7	2021	UNDP	5.6	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2116
Honduras	ICH Élevé	0.5182	88.51	2019	UNESCO	62.61	2019	UNESCO	10.1	2021	UNDP	7.1	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4856
Hongrie	ICH Très Élevé	0.8703	99.1	2021	UNESCO	90.3	2021	UNESCO	15.07	2021	UNESCO	12.2	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8043
Islande	ICH Très Élevé	0.9953	99	2014	UNESCO	102.62	2021	UNESCO	19.11	2021	UNESCO	13.8	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9671
Inde	ICH Élevé	0.6149	76.33	2022	UNESCO	73.2	2022	UNESCO	12.96	2022	UNESCO	6.7	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6678
Indonésie	ICH Élevé	0.7293	96	2020	UNESCO	83.77	2022	UNESCO	13.79	2018	UNESCO	8.6	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7991
Iran (République islamique)	ICH Élevé	0.6932	88.99	2022	UNESCO	86.09	2020	UNESCO	14.12	2020	UNESCO	10.6	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5564
Iraq	ICH moyen	0.4967	85.6	2017	UNESCO	63.14	2004	UNESCO	12.1	2021	UNESCO	7.9	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4572
Irlande	ICH Très Élevé	0.9046	99.2	2015	UNESCO	107.32	2021	UNESCO	19.13	2021	UNESCO	11.6	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9138
Israël	ICH Très Élevé	0.8739	97.76	2011	UNESCO	87.29	2021	UNESCO	15.03	2021	UNESCO	13.3	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9014
Italie	ICH Très Élevé	0.8426	99.35	2019	UNESCO	93.14	2021	UNESCO	16.66	2021	UNESCO	10.7	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8356

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Jamaïque	ICH Élevé	0.706	88.1	2014	UNESCO	79.03	2005	UNESCO	13.4	2021	UNDP	9.2	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6678
Japan	ICH Très Élevé	0.9117	99	2014	UNESCO	89.58	2020	UNESCO	15.46	2020	UNESCO	13.4	2021	UNESCO	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9351
Jordanie	ICH Élevé	0.6458	98.41	2021	UNESCO	63.59	2020	UNESCO	10.6	2021	UNDP	10.4	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6849
Kazakhstan	ICH Très Élevé	0.8403	99.78	2018	UNESCO	93.58	2020	UNESCO	14.82	2020	UNESCO	12.3	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9009
Kenya	ICH Élevé	0.5271	82.88	2022	UNESCO	63.34	2009	UNESCO	10.7	2021	UNDP	6.7	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6314
Kiribati	ICH Élevé	0.6269	93	2014	UNESCO	71.85	2008	UNESCO	11.8	2021	UNDP	8	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4572
Kuwait	ICH Élevé	0.7083	96.46	2020	UNESCO	88.11	2015	UNESCO	15.3	2021	UNDP	7.3	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7812
Kirghizistan	ICH Élevé	0.7061	99.59	2018	UNESCO	85.47	2020	UNESCO	12.99	2021	UNESCO	11.4	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7316
Laos République démocratique populaire	ICH moyen	0.4608	87.52	2022	UNESCO	58.83	2021	UNESCO	10.19	2020	UNESCO	5.4	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4404
Lettonie	ICH Très Élevé	0.8805	99.89	2021	UNESCO	101.36	2021	UNESCO	16.48	2022	UNESCO	13.3	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8852
Liban	ICH Élevé	0.5433	95.03	2019	UNESCO	63.43	2015	UNESCO	11.3	2021	UNDP	8.7	2021	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5449
Lesotho	ICH moyen	0.4862	82.01	2022	UNESCO	67.12	2017	UNESCO	11.33	2017	UNESCO	6	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4123
Libéria	ICH moyen	0.3669	48.3	2017	UNESCO	65.41	2000	UNESCO	10.4	2021	UNDP	5.1	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2513
Libye	ICH Élevé	0.5951	86.1	2004	UNESCO	90.88	2003	UNESCO	12.9	2021	UNDP	7.6	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5466
Liechtenstein	ICH Très Élevé	0.8263	99	2014	UNESCO	91.62	2021	UNESCO	15.41	2021	UNESCO	12.5	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8528
Lithuania	ICH Très Élevé	0.8861	99.83	2021	UNESCO	97.91	2021	UNESCO	16.4	2021	UNESCO	13.5	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9110
Luxembourg	ICH Très Élevé	0.7955	99	2014	UNESCO	78.38	2021	UNESCO	14.2	2021	UNESCO	13	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8466
Madagascar	ICH moyen	0.4141	77.48	2022	UNESCO	58.57	2019	UNESCO	9.37	2019	UNESCO	5.1	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3235
Malawi	ICH moyen	0.4749	68.08	2022	UNESCO	70.63	2011	UNESCO	12.7	2021	UNDP	4.5	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3753
Malaysia	ICH Élevé	0.7192	94.97	2019	UNESCO	75.4	2022	UNESCO	12.93	2021	UNESCO	10.6	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8111
Maldives	ICH Élevé	0.613	97.86	2021	UNESCO	70.61	2019	UNESCO	12.17	2019	UNESCO	7.3	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6745
Mali	ICH Faible	0.125	30.76	2020	UNESCO	48.11	2017	UNESCO	7.12	2017	UNESCO	2.3	2021	UNDP	0	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3005
Malte	ICH Très Élevé	0.8162	94.94	2021	UNESCO	91.56	2021	UNESCO	15.86	2021	UNESCO	12.2	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8886
Îles Marshall	ICH Très Élevé	0.7836	98.27	2011	UNESCO	97.79	2022	UNESCO	16.39	2022	UNESCO	10.9	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4823
Mauritanie	ICH moyen	0.2961	66.96	2021	UNESCO	49.7	2020	UNESCO	8.05	2020	UNESCO	4.9	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3491
Mauritius	ICH Élevé	0.7456	92.15	2021	UNESCO	79.25	2020	UNESCO	14.61	2020	UNESCO	10.4	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7506
Mexique	ICH Très Élevé	0.7603	95.25	2020	UNESCO	84.79	2021	UNESCO	14.51	2021	UNESCO	9.2	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7850
Micronésie (États fédérés de)	ICH Élevé	0.5735	94	2014	UNESCO	75.28	2004	UNESCO	11.5	2021	UNDP	7.8	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3235
Monaco	ICH Très Élevé	0.7515	99	2014	UNESCO	99	2014	UNESCO	11.8	2015	UNDP	11.27	2017	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7175
Mongolie	ICH Très Élevé	0.7775	99.18	2020	UNESCO	89.95	2022	UNESCO	15	2021	UNDP	9.4	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8457

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)		Taux brut de scolarisation		Année de scolarisation prévue		Année moyenne de scolarisation		Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024					
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année			Source				
Monténégro	ICH Élevé	0.719	98.98	2021	UNESCO	83.76	2022	UNESCO	14.08	2022	UNDP	12.2	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7211	
Maroc	ICH Élevé	0.6078	77.35	2022	UNESCO	86.69	2022	UNESCO	14.59	2022	UNESCO	5.9	2021	UNDP	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6841
Mozambique	ICH moyen	0.3952	59.78	2020	UNESCO	67.2	2019	UNESCO	10.36	2017	UNDP	3.2	2021	UNDP	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2848
Birmanie	ICH Élevé	0.5081	89.07	2019	UNESCO	71.53	2019	UNESCO	11.5	2018	UNESCO	6.4	2021	UNDP	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5001
Namibia	ICH Élevé	0.5738	92.25	2021	UNESCO	71.31	2006	UNESCO	11.9	2021	UNDP	7.2	2021	UNDP	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6007
Nauru	ICH Élevé	0.5061	92	2014	UNESCO	59.59	2008	UNESCO	11.7	2021	UNDP	7.12	2017	UNDP	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4454
Népal	ICH Élevé	0.521	71.15	2021	UNESCO	71.64	2022	UNESCO	12.64	2020	UNESCO	5.1	2021	UNDP	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5781
Pays-Bas	ICH Très Élevé	0.9688	99	2014	UNESCO	103.75	2021	UNESCO	18.58	2021	UNESCO	12.6	2021	UNDP	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9538
Nouvelle-Zélande	ICH Très Élevé	0.9615	99	2014	UNESCO	112.05	2021	UNESCO	19.68	2021	UNESCO	12.9	2021	UNDP	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9265
Nicaragua	ICH Élevé	0.561	82.61	2015	UNESCO	69.69	2002	UNESCO	12.6	2021	UNDP	7.1	2021	UNDP	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5318
Niger	ICH Faible	0.1685	38.1	2022	UNESCO	41.04	2017	UNESCO	6.33	2017	UNDP	2.1	2021	UNDP	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2116
Nigéria	ICH moyen	0.4236	62.02	2018	UNESCO	56.06	2011	UNESCO	11.2	2021	UNDP	7.2	2021	UNDP	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4815
Macédoine du Nord	ICH Élevé	0.7023	98.36	2020	UNESCO	71.25	2021	UNESCO	13	2021	UNESCO	10.2	2021	UNDP	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7070
Norvège	ICH Très Élevé	0.9175	99	2014	UNESCO	105.35	2021	UNESCO	18.64	2021	UNESCO	13	2021	UNDP	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9315
Oman	ICH Très Élevé	0.7977	97.34	2022	UNESCO	80.91	2021	UNESCO	12.96	2021	UNESCO	11.7	2021	UNDP	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8576
Pakistan	ICH moyen	0.35	58	2019	UNESCO	47.81	2021	UNESCO	7.64	2019	UNESCO	4.5	2021	UNDP	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5096
Palaos	ICH Très Élevé	0.752	96.59	2015	UNESCO	93.42	2013	UNESCO	15.8	2021	UNDP	12.5	2021	UNDP	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5072
Panama	ICH Élevé	0.6866	95.74	2019	UNESCO	76.43	2016	UNESCO	13.1	2021	UNDP	10.5	2021	UNDP	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7298
Papouasie-Nouvelle-Guinée	ICH moyen	0.3984	61.6	2010	UNESCO	78.93	2012	UNESCO	10.4	2021	UNDP	4.7	2021	UNDP	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3076
Paraguay	ICH Élevé	0.7093	94.54	2020	UNESCO	70.77	2010	UNESCO	13	2021	UNDP	8.9	2021	UNDP	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.7251
Pérou	ICH Élevé	0.7469	94.5	2020	UNESCO	90.82	2017	UNESCO	14.5	2017	UNESCO	9.9	2021	UNDP	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8070
Philippines	ICH Élevé	0.7256	96.28	2019	UNESCO	75.41	2021	UNESCO	12.78	2020	UNESCO	9	2021	UNDP	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7621
Pologne	ICH Très Élevé	0.8304	99.8	2021	UNESCO	96.22	2021	UNESCO	15.93	2021	UNESCO	13.2	2021	UNDP	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8648
Portugal	ICH Très Élevé	0.8389	96.78	2021	UNESCO	99.33	2021	UNESCO	16.82	2021	UNESCO	9.6	2021	UNDP	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8415
Qatar	ICH Élevé	0.7114	93.46	2017	UNESCO	75.51	2020	UNESCO	13.26	2020	UNESCO	10	2021	UNDP	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8244
République de Corée	ICH Très Élevé	0.912	98.8	2018	UNESCO	99.06	2021	UNESCO	16.51	2021	UNESCO	12.5	2021	UNDP	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9679
République de Moldavie	ICH Très Élevé	0.7776	99.6	2021	UNESCO	90.99	2022	UNESCO	14.91	2022	UNESCO	11.8	2021	UNDP	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7719
Roumanie	ICH Élevé	0.7439	98.9	2021	UNESCO	81.33	2021	UNESCO	14.51	2021	UNESCO	11.3	2021	UNDP	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7636

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Fédération de Russie	ICH Très Élevé	0.8319	99.93	2021	UNESCO	97.61	2019	UNESCO	15.52	2019	UNESCO	12.8	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8532
Rwanda	ICH Élevé	0.5467	75.9	2021	UNESCO	68.55	2022	UNESCO	11.38	2022	UNESCO	4.4	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5799
Saint Kitts et Nevis	ICH Élevé	0.7202	97.8	2014	UNESCO	100	2015	UNESCO	15.4	2021	UNDP	8.7	2021	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6305
Saint Lucia	ICH Élevé	0.6037	94.8	2014	UNESCO	71.29	2022	UNESCO	12.73	2022	UNESCO	8.5	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5255
Saint-Vincent et les Grenadines	ICH Élevé	0.6956	88.1	2014	UNESCO	83.56	2015	UNESCO	14.7	2021	UNDP	10.8	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5876
Samoa	ICH Élevé	0.6453	99.1	2021	UNESCO	71.33	2000	UNESCO	12.4	2021	UNDP	11.4	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4899
Saint Marin	ICH Élevé	0.6587	99.92	2018	UNESCO	68.16	2022	UNESCO	12.4	2022	UNESCO	10.8	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6551
Sao Tomé et Príncipe	ICH Élevé	0.5928	93.75	2022	UNESCO	76.9	2015	UNESCO	13.4	2021	UNDP	6.2	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4308
Arabie-Saoudite	ICH Très Élevé	0.9067	97.59	2020	UNESCO	96.81	2020	UNESCO	16.1	2021	UNDP	11.3	2021	UNDP	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9602
Sénégal	ICH moyen	0.338	57.67	2022	UNESCO	54.37	2022	UNESCO	9.14	2022	UNESCO	2.9	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5162
Sérbie	ICH Très Élevé	0.8094	99.48	2019	UNESCO	86.19	2022	UNESCO	14.5	2022	UNDP	11.4	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8618
Seychelles	ICH Élevé	0.6769	96.2	2020	UNESCO	79.47	2022	UNESCO	13.89	2022	UNESCO	10.3	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6773
Sierra Leone	ICH moyen	0.2718	48.64	2022	UNESCO	41.15	2001	UNESCO	9.8	2021	UNDP	4.6	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3042
Singapour	ICH Très Élevé	0.9362	97.13	2020	UNESCO	118.1	2021	UNESCO	16.9	2021	UNESCO	11.9	2021	UNDP	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9691
Slovaquie	ICH Très Élevé	0.7982	99.6	2015	UNESCO	83.21	2021	UNESCO	14.72	2021	UNESCO	12.9	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8021
Slovenie	ICH Très Élevé	0.853	99.7	2014	UNESCO	98.18	2021	UNESCO	17.41	2021	UNESCO	12.8	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8759
Îles Salomon	ICH moyen	0.4262	76.6	2009	UNESCO	55.39	2007	UNESCO	10.3	2021	UNDP	5.7	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3681
Somalie	ICH Faible	0	41.03	2022	UNESCO	17	2014	UNESCO	2.4	2013	UNDP	0.97	---	UNDP	0.1667	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.1468
Afrique du Sud	ICH Très Élevé	0.8026	90	2021	UNESCO	84.35	2021	UNESCO	14.26	2021	UNDP	11.4	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8616
Sud Soudan	ICH Faible	0.1521	34.52	2018	UNESCO	38	2014	UNESCO	5.5	2021	UNDP	5.7	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.1191
Espagne	ICH Très Élevé	0.8961	98.59	2020	UNESCO	106.95	2021	UNESCO	17.81	2021	UNESCO	10.6	2021	UNDP	0.7778	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9206
Sri Lanka	ICH Élevé	0.657	92.43	2021	UNESCO	75.34	2021	UNESCO	13.58	2018	UNESCO	10.8	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6667
Soudan	ICH moyen	0.2593	60.7	2018	UNESCO	49.69	2015	UNESCO	7.9	2021	UNDP	3.8	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.2759
Suriname	ICH Élevé	0.5568	95	2021	UNESCO	60.85	2021	UNESCO	10.96	2021	UNDP	9.8	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6365
Suède	ICH Très Élevé	0.9275	99	2014	UNESCO	117.47	2021	UNESCO	19.04	2021	UNESCO	12.6	2021	UNDP	0.6667	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9326
Suisse	ICH Très Élevé	0.9026	99	2014	UNESCO	94.6	2021	UNESCO	16.58	2021	UNESCO	13.9	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9003
Syrien République arabe	ICH moyen	0.4169	86.3	2014	UNESCO	55.11	2013	UNESCO	9.2	2021	UNDP	5.1	2021	UNDP	0.2222	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3888
Tadjikistan	ICH Élevé	0.6531	99.8	2014	UNESCO	70.93	2013	UNESCO	11.7	2021	UNDP	11.3	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5606
Thaïlande	ICH Très Élevé	0.8032	94.1	2021	UNESCO	87.5	2023	UNESCO	15.58	2020	UNDP	8.7	2021	UNDP	0.8889	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8351
Timor-Leste	ICH Élevé	0.5104	69.9	2020	UNESCO	77.01	2010	UNESCO	12.6	2021	UNDP	5.4	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4020

Tableau 10 (suite)

Pays	Groupe ICH	ICH 2024	Alphabétisation des adultes (%)			Taux brut de scolarisation			Année de scolarisation prévue			Année moyenne de scolarisation			Littératie en e-gouvernement			Group IDEG	IDEG 2024
			Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source	Valeur index	Année	Source		
Togo	ICH moyen	0.4813	66.54	2019	UNESCO	75.88	2017	UNESCO	12.57	2017	UNESCO	5	2021	UNDP	0.2778	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.3920
Tonga	ICH Élevé	0.7488	99.4	2021	UNESCO	92.6	2020	UNESCO	16.29	2020	UNESCO	11.4	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5164
Trinité-et-Tobago	ICH Élevé	0.7174	98.7	2010	UNESCO	67.3	2004	UNESCO	14.5	2021	UNDP	11.6	2021	UNDP	0.5	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6973
Tunisie	ICH Élevé	0.6497	83.56	2022	UNESCO	82.74	2016	UNESCO	15.4	2021	UNDP	7.4	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.6935
Turkiye	ICH Très Élevé	0.9192	96.74	2019	UNESCO	114.9	2021	UNESCO	19.68	2021	UNESCO	8.6	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8913
Turkménistan	ICH Élevé	0.6614	99.7	2014	UNESCO	82.46	2022	UNESCO	13.24	2022	UNESCO	11.3	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4757
Tuvalu	ICH Élevé	0.5463	98	2014	UNESCO	65.37	2001	UNESCO	9.4	2021	UNDP	10.6	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4042
Ouganda	ICH Élevé	0.5023	80.59	2022	UNESCO	68.94	2004	UNESCO	10.1	2021	UNDP	5.7	2021	UNDP	0.4444	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4464
Ukraine	ICH Très Élevé	0.824	100	2021	UNESCO	85.22	2021	UNESCO	13.33	2021	UNESCO	11.1	2021	UNDP	0.9444	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.8841
Emirats Arabes Unis	ICH Très Élevé	0.9436	98.29	2022	UNESCO	95.49	2020	UNESCO	17.21	2020	UNESCO	12.7	2021	UNDP	1	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9533
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord	ICH Très Élevé	0.945	99	2014	UNESCO	99.47	2021	UNESCO	17.63	2021	UNESCO	13.4	2021	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9577
République-Unie de Tanzanie	ICH moyen	0.4399	82.02	2022	UNESCO	53.69	2021	UNESCO	8.59	2021	UNESCO	6.4	2021	UNDP	0.3889	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4327
États-Unis d'Amérique	ICH Très Élevé	0.8842	99	2014	UNESCO	96.96	2021	UNESCO	16.41	2021	UNESCO	13.7	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9194
Uruguay	ICH Très Élevé	0.8749	98.77	2019	UNESCO	101.98	2021	UNESCO	17.35	2021	UNESCO	9	2021	UNDP	0.8333	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.9006
Ouzbékistan	ICH Très Élevé	0.758	100	2022	UNESCO	78.88	2023	UNESCO	11.99	2021	UNESCO	11.9	2021	UNDP	0.7222	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7999
Vanuatu	ICH Élevé	0.5347	89.1	2021	UNESCO	63.5	2004	UNESCO	11.5	2021	UNDP	7.1	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5427
Venezuela (République bolivarienne du)	ICH Élevé	0.7115	96.6	2022	UNESCO	89.57	2009	UNESCO	12.8	2021	UNDP	11.1	2021	UNDP	0.3333	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5360
Viet Nam	ICH Élevé	0.7267	95.75	2019	UNESCO	91.9	2022	UNESCO	13	2021	UNDP	8.4	2021	UNDP	0.6111	2024	UN-DESA	IDEG très élevé	0.7709
Yemen	ICH moyen	0.267	54.1	2004	UNESCO	55.52	2011	UNESCO	9.1	2021	UNDP	3.2	2021	UNDP	0.0556	2024	UN-DESA	IDEG faible	0.2317
Zambie	ICH Élevé	0.6225	87.5	2020	UNESCO	85	---	UNESCO	10.9	2021	UNDP	7.2	2021	UNDP	0.5556	2024	UN-DESA	IDEG élevé	0.5424
Zimbabwe	ICH Élevé	0.5395	89.85	2022	UNESCO	66.25	2013	UNESCO	12.1	2021	UNDP	8.7	2021	UNDP	0.1111	2024	UN-DESA	IDEG moyen	0.4481

Tableau 11 Indice des infrastructures de télécommunications (IIT) et ses composantes

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Afghanistan	IIT faible	0.2167	55.51	17.60	20.39	14.96	55.51	IDEG faible	0.2083
Albanie	IIT Très Élevé	0.7750	97.89	82.61	1.45	1.27	75.30	IDEG très élevé	0.8000
Algérie	IIT Très Élevé	0.8129	109.17	71.24	2.42	3.87	99.68	IDEG élevé	0.5956
Andorre	IIT Très Élevé	0.9231	120.00	94.49	1.10	2.30	95.21	IDEG élevé	0.6893
Angola	IIT moyen	0.3724	66.69	39.29	4.49	12.18	26.27	IDEG moyen	0.4149
Antigua et Barbuda	IIT Très Élevé	0.7943	120.00	91.41	3.02	4.83	51.50	IDEG élevé	0.6428
Argentine	IIT Très Élevé	0.8425	120.00	88.38	1.00	5.66	72.90	IDEG très élevé	0.8573
Arménie	IIT Très Élevé	0.8782	120.00	77.03	1.00	4.20	102.05	IDEG très élevé	0.8422
Australie	IIT Très Élevé	0.9509	109.56	94.88	1.00	1.21	120.00	IDEG très élevé	0.9577
Austrie	IIT Très Élevé	0.9810	120.00	93.61	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9065
Azerbaïdjan	IIT Très Élevé	0.8203	107.00	88.20	1.81	1.75	77.11	IDEG très élevé	0.7607
Bahamas	IIT Très Élevé	0.8652	98.54	94.41	1.09	1.58	98.54	IDEG élevé	0.7143
Bahreïn	IIT Très Élevé	0.9877	120.00	100.00	1.70	2.96	120.00	IDEG très élevé	0.9196
Bangladesh	IIT Élevé	0.6501	108.71	44.50	1.40	1.54	55.92	IDEG élevé	0.6570
Barbados	IIT Très Élevé	0.7624	114.86	76.21	3.59	3.56	64.81	IDEG élevé	0.6815
Biélorussie	IIT Très Élevé	0.9156	120.00	89.51	1.57	1.00	97.76	IDEG élevé	0.7445
Belgique	IIT Très Élevé	0.8698	102.00	94.01	1.00	1.00	94.89	IDEG très élevé	0.8121
Belize	IIT Élevé	0.5292	66.00	70.35	3.85	6.98	44.20	IDEG moyen	0.4872
Bénin	IIT moyen	0.4817	108.97	33.76	12.55	22.96	67.22	IDEG moyen	0.4578
Bhoutan	IIT Très Élevé	0.8169	94.89	86.84	2.19	2.87	98.01	IDEG élevé	0.6511
Bolivie	IIT Élevé	0.7089	99.60	73.28	7.36	8.30	86.70	IDEG élevé	0.6651

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'Internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Bosnie et Herzégovine	IIT Très Élevé	0.7763	117.89	83.38	2.33	10.09	64.89	IDEG élevé	0.6329
Botswana	IIT Très Élevé	0.8649	120.00	77.33	3.19	7.39	108.16	IDEG élevé	0.6118
Brésil	IIT Très Élevé	0.8069	98.89	80.53	1.00	3.05	93.06	IDEG très élevé	0.8403
Brunei Darussalam	IIT Très Élevé	0.9868	117.76	99.00	1.00	1.20	118.82	IDEG très élevé	0.7554
Bulgarie	IIT Très Élevé	0.9171	117.44	79.13	1.00	1.52	115.59	IDEG très élevé	0.8145
Burkina Faso	IIT moyen	0.3640	112.00	19.92	18.29	31.07	60.90	IDEG moyen	0.2895
Burundi	IIT faible	0.0330	58.14	11.28	20.39	32.12	8.33	IDEG faible	0.2480
Cap-Vert	IIT Élevé	0.6128	99.23	72.10	20.12	2.85	74.59	IDEG élevé	0.6238
Cambodie	IIT Très Élevé	0.7609	116.33	56.73	3.10	11.61	101.97	IDEG élevé	0.5754
Cameroon	IIT moyen	0.3700	88.92	43.86	15.93	19.78	36.04	IDEG moyen	0.4294
Canada	IIT Très Élevé	0.8078	92.11	94.00	1.00	1.05	81.04	IDEG très élevé	0.8452
Republique du Centre-Afrique	IIT faible	0.0000	33.60	7.51	20.39	16.43	5.22	IDEG faible	0.0947
Tchad	IIT faible	0.1194	68.14	12.18	20.39	16.43	3.40	IDEG faible	0.1785
Chili	IIT Très Élevé	0.9455	120.00	90.68	1.00	1.83	109.48	IDEG très élevé	0.8827
Chine	IIT Très Élevé	0.8995	120.00	75.61	1.00	1.00	107.84	IDEG très élevé	0.8718
Colombie	IIT Très Élevé	0.8065	120.00	72.80	1.50	3.80	76.17	IDEG très élevé	0.7793
Comores	IIT moyen	0.3537	100.24	16.40	14.09	29.15	61.53	IDEG moyen	0.2586
Congo	IIT moyen	0.2776	94.64	36.25	15.64	30.96	15.80	IDEG moyen	0.3391
Costa Rica	IIT Très Élevé	0.8933	120.00	82.60	1.00	1.64	96.55	IDEG très élevé	0.8009
Croatie	IIT Élevé	0.6693	120.00	38.41	5.88	12.98	91.38	IDEG très élevé	0.8818
Cuba	IIT Très Élevé	0.9180	111.17	82.07	1.00	1.00	120.00	IDEG moyen	0.4921
Chypre	IIT Élevé	0.5318	67.78	73.22	5.03	6.79	42.20	IDEG très élevé	0.8619

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
République tchèque	IIT Très Élevé	0.8941	120.00	89.60	1.00	1.00	86.10	IDEG très élevé	0.8239
Côte d'Ivoire	IIT Très Élevé	0.9204	120.00	84.54	1.00	1.00	105.03	IDEG élevé	0.5587
République Populaire Démocratique de Corée	IIT faible	0.1745	23.10	0.00	1.29	1.07	23.10	IDEG faible	0.2320
République Démocratique du Congo	IIT faible	0.1591	50.34	27.24	20.39	16.43	26.19	IDEG moyen	0.2715
Denmark	IIT Très Élevé	0.9966	120.00	98.78	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9847
Djibouti	IIT moyen	0.3840	47.46	65.03	10.36	8.77	35.61	IDEG moyen	0.2911
Dominique	IIT Élevé	0.6757	85.90	83.38	5.86	5.57	67.80	IDEG élevé	0.5445
République dominicaine	IIT Élevé	0.7444	90.39	89.03	3.32	2.66	71.64	IDEG élevé	0.7013
Équateur	IIT Élevé	0.6833	97.17	72.69	2.97	4.74	59.43	IDEG très élevé	0.7800
Egypte	IIT Élevé	0.6946	92.01	72.20	1.60	2.79	64.83	IDEG élevé	0.6699
Le Salvador	IIT Très Élevé	0.7526	120.00	62.89	2.90	6.67	74.85	IDEG élevé	0.5988
Guinée équatoriale	IIT moyen	0.2532	53.34	66.82	19.50	12.86	0.89	IDEG moyen	0.2855
Eritrie	IIT faible	0.1405	49.70	26.59	12.87	32.12	25.00	IDEG faible	0.1576
Estonie	IIT Très Élevé	0.9731	120.00	91.02	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9727
Eswatini	IIT Très Élevé	0.7851	120.00	58.25	4.65	13.37	113.53	IDEG élevé	0.6081
Ethiopie	IIT moyen	0.2659	57.89	19.38	4.92	16.34	26.91	IDEG moyen	0.3111
Fidji	IIT Très Élevé	0.7507	107.00	85.22	10.39	1.80	76.10	IDEG élevé	0.6754
Finlande	IIT Très Élevé	0.9791	120.00	93.00	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9575
France	IIT Très Élevé	0.9228	118.85	85.33	1.00	1.18	107.00	IDEG très élevé	0.8744
Gabon	IIT Très Élevé	0.8263	120.00	73.70	2.89	7.23	94.40	IDEG élevé	0.5741
Gambie	IIT moyen	0.3877	101.00	54.19	20.39	33.04	50.30	IDEG moyen	0.2552

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Géorgie	IIT Très Élevé	0.9071	120.00	78.71	1.17	2.35	110.00	IDEG très élevé	0.7792
Allemagne	IIT Très Élevé	0.9236	120.00	92.48	1.00	1.00	95.54	IDEG très élevé	0.9382
Ghana	IIT Élevé	0.7281	119.62	69.84	3.74	12.76	68.38	IDEG élevé	0.6317
Grèce	IIT Très Élevé	0.8657	109.32	83.17	1.35	1.88	100.10	IDEG très élevé	0.8674
Grenade	IIT Élevé	0.6767	81.10	79.90	5.17	4.89	76.60	IDEG élevé	0.6458
Guatemala	IIT Élevé	0.5843	115.18	54.40	3.12	6.26	17.00	IDEG élevé	0.5738
Guinée	IIT moyen	0.4323	102.00	33.92	9.32	11.29	23.40	IDEG moyen	0.4006
Guinée-Bissau	IIT moyen	0.4902	120.00	31.57	7.97	33.04	62.50	IDEG moyen	0.3083
Guyana	IIT Élevé	0.6942	106.00	85.32	3.46	3.65	33.80	IDEG élevé	0.5443
Haiti	IIT faible	0.2087	63.90	39.30	15.62	33.04	28.20	IDEG faible	0.2116
Honduras	IIT moyen	0.4799	76.08	59.71	9.45	12.76	49.78	IDEG moyen	0.4856
Hongrie	IIT Très Élevé	0.8282	103.00	89.14	1.11	1.00	81.59	IDEG très élevé	0.8043
Islande	IIT Très Élevé	0.9983	120.00	99.86	1.00	1.40	120.00	IDEG très élevé	0.9671
Inde	IIT Élevé	0.5700	80.65	48.08	1.11	2.80	56.36	IDEG élevé	0.6678
Indonésie	IIT Très Élevé	0.8645	120.00	66.48	1.71	6.13	116.00	IDEG très élevé	0.7991
Iran (République islamique)	IIT Très Élevé	0.8987	120.00	81.72	4.20	4.91	116.00	IDEG élevé	0.6564
Iraq	IIT Élevé	0.6874	98.18	78.72	2.55	2.54	46.18	IDEG moyen	0.4572
Irlande	IIT Très Élevé	0.9599	113.00	95.59	1.00	1.46	118.60	IDEG très élevé	0.9138
Israël	IIT Très Élevé	0.9763	120.00	92.09	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9014
Italie	IIT Très Élevé	0.9017	120.00	85.06	1.00	1.06	95.91	IDEG très élevé	0.8356
Jamaïque	IIT Élevé	0.7296	106.20	85.12	5.81	8.91	66.67	IDEG élevé	0.6678
Japan	IIT Très Élevé	0.9509	120.00	84.92	1.49	1.09	120.00	IDEG très élevé	0.9351
Jordanie	IIT Élevé	0.6499	67.57	90.50	3.54	6.71	67.57	IDEG élevé	0.6849

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Kazakhstan	IIT Très Élevé	0.9235	120.00	92.30	1.14	1.00	96.18	IDEG très élevé	0.9009
Kenya	IIT Élevé	0.5901	120.00	40.81	5.96	16.61	59.02	IDEG élevé	0.6314
Kiribati	IIT moyen	0.3544	48.83	54.42	15.05	8.34	48.42	IDEG moyen	0.4572
Kuwait	IIT Très Élevé	0.9988	120.00	99.75	1.00	1.18	120.00	IDEG très élevé	0.7812
Kirghizistan	IIT Très Élevé	0.8815	112.17	79.77	2.73	6.22	120.00	IDEG élevé	0.7316
Laos République démocratique populaire	IIT Élevé	0.5338	65.00	66.15	8.21	1.18	56.40	IDEG moyen	0.4404
Lettonie	IIT Très Élevé	0.9660	117.10	92.19	1.00	1.37	120.00	IDEG très élevé	0.8852
Liban	IIT Élevé	0.6425	76.70	90.05	15.38	1.03	77.80	IDEG élevé	0.5449
Lesotho	IIT moyen	0.4643	67.52	47.04	11.66	6.10	67.12	IDEG moyen	0.4123
Libéria	IIT faible	0.1238	31.80	30.13	20.39	28.61	54.99	IDEG moyen	0.2513
Libye	IIT Très Élevé	0.9639	120.00	88.43	1.20	1.00	120.00	IDEG élevé	0.5466
Liechtenstein	IIT Très Élevé	0.9906	120.00	96.80	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.8528
Lithuania	IIT Très Élevé	0.9631	120.00	87.72	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9110
Luxembourg	IIT Très Élevé	0.9888	120.00	99.35	1.00	1.00	115.65	IDEG très élevé	0.8466
Madagascar	IIT faible	0.1518	66.55	20.58	15.54	33.04	24.08	IDEG moyen	0.3235
Malawi	IIT faible	0.1886	60.13	27.66	14.91	33.04	38.34	IDEG moyen	0.3753
Malaysia	IIT Très Élevé	0.9862	120.00	97.40	1.05	2.48	120.00	IDEG très élevé	0.8111
Maldives	IIT Très Élevé	0.7886	120.00	83.91	2.54	2.54	53.61	IDEG élevé	0.6745
Mali	IIT moyen	0.4432	114.50	33.05	17.01	24.05	58.48	IDEG moyen	0.3005
Malte	IIT Très Élevé	0.9747	120.00	91.54	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.8886
Îles Marshall	IIT moyen	0.3047	38.00	73.22	7.90	11.87	0.00	IDEG moyen	0.4823
Mauritanie	IIT Élevé	0.5824	113.12	44.36	8.64	19.19	73.42	IDEG moyen	0.3491

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'Internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Mauritius	IIT Très Élevé	0.9159	120.00	75.50	1.38	1.42	117.33	IDEG très élevé	0.7506
Mexique	IIT Très Élevé	0.8310	107.00	78.63	1.22	2.13	94.01	IDEG très élevé	0.7850
Micronésie (États fédérés de)	IIT faible	0.1350	19.40	40.54	12.99	6.19	0.00	IDEG moyen	0.3235
Monaco	IIT Très Élevé	0.9171	106.82	98.38	1.00	1.00	103.40	IDEG élevé	0.7175
Mongolie	IIT Très Élevé	0.9374	120.00	83.91	1.88	1.71	117.61	IDEG très élevé	0.8457
Monténégro	IIT Très Élevé	0.9229	120.00	88.22	1.04	1.73	102.53	IDEG élevé	0.7211
Maroc	IIT Très Élevé	0.8827	120.00	90.65	2.29	3.84	88.64	IDEG élevé	0.6841
Mozambique	IIT faible	0.0632	45.38	21.21	18.70	33.04	23.16	IDEG moyen	0.2848
Birmanie	IIT Élevé	0.6662	106.70	48.10	4.93	15.33	97.09	IDEG élevé	0.5001
Namibia	IIT Élevé	0.7288	113.20	62.22	2.57	8.70	77.41	IDEG élevé	0.6007
Nauru	IIT Élevé	0.5863	79.90	82.67	1.49	10.29	32.00	IDEG moyen	0.4454
Népal	IIT Très Élevé	0.7653	120.00	49.56	3.00	1.06	89.05	IDEG élevé	0.5781
Pays-Bas	IIT Très Élevé	0.9715	118.07	92.52	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9538
Nouvelle-Zélande	IIT Très Élevé	0.8728	115.00	95.73	1.00	12.53	96.18	IDEG très élevé	0.9265
Nicaragua	IIT Élevé	0.5851	101.01	61.05	6.06	20.75	64.00	IDEG élevé	0.5318
Niger	IIT faible	0.1578	56.40	16.94	12.17	28.61	28.00	IDEG faible	0.2116
Nigéria	IIT moyen	0.4836	102.00	35.46	3.54	19.33	41.36	IDEG moyen	0.4815
Macédoine du Nord	IIT Très Élevé	0.7546	97.83	84.23	2.16	3.23	69.66	IDEG élevé	0.7070
Norvège	IIT Très Élevé	0.9654	112.12	99.00	1.00	1.12	117.06	IDEG très élevé	0.9315
Oman	IIT Très Élevé	0.9674	120.00	97.85	1.99	3.66	115.91	IDEG très élevé	0.8576
Pakistan	IIT moyen	0.4745	81.75	32.95	1.51	12.72	51.54	IDEG élevé	0.5096
Palaos	IIT moyen	0.4910	120.00	27.00	2.08	5.00	0.00	IDEG élevé	0.5072

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Panama	IIT Très Élevé	0.8523	120.00	73.61	1.87	3.75	96.85	IDEG élevé	0.7298
Papouasie-Nouvelle-Guinée	IIT faible	0.1851	48.40	26.99	13.23	12.02	11.10	IDEG moyen	0.3076
Paraguay	IIT Très Élevé	0.7947	120.00	76.35	3.03	4.00	70.95	IDEG élevé	0.7251
Pérou	IIT Très Élevé	0.8364	120.00	74.68	1.39	2.99	85.30	IDEG très élevé	0.8070
Philippines	IIT Très Élevé	0.7554	120.00	72.26	2.32	11.26	69.81	IDEG très élevé	0.7621
Pologne	IIT Très Élevé	0.9603	120.00	86.94	1.00	1.09	120.00	IDEG très élevé	0.8648
Portugal	IIT Très Élevé	0.8979	120.00	84.50	1.00	1.48	95.74	IDEG très élevé	0.8415
Qatar	IIT Très Élevé	0.9963	120.00	100.00	1.00	1.99	120.00	IDEG très élevé	0.8244
République de Corée	IIT Très Élevé	0.9917	120.00	97.20	1.00	1.03	120.00	IDEG très élevé	0.9679
République de Moldavie	IIT Très Élevé	0.8118	120.00	63.53	1.00	1.99	86.45	IDEG très élevé	0.7719
Roumanie	IIT Très Élevé	0.8922	118.11	85.50	1.00	1.00	93.63	IDEG très élevé	0.7636
Fédération de Russie	IIT Très Élevé	0.9512	120.00	90.42	1.00	1.00	110.89	IDEG très élevé	0.8532
Rwanda	IIT moyen	0.3724	79.86	34.44	7.13	33.04	60.10	IDEG élevé	0.5799
Saint Kitts et Nevis	IIT Très Élevé	0.8675	119.00	76.46	2.47	3.15	102.00	IDEG élevé	0.6305
Saint Lucia	IIT Élevé	0.6498	95.60	74.19	5.39	4.73	51.80	IDEG élevé	0.5255
Saint-Vincent et les Grenadines	IIT Élevé	0.6767	100.46	77.74	6.29	6.71	58.54	IDEG élevé	0.5876
Samoa	IIT moyen	0.4606	60.40	75.29	5.31	15.10	33.65	IDEG moyen	0.4899
Saint Marin	IIT Très Élevé	0.9491	120.00	85.06	1.10	2.30	120.00	IDEG élevé	0.6551
Sao Tomé et Príncipe	IIT moyen	0.4839	86.37	56.99	7.78	15.57	40.58	IDEG moyen	0.4308
Arabie-Saoudite	IIT Très Élevé	0.9841	120.00	100.00	1.34	4.47	120.00	IDEG très élevé	0.9602
Sénégal	IIT Élevé	0.7328	120.00	59.98	5.50	17.75	98.05	IDEG élevé	0.5162
Sérbie	IIT Très Élevé	0.9221	120.00	83.54	1.00	2.31	109.54	IDEG très élevé	0.8618

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Seychelles	IIT Très Élevé	0.8913	120.00	86.67	4.28	1.14	99.22	IDEG élevé	0.6773
Sierra Leone	IIT moyen	0.2585	97.70	30.35	20.39	28.61	21.20	IDEG moyen	0.3042
Singapour	IIT Très Élevé	0.9881	120.00	95.95	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9691
Slovaquie	IIT Très Élevé	0.8985	120.00	91.40	1.36	1.00	86.74	IDEG très élevé	0.8021
Slovenie	IIT Très Élevé	0.9107	120.00	88.91	1.00	1.77	96.01	IDEG très élevé	0.8759
Îles Salomon	IIT faible	0.1811	67.00	44.96	20.39	33.04	18.10	IDEG moyen	0.3681
Somalie	IIT faible	0.1432	50.26	27.60	5.33	33.04	2.53	IDEG faible	0.1468
Afrique du Sud	IIT Très Élevé	0.8951	120.00	74.70	3.49	3.89	120.00	IDEG très élevé	0.8616
Sud Soudan	IIT faible	0.0547	49.00	12.14	12.87	32.12	6.97	IDEG faible	0.1191
Espagne	IIT Très Élevé	0.9603	120.00	94.49	1.29	1.27	110.81	IDEG très élevé	0.9206
Sri Lanka	IIT Très Élevé	0.7936	120.00	50.11	1.00	1.00	94.88	IDEG élevé	0.6667
Soudan	IIT moyen	0.4392	73.97	28.70	5.78	2.79	47.60	IDEG moyen	0.2759
Suriname	IIT Très Élevé	0.8714	120.00	75.76	7.62	3.61	120.00	IDEG élevé	0.6365
Suède	IIT Très Élevé	0.9868	120.00	95.70	1.00	1.13	120.00	IDEG très élevé	0.9326
Suisse	IIT Très Élevé	0.9576	120.00	96.80	1.00	1.00	105.00	IDEG très élevé	0.9003
Syrien République arabe	IIT moyen	0.4426	79.85	34.70	2.51	2.54	21.90	IDEG moyen	0.3888
Tadjikistan	IIT Élevé	0.5810	119.00	36.09	4.89	5.87	40.00	IDEG élevé	0.5606
Thaïlande	IIT Très Élevé	0.9410	120.00	87.98	2.92	3.45	120.00	IDEG très élevé	0.8351
Timor-Leste	IIT moyen	0.3551	110.42	40.75	18.56	30.31	29.89	IDEG moyen	0.4020
Togo	IIT faible	0.2474	74.18	37.62	17.40	32.62	38.00	IDEG moyen	0.3920
Tonga	IIT moyen	0.4784	60.70	57.50	3.11	3.57	38.00	IDEG élevé	0.5164
Trinité-et-Tobago	IIT Très Élevé	0.7745	120.00	79.98	2.73	3.35	54.71	IDEG élevé	0.6973

Tableau 11 (suite)

Pays	Groupe de l'IIT	IIT 2024	Pourcentage d'abonnements à la téléphonie cellulaire	Pourcentage de personnes utilisant l'internet	Prix du panier de consommation élevée de données et de voix à l'internet	Pourcentage du prix du panier Internet à haut débit fixe	Pourcentage d'abonnements actifs à la téléphonie mobile à haut débit	Groupe de l'IDEG	IDEG 2024
Tunisie	IIT Très Élevé	0.8357	120.00	73.84	1.52	2.61	85.83	IDEG élevé	0.6935
Türkiye	IIT Très Élevé	0.8322	105.81	85.96	1.00	1.29	83.96	IDEG très élevé	0.8913
Turkménistan	IIT Élevé	0.5151	98.60	21.30	2.43	4.68	49.99	IDEG moyen	0.4757
Tuvalu	IIT moyen	0.4720	80.30	81.19	5.47	13.68	0.00	IDEG moyen	0.4042
Ouganda	IIT faible	0.2299	69.99	10.34	10.88	33.04	54.35	IDEG moyen	0.4464
Ukraine	IIT Très Élevé	0.8428	120.00	79.22	1.46	1.87	80.10	IDEG très élevé	0.8841
Emirats Arabes Unis	IIT Très Élevé	1.0000	120.00	100.00	1.05	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9533
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord	IIT Très Élevé	0.9747	120.00	95.34	1.00	1.16	115.06	IDEG très élevé	0.9577
République-Unie de Tanzanie	IIT moyen	0.3792	91.90	31.90	6.87	22.04	28.60	IDEG moyen	0.4327
États-Unis d'Amérique	IIT Très Élevé	0.9605	110.17	97.13	1.00	1.00	120.00	IDEG très élevé	0.9194
Uruguay	IIT Très Élevé	0.9437	120.00	89.87	2.69	2.30	115.82	IDEG très élevé	0.9006
Ouzbékistan	IIT Très Élevé	0.8769	106.42	83.90	1.02	1.71	107.00	IDEG très élevé	0.7999
Vanuatu	IIT Élevé	0.6165	78.20	69.89	7.47	30.02	120.00	IDEG élevé	0.5427
Venezuela, République bolivarienne du	IIT Élevé	0.5390	66.26	61.60	2.94	3.99	52.14	IDEG élevé	0.5360
Viet Nam	IIT Très Élevé	0.8780	120.00	78.59	1.00	2.64	96.94	IDEG très élevé	0.7709
Yemen	IIT moyen	0.2905	52.69	17.69	6.14	4.03	29.18	IDEG faible	0.2317
Zambie	IIT Élevé	0.5088	99.10	31.23	3.82	14.71	55.26	IDEG élevé	0.5424
Zimbabwe	IIT moyen	0.3947	87.62	32.56	20.39	9.45	59.56	IDEG moyen	0.4481

Tableau 12 L'indice des services locaux en ligne et ses composantes

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Tallinn	Estonie	Europe	ISLL Très Élevé	1	0.9271	1.0000	1.0000	1.0000	0.9333	0.9091	0.6000	ISL Très Élevé	0.9954
Madrid	Espagne	Europe	ISLL Très Élevé	1	0.9271	0.9000	1.0000	0.9333	1.0000	0.6364	0.8000	ISL Très Élevé	0.9054
Riyadh	Arabie-Saoudite	Asie	ISLL Très Élevé	3	0.9167	1.0000	1.0000	1.0000	0.8667	0.8182	0.7000	ISL Très Élevé	0.9899
Copenhague	Denmark	Europe	ISLL Très Élevé	4	0.9063	1.0000	1.0000	0.9667	0.9333	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.9992
Dubai	Emirats Arabes Unis	Asie	ISLL Très Élevé	4	0.9063	0.9000	0.8000	0.9333	0.9000	0.8182	0.6000	ISL Très Élevé	0.9163
New York	États-Unis d'Amérique	Amériques	ISLL Très Élevé	4	0.9063	0.9000	0.8000	1.0000	0.7333	0.8182	0.7000	ISL Très Élevé	0.9136
Istanbul	Turquie	Asie	ISLL Très Élevé	7	0.8958	1.0000	1.0000	0.8667	0.8333	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.9225
Berlin	Allemagne	Europe	ISLL Très Élevé	8	0.8854	0.9000	1.0000	0.9333	0.7000	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	0.9238
Seoul	République de Corée	Asie	ISLL Très Élevé	9	0.875	1.0000	1.0000	0.9000	0.6333	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	1.0000
Singapour	Singapour	Asie	ISLL Très Élevé	9	0.875	0.9000	1.0000	0.9333	0.6333	0.8182	0.7000	ISL Très Élevé	0.9831
London	Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord	Europe	ISLL Très Élevé	9	0.875	0.9000	1.0000	0.9000	0.7000	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.9535
Shanghai	Chine	Asie	ISLL Très Élevé	12	0.8646	0.9000	1.0000	0.9000	0.6667	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.9258
Manama	Bahrein	Asie	ISLL Très Élevé	13	0.8542	1.0000	1.0000	0.7000	0.6000	0.9091	0.4000	ISL Très Élevé	0.9030
Tokyo	Japan	Asie	ISLL Très Élevé	13	0.8542	0.9000	1.0000	0.7667	0.3000	0.7273	0.5000	ISL Très Élevé	0.9427
Kyiv	Ukraine	Europe	ISLL Très Élevé	13	0.8542	0.8000	1.0000	0.9667	0.9667	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	0.9854
Vienna	Austria	Europe	ISLL Très Élevé	16	0.8438	1.0000	1.0000	0.9667	0.9667	0.6364	0.8000	ISL Très Élevé	0.8383
Bogota	Colombie	Amériques	ISLL Très Élevé	16	0.8438	1.0000	1.0000	0.9333	0.9333	0.6364	1.0000	ISL Très Élevé	0.7521
Moscow	Fédération de Russie	Europe	ISLL Très Élevé	16	0.8438	0.9000	1.0000	0.9333	0.8667	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	0.7766
Sao Paulo	Bésil	Amériques	ISLL Très Élevé	19	0.8333	0.9000	1.0000	1.0000	0.8333	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.9063
Montevideo	Uruguay	Amériques	ISLL Très Élevé	19	0.8333	0.9000	1.0000	0.9333	0.7667	1.0000	0.8000	ISL Très Élevé	0.8832
Helsinki	Finlande	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	1.0000	1.0000	0.9000	0.9000	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.9097
Paris	France	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	1.0000	1.0000	0.9667	0.9667	0.4545	0.5000	ISL Très Élevé	0.8440
Reykjavik	Islande	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	0.9000	1.0000	0.8667	0.8667	0.8182	0.6000	ISL Très Élevé	0.9076
Rome	Italie	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	0.9000	1.0000	0.9000	0.8000	0.8182	0.6000	ISL Très Élevé	0.7624

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Riga	Lettonie	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	0.9000	1.0000	0.8667	0.7667	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	0.8092
Zurich	Suisse	Europe	ISLL Très Élevé	21	0.8125	0.8000	1.0000	0.9000	0.7667	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.8408
Buenos Aires	Argentine	Amériques	ISLL Très Élevé	27	0.8021	1.0000	1.0000	0.9000	0.7333	0.8182	0.6000	ISL Très Élevé	0.7965
Zagreb	Croatie	Europe	ISLL Très Élevé	27	0.8021	1.0000	1.0000	0.9667	0.7000	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.8735
Almaty	Kazakhstan	Asie	ISLL Très Élevé	27	0.8021	0.9000	1.0000	0.9000	0.7333	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.9390
Auckland	Nouvelle-Zélande	Océania	ISLL Très Élevé	27	0.8021	0.9000	1.0000	0.9333	0.7000	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.9453
Stockholm	Suède	Europe	ISLL Très Élevé	27	0.8021	0.8000	1.0000	0.9333	0.6333	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.8836
Sofia	Bulgarie	Europe	ISLL Très Élevé	32	0.7917	0.9000	0.8000	0.8667	0.6667	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.7727
Toronto	Canada	Amériques	ISLL Très Élevé	32	0.7917	0.7000	0.8000	0.8667	0.7000	0.5455	0.7000	ISL Très Élevé	0.8552
Doha	Qatar	Asie	ISLL Très Élevé	32	0.7917	0.7000	1.0000	0.8333	0.7000	0.6364	0.5000	ISL Très Élevé	0.7655
Amsterdam	Pays-Bas	Europe	ISLL Très Élevé	35	0.7813	0.8000	1.0000	0.9333	0.5667	0.7273	0.5000	ISL Très Élevé	0.9212
Oslo	Norvège	Europe	ISLL Très Élevé	35	0.7813	0.7000	1.0000	0.9000	0.5333	0.6364	0.4000	ISL Très Élevé	0.9117
Sydney	Australie	Océania	ISLL Très Élevé	37	0.7708	0.9000	0.8000	0.8000	0.4667	0.2727	0.4000	ISL Très Élevé	0.9222
Warsaw	Pologne	Europe	ISLL Très Élevé	37	0.7708	0.5000	0.8000	0.7000	0.4333	0.3636	0.6000	ISL Très Élevé	0.8037
Vilnius	Lithuania	Europe	ISLL Très Élevé	39	0.7604	0.9000	1.0000	0.9000	0.8667	0.8182	0.7000	ISL Très Élevé	0.8839
Guayaquil	Équateur	Amériques	ISLL Très Élevé	40	0.75	0.9000	0.8000	0.9000	0.7333	0.9091	0.7000	ISL Très Élevé	0.8851
Tel Aviv	Israël	Asie	ISLL Très Élevé	40	0.75	0.9000	0.8000	0.8000	0.8333	0.8182	0.7000	ISL Très Élevé	0.8541
Luxembourg-Ville	Luxembourg	Europe	ISLL Très Élevé	40	0.75	0.8000	1.0000	0.8333	0.7667	0.7273	0.6000	ISL Très Élevé	0.7555
Brussels	Belgique	Europe	ISLL Élevé	43	0.7396	0.8000	0.8000	0.8667	0.6667	0.6364	0.7000	ISL Élevé	0.7224
Bratislava	Slovaquie	Europe	ISLL Élevé	44	0.7188	0.8000	0.8000	0.9000	0.5667	0.7273	0.7000	ISL Élevé	0.7097
Mexique Ville	Mexique	Amériques	ISLL Élevé	45	0.7083	1.0000	1.0000	0.8667	0.6667	0.3636	0.6000	ISL Très Élevé	0.7637
Lisbon	Portugal	Europe	ISLL Élevé	45	0.7083	0.9000	1.0000	0.8667	0.4000	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.7878
Jakarta	Indonésie	Asie	ISLL Élevé	47	0.6875	0.8000	1.0000	0.8333	0.5667	0.5455	0.4000	ISL Très Élevé	0.8035
Dublin	Irlande	Europe	ISLL Élevé	47	0.6875	0.6000	1.0000	0.9000	0.5000	0.3636	0.6000	ISL Très Élevé	0.8768
Prague	République tchèque	Europe	ISLL Élevé	49	0.6771	0.8000	0.8000	0.6667	0.5667	0.6364	0.7000	ISL Élevé	0.7006

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Bucharest	Roumanie	Europe	ISLL Élevé	49	0.6771	0.8000	0.8000	0.8667	0.4000	0.4545	0.6000	ISL Élevé	0.6548
Bangkok	Thaïlande	Asie	ISLL Élevé	51	0.6667	0.6000	0.8000	0.7000	0.6000	0.2727	0.6000	ISL Très Élevé	0.7611
Yerevan	Arménie	Asie	ISLL Élevé	52	0.6563	0.8000	0.8000	0.7000	0.4333	0.5455	0.6000	ISL Très Élevé	0.7922
Ulaanbaatar	Mongolie	Asie	ISLL Élevé	53	0.6354	0.8000	0.4000	0.7000	0.4667	0.5455	0.5000	ISL Très Élevé	0.8222
Ho Chi Minh Ville	Viet Nam	Asie	ISLL Élevé	53	0.6354	0.4000	0.8000	0.6333	0.4333	0.5455	0.5000	ISL Élevé	0.7081
Tirana	Albanie	Europe	ISLL Élevé	55	0.625	1.0000	0.8000	0.6000	0.4667	0.2727	0.7000	ISL Très Élevé	0.8144
Monaco	Monaco	Europe	ISLL Élevé	55	0.625	0.8000	0.8000	0.6000	0.4333	0.3636	0.5000	ISL moyen	0.4838
Kigali	Rwanda	Afrique	ISLL Élevé	55	0.625	0.5000	0.4000	0.6000	0.3333	0.2727	0.4000	ISL Très Élevé	0.8207
Nairobi	Kenya	Afrique	ISLL Élevé	58	0.6146	0.5000	1.0000	0.9000	0.9000	0.2727	0.7000	ISL Très Élevé	0.7770
Budapest	Hongrie	Europe	ISLL Élevé	59	0.6042	0.9000	1.0000	0.9333	0.6667	0.8182	0.7000	ISL Élevé	0.7144
Quezon	Philippines	Asie	ISLL Élevé	59	0.6042	0.8000	1.0000	0.9000	0.7667	0.5455	0.7000	ISL Très Élevé	0.8054
Johannesburg	Afrique du Sud	Afrique	ISLL Élevé	59	0.6042	0.7000	1.0000	0.4667	0.5667	0.8182	0.6000	ISL Très Élevé	0.8872
Santo Domingo	République dominicaine	Amériques	ISLL Élevé	62	0.5938	0.9000	1.0000	0.7000	0.4333	0.2727	0.7000	ISL Élevé	0.6405
Tbilisi	Géorgie	Asie	ISLL Élevé	62	0.5938	0.6000	0.6000	0.6667	0.3667	0.3636	0.6000	ISL Élevé	0.5652
Kuala Lumpur	Malaysie	Asie	ISLL Élevé	62	0.5938	0.5000	0.8000	0.6333	0.3333	0.4545	0.5000	ISL Élevé	0.7280
Athens	Grèce	Europe	ISLL Élevé	65	0.5833	0.8000	1.0000	0.6667	0.3333	0.2727	0.4000	ISL Très Élevé	0.8145
Muscat	Oman	Asie	ISLL Élevé	65	0.5833	0.7000	0.6000	0.5333	0.2333	0.1818	0.6000	ISL Très Élevé	0.8077
Ljubljana	Slovenie	Europe	ISLL Élevé	65	0.5833	0.5000	0.8000	0.2667	0.1667	0.1818	0.6000	ISL Très Élevé	0.8640
Panama Ville	Panama	Amériques	ISLL Élevé	68	0.5729	0.8000	0.8000	0.8333	0.6333	0.5455	0.6000	ISL Élevé	0.6505
Belgrade	Sérbie	Europe	ISLL Élevé	68	0.5729	0.3000	1.0000	0.9333	0.4333	0.3636	0.8000	ISL Très Élevé	0.8540
Mumbai	Inde	Asie	ISLL Élevé	70	0.5625	0.8000	1.0000	0.6333	0.5333	0.5455	0.5000	ISL Très Élevé	0.8184
Chisinau (Kishinev)	République de Moldavie	Europe	ISLL Élevé	70	0.5625	0.6000	0.8000	0.6667	0.3333	0.7273	0.6000	ISL Élevé	0.7264
Amman	Jordanie	Asie	ISLL Élevé	72	0.5417	0.8000	0.8000	0.7000	0.4000	0.3636	0.5000	ISL Très Élevé	0.7591
Bishkek	Kirghizistan	Asie	ISLL Élevé	72	0.5417	0.6000	0.8000	0.6667	0.3333	0.6364	0.4000	ISL Élevé	0.6072
Santiago	Chili	Amériques	ISLL Élevé	74	0.5313	0.7000	0.6000	0.6333	0.4667	0.3636	0.4000	ISL Très Élevé	0.8612

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Nicosia	Chypre	Asie	ISLL Élevé	74	0.5313	0.6000	0.6000	0.6333	0.2333	0.7273	0.7000	ISL Très Élevé	0.8217
Andorre La Vella	Andorre	Europe	ISLL Élevé	76	0.5208	0.7000	0.8000	0.6333	0.3000	0.3636	0.6000	ISL moyen	0.4780
Minsk	Biélorussie	Europe	ISLL Élevé	76	0.5208	0.6000	0.8000	0.6000	0.2667	0.1818	0.6000	ISL Élevé	0.5760
San Jose	Costa Rica	Amériques	ISLL Élevé	76	0.5208	0.6000	0.6000	0.6333	0.3000	0.0000	0.4000	ISL Élevé	0.7217
Vaduz	Liechtenstein	Europe	ISLL Élevé	76	0.5208	0.5000	0.8000	0.5333	0.1333	0.3636	0.5000	ISL Élevé	0.7416
Lima	Pérou	Amériques	ISLL Élevé	80	0.5104	0.7000	0.8000	0.3333	0.2333	0.3636	0.5000	ISL Très Élevé	0.8377
Thimphu Thromde	Bhoutan	Asie	ISLL Élevé	81	0.5	0.6000	0.4000	0.4000	0.2333	0.2727	0.6000	ISL Élevé	0.5886
Skopje	Macédoine du Nord	Europe	ISLL moyen	82	0.4896	0.4000	0.6000	0.4333	0.1667	0.1818	0.5000	ISL Élevé	0.6642
Asuncion	Paraguay	Amériques	ISLL moyen	83	0.4688	0.8000	0.2000	0.2333	0.1667	0.2727	0.5000	ISL Élevé	0.6712
Kathmandu	Népal	Asie	ISLL moyen	84	0.4583	0.6000	1.0000	0.8333	0.7667	0.8182	0.7000	ISL moyen	0.4481
Podgorica	Monténégro	Europe	ISLL moyen	85	0.4479	0.3000	0.8000	0.7333	0.7000	0.2727	0.5000	ISL Élevé	0.5214
Cairo	Egypte	Afrique	ISLL moyen	86	0.4271	0.7000	0.8000	0.5333	0.8333	0.3636	0.5000	ISL Élevé	0.7002
Guatemala (ville)	Guatemala	Amériques	ISLL moyen	86	0.4271	0.6000	0.8000	0.7333	0.5667	0.3636	0.5000	ISL Élevé	0.6538
Casablanca	Maroc	Afrique	ISLL moyen	86	0.4271	0.5000	1.0000	0.7667	0.2667	0.7273	0.7000	ISL Élevé	0.5618
Tunis	Tunisie	Afrique	ISLL moyen	89	0.4167	0.3000	0.6000	0.7000	0.3000	0.5455	0.6000	ISL Élevé	0.5951
Santa Cruz (de la Sierra)	Bolivie	Amériques	ISLL moyen	90	0.4063	0.6000	0.6000	0.5000	0.3000	0.2727	0.6000	ISL Élevé	0.5987
Dhaka	Bangladesh	Asie	ISLL moyen	91	0.3854	0.4000	0.6000	0.3333	0.3333	0.1818	0.5000	ISL Élevé	0.7374
Baku	Azerbaïdjan	Asie	ISLL moyen	92	0.375	0.6000	0.8000	0.4000	0.1667	0.2727	0.6000	ISL Élevé	0.7386
Havana	Cuba	Amériques	ISLL moyen	92	0.375	0.6000	0.4000	0.4667	0.2667	0.0909	0.4000	ISL faible	0.2298
Male	Maldives	Asie	ISLL moyen	92	0.375	0.4000	0.0000	0.0667	0.2667	0.0000	0.4000	ISL Élevé	0.6220
Belize City	Belize	Amériques	ISLL moyen	95	0.3646	0.5000	0.4000	0.8667	0.5667	0.5455	0.6000	ISL moyen	0.4054
Tashkent	Ouzbékistan	Asie	ISLL moyen	95	0.3646	0.5000	0.6000	0.6333	0.4667	0.1818	0.5000	ISL Très Élevé	0.7648
Port Louis	Mauritius	Afrique	ISLL moyen	97	0.3542	0.6000	0.8000	0.4000	0.2667	0.2727	0.6000	ISL Élevé	0.5903
Kampala	Ouganda	Afrique	ISLL moyen	97	0.3542	0.5000	0.6000	0.5000	0.2667	0.0909	0.5000	ISL Élevé	0.6069

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Kabul	Afghanistan	Asie	ISLL moyen	99	0.3438	0.4000	0.6000	0.4000	0.2000	0.1818	0.6000	ISL faible	0.1438
Tehran	Iran (République islamique)	Asie	ISLL moyen	99	0.3438	0.3000	0.0000	0.3667	0.2000	0.0909	0.5000	ISL moyen	0.3773
Dar Es Salaam	République-Unie de Tanzanie	Afrique	ISLL moyen	99	0.3438	0.3000	0.4000	0.3000	0.1333	0.0909	0.6000	ISL moyen	0.4791
Caracas	Venezuela, République bolivarienne du	Amériques	ISLL moyen	99	0.3438	0.3000	0.4000	0.3667	0.0667	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.3576
Addis Ababa	Ethiopie	Afrique	ISLL moyen	103	0.3333	0.7000	0.4000	0.2000	0.0333	0.1818	0.4000	ISL moyen	0.3420
Abidjan	Côte d'Ivoire	Afrique	ISLL moyen	104	0.3229	0.3000	0.6000	0.7000	0.5667	0.4545	0.6000	ISL Élevé	0.5219
Damascus	Syrien République arabe	Asie	ISLL moyen	104	0.3229	0.3000	0.8000	0.6667	0.2333	0.3636	0.5000	ISL moyen	0.3068
Colombo	Sri Lanka	Asie	ISLL moyen	106	0.3021	0.3000	0.6000	0.5667	0.2667	0.2727	0.6000	ISL Élevé	0.5494
Suva	Fidji	Océania	ISLL moyen	107	0.2813	0.6000	0.6000	0.3667	0.3667	0.0909	0.4000	ISL Élevé	0.5343
Rangoun	Birmanie	Asie	ISLL moyen	107	0.2813	0.4000	0.6000	0.3333	0.2333	0.4545	0.5000	ISL moyen	0.3259
Managua	Nicaragua	Amériques	ISLL moyen	107	0.2813	0.3000	0.6000	0.4667	0.2333	0.0909	0.5000	ISL moyen	0.4493
Honiara	Îles Salomon	Océania	ISLL moyen	107	0.2813	0.1000	0.6000	0.3000	0.2667	0.1818	0.6000	ISL moyen	0.4970
Georgetown	Guyana	Amériques	ISLL moyen	111	0.2708	0.4000	0.8000	0.5667	0.0000	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.3455
Tegucigalpa	Honduras	Amériques	ISLL moyen	111	0.2708	0.4000	0.4000	0.5000	0.1000	0.0000	0.6000	ISL moyen	0.4587
Kuwait Ville	Kuwait	Asie	ISLL moyen	111	0.2708	0.3000	0.4000	0.3667	0.1333	0.1818	0.5000	ISL Élevé	0.6365
Kingston	Jamaïque	Amériques	ISLL moyen	114	0.2604	0.3000	0.6000	0.2667	0.1667	0.2727	0.4000	ISL Élevé	0.5677
Monrovia	Libéria	Afrique	ISLL moyen	114	0.2604	0.1000	0.8000	0.3333	0.1000	0.0909	0.4000	ISL moyen	0.2633
Sarajevo	Bosnie et Herzégovine	Europe	ISLL moyen	116	0.25	0.3000	0.6000	0.2667	0.1000	0.1818	0.5000	ISL Élevé	0.5003
Vientiane	Laos République démocratique populaire	Asie	ISLL moyen	116	0.25	0.3000	0.8000	0.4000	0.0333	0.0000	0.4000	ISL moyen	0.3265
Windhoek	Namibia	Afrique	ISLL moyen	116	0.25	0.2000	0.6000	0.2333	0.0667	0.0909	0.7000	ISL moyen	0.4996
Karachi	Pakistan	Asie	ISLL moyen	116	0.25	0.2000	0.0000	0.4000	0.0667	0.0909	0.4000	ISL Élevé	0.7042
Freetown	Sierra Leone	Afrique	ISLL moyen	116	0.25	0.2000	0.6000	0.1667	0.1333	0.0909	0.4000	ISL moyen	0.3823
Dushanbe	Tadjikistan	Asie	ISLL moyen	116	0.25	0.2000	0.4000	0.2000	0.0667	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.4476

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Yaounde	Cameroon	Afrique	ISLL faible	122	0.2396	0.3000	0.4000	0.2000	0.0000	0.0909	0.8000	ISL moyen	0.3988
Brazzaville	Congo	Afrique	ISLL faible	122	0.2396	0.2000	0.8000	0.1000	0.1667	0.0909	0.3000	ISL moyen	0.2760
San Salvador	Le Salvador	Amériques	ISLL faible	122	0.2396	0.2000	0.6000	0.2333	0.1667	0.2727	0.4000	ISL Élevé	0.5090
Ashkhabad	Turkménistan	Asie	ISLL faible	122	0.2396	0.2000	0.4000	0.3333	0.0667	0.2727	0.5000	ISL moyen	0.2506
Mogadishu	Somalie	Afrique	ISLL faible	126	0.2292	0.3000	0.8000	0.3667	0.0000	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.2971
Harare	Zimbabwe	Afrique	ISLL faible	126	0.2292	0.2000	0.8000	0.3667	0.0000	0.0909	0.6000	ISL moyen	0.4100
Kumasi	Ghana	Afrique	ISLL faible	128	0.2188	0.1000	0.4000	0.3000	0.1333	0.1818	0.4000	ISL Élevé	0.6084
Luanda	Angola	Afrique	ISLL faible	129	0.2083	0.3000	0.0000	0.3333	0.1000	0.0909	0.7000	ISL moyen	0.3962
Bamako	Mali	Afrique	ISLL faible	129	0.2083	0.3000	0.8000	0.3000	0.0333	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.3334
Maputo	Mozambique	Afrique	ISLL faible	129	0.2083	0.3000	0.2000	0.3333	0.0667	0.1818	0.5000	ISL moyen	0.3959
Lusaka	Zambie	Afrique	ISLL faible	129	0.2083	0.2000	0.0000	0.4000	0.0333	0.0909	0.4000	ISL moyen	0.4958
Cotonou	Bénin	Afrique	ISLL faible	133	0.1979	0.5000	0.2000	0.2000	0.0333	0.0909	0.7000	ISL Élevé	0.5202
Bandar Seri Begawan	Brunei Darussalam	Asie	ISLL faible	133	0.1979	0.4000	0.2000	0.2333	0.0333	0.0000	0.4000	ISL Élevé	0.5802
Praia	Cap-Vert	Afrique	ISLL faible	133	0.1979	0.3000	0.2000	0.2333	0.0000	0.0909	0.4000	ISL Élevé	0.6892
Phnom Penh	Cambodie	Asie	ISLL faible	136	0.1875	0.2000	0.2000	0.1333	0.0333	0.0000	0.5000	ISL moyen	0.4503
Mbabane	Eswatini	Afrique	ISLL faible	136	0.1875	0.1000	0.0000	0.1000	0.0333	0.0909	0.5000	ISL moyen	0.4557
Lilongwe	Malawi	Afrique	ISLL faible	138	0.1771	0.1000	0.6000	0.4333	0.0667	0.2727	0.5000	ISL moyen	0.4625
Port Moresby	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Océania	ISLL faible	138	0.1771	0.1000	0.6000	0.3333	0.1667	0.0909	0.5000	ISL moyen	0.3392
Antananarivo	Madagascar	Afrique	ISLL faible	140	0.1667	0.1000	0.2000	0.4333	0.0333	0.0909	0.4000	ISL moyen	0.4045
Ouagadougou	Burkina Faso	Afrique	ISLL faible	141	0.1563	0.2000	0.2000	0.3333	0.0000	0.1818	0.4000	ISL moyen	0.3376
Libreville	Gabon	Afrique	ISLL faible	141	0.1563	0.2000	0.0000	0.2667	0.1000	0.0909	0.4000	ISL moyen	0.3187
Baghdad	Iraq	Asie	ISLL faible	141	0.1563	0.1000	0.2000	0.3333	0.0000	0.0909	0.4000	ISL faible	0.1875
Algiers	Algérie	Afrique	ISLL faible	144	0.1354	0.2000	0.2000	0.2000	0.1333	0.0000	0.4000	ISL moyen	0.3320
Bujumbura	Burundi	Afrique	ISLL faible	144	0.1354	0.1000	0.6000	0.2667	0.0000	0.0000	0.3000	ISL moyen	0.3146
Conakry	Guinée	Afrique	ISLL faible	144	0.1354	0.1000	0.2000	0.2333	0.0333	0.0000	0.3000	ISL moyen	0.4808

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Dakar	Sénégal	Afrique	ISLL faible	144	0.1354	0.0000	0.2000	0.2000	0.0000	0.0000	0.5000	ISL moyen	0.4779
Banjul	Gambie	Afrique	ISLL faible	148	0.125	0.2000	0.0000	0.1333	0.0000	0.0000	0.4000	ISL faible	0.0955
Victoria	Seychelles	Afrique	ISLL faible	149	0.0938	0.1000	0.0000	0.1333	0.0000	0.0000	0.4000	ISL moyen	0.4638
Port Vila	Vanuatu	Oceania	ISLL faible	149	0.0938	0.1000	0.0000	0.0333	0.0000	0.0000	0.2000	ISL moyen	0.4769
Port-Of-Espagne	Trinité-et-Tobago	Amériques	ISLL faible	151	0.0417	0.1000	0.2000	0.2667	0.0333	0.0000	0.3000	ISL Élevé	0.5999
St. John	Antigua et Barbuda	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.2067
Nassau	Bahamas	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.4166
Bridgetown	Barbados	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL Élevé	0.5402
Gaborone	Botswana	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.4976
Bangui	Republique du Centre-Afrique	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3985
N'Djamena	Tchad	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1128
Moroni	Comores	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.2674
Pyongyang	République Populaire Démocratique de Corée	Asie	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.0230
Kinshasa	République Démocratique du Congo	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.0291
Djibouti	Djibouti	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.2092
Roseau	Dominique	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3798
Bata	Guinée équatoriale	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1932
Asmara	Eritrie	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.0000
St. George's	Grenade	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL Élevé	0.5056
Bissau	Guinée-Bissau	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1270
Port-Au-Prince	Haiti	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1379
South Tarawa	Kiribati	Oceania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3904

Tableau 12 (suite)

Ville	Pays	Région	ISLL Group	Rang	ISLL 2024	LEG	IF	CP	SP	PE	TEC	ISL Group	ISL 2024
Beirut	Liban	Asie	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.4489
Maseru	Lesotho	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.2864
Tripoli	Libye	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.0808
St. Paul's Bay/San Pawl il-Banar	Malte	Europe	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL Très Élevé	0.8749
Majuro	Îles Marshall	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3586
Nouakchott	Mauritanie	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1688
Palikir	Micronésie (États fédérés de)	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.2621
Yaren	Nauru	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.2439
Niamey	Niger	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3084
Lagos	Nigéria	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL Élevé	0.5372
Koror	Palaos	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.2787
Basseterre	Saint Kitts et Nevis	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3039
Castries	Saint Lucia	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3229
Kingstown	Saint-Vincent et les Grenadines	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3906
Apia	Samoa	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3638
Saint Marin	Saint Marin	Europe	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3575
Sao Tome	Sao Tomé et Príncipe	Afrique	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.2156
Juba	Sud Soudan	Africa	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1504
Khartoum	Soudan	Africa	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1293
Paramaribo	Suriname	Amériques	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.4814
Dili	Timor-Leste	Asia	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.3406
Lome	Togo	Africa	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL moyen	0.4472
Nuku'Alofa	Tonga	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	Middle OSI	0.3220
Funafuti	Tuvalu	Océania	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1944
Sana'a	Yemen	Asie	Pas évalué	152	0	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	ISL faible	0.1377

Tableau 13 Fonctionnalités locales de l'indice de service en ligne (ISL) accessibles dans l'Enquête 2024 sur l'e-gouvernement

Sous-indice	Fonctionnalités
Cadre institutionnel	Portail municipal Stratégie d'e-gouvernement municipal Structure organisationnelle Noms et coordonnées des chefs de service Droits d'accès à l'information gouvernementale Politique de confidentialité Politique d'ouverture des données Liens vers les agences gouvernementales Authentification du portail..
Fourniture de contenu	Informations sur la santé Informations sur l'environnement Informations sur l'éducation Informations sur le bien-être social Informations sur le sport et la culture Informations pour les groupes vulnérables Informations sur la justice Informations sur le travail Données probantes attestant l'existence d'initiatives de villes intelligentes Données probantes attestant l'utilisation de technologies émergentes Données et études statistiques Informations sur les transports publics Données probantes attestant l'existence d'applications de téléphonie mobile Informations sur les déchets et le recyclage Informations sur la sécurité routière Statistiques sur l'utilisation du MGP Informations sur le COVID-19.
Prestation de services	Déclaration de police en ligne Permis de conduire en ligne Permis de construire en ligne Permis environnemental en ligne Permis d'exploitation en ligne Permis de résidence en ligne Acte de naissance en ligne Acte de décès en ligne Acte de mariage en ligne Notification de changement d'adresse Enregistrement des titres de propriété en ligne Enregistrement des véhicules en ligne Service d'approvisionnement en ligne Offres d'emploi en ligne Paiement des taxes professionnelles Paiement des redevances en ligne Paiement de l'eau Paiement de l'électricité / du gaz..
Participation et engagement	Les courriels de réactivité de la municipalité Qualité de la réponse aux courriels Informations relatives au budget Mise à disposition de données ouvertes Métadonnées de données ouvertes Signalement de toute forme de discrimination Communication en temps réel Soumission de commentaires / plaintes Processus de délibération en ligne Fonctionnalités des réseaux sociaux Signalement d'incidents dans les espaces publics Budgétisation participative Plan d'occupation des sols participatif Annonce des activités d'e-participation à venir Retour d'informations sur les processus de consultation Feedback sur les processus de consultation Vote électronique Informations sur les réunions publiques du conseil municipal.
Technologie	Les coordonnées de contact Compatibilité avec les navigateurs Facilité de recherche sur le portail Accessibilité des appareils mobiles Navigabilité Mécanisme de recherche interne Mécanisme de recherche interne avancée Alignement sur les normes de validation des balises Alignement sur les normes d'affichage Alignement sur les normes d'accessibilité Assistance aux utilisateurs en ligne Informations sur l'utilisation des services en ligne Preuve de la mise à jour du contenu du portail Accessibilité des données personnelles Actualisation des données personnelles Accessibilité des données professionnelles Actualisation des données professionnelles Numéro d'appel du service d'assistance.
Littératie en e-gouvernement	Mécanisme de recherche interne Facilitation de l'accès gratuit à l'Internet Accès aux espaces physiques Politique de confidentialité Métadonnées des données ouvertes Soutien aux utilisateurs en ligne Informations sur l'utilisation des services en ligne Authentification du portail Assistance par chat en direct avec une personne Fonctionnalités de réseautage social

13. Éditions précédentes de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement

Tableau 14 Éditions précédentes de l'enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement

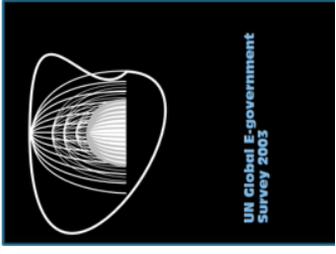
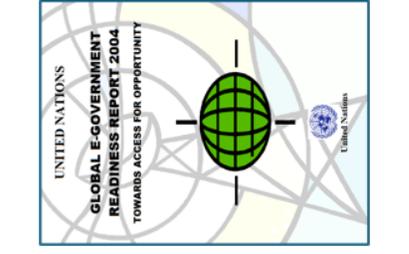
Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développements
	<p>2001 Analyse comparative de l'e-gouvernement : une perspective mondiale - Évaluation des progrès accomplis par les États membres de l'ONU</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation du paysage mondial de l'e-gouvernement • Analyse comparative de l'e-gouvernement • Administration publique et e-gouvernement 	<p>L'approche de l'évaluation comparative de l'e-gouvernement à travers l'utilisation du cadre théorique de la théorie de l'activité comme modèle unifié a été discutée pour la première fois. La publication traitait de la nécessité d'établir des critères d'évaluation de l'e-gouvernement et introduisait une méthodologie d'enquête basée sur l'évaluation des portails gouvernementaux en ligne. Le premier outil composite d'évaluation comparative a été désigné sous le nom d'indice d'e-gouvernement.^a</p>
	<p>2003 Enquête mondiale 2003 des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'e-gouvernement à la croisée des chemins</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'impératif de l'e-gouvernement • L'étalement de l'e-gouvernement • L'élargissement de la participation par voie électronique • Les promesses de l'avenir (numérique) 	<p>La méthodologie d'enquête employée pour l'édition 2001 a été renforcée de manière considérable et quantitative pour produire l'indice d'état de préparation à l'e-gouvernement (EPE-G). La publication a également introduit et développé le concept de participation par voie électronique, avec une évaluation comparative de la capacité et de la volonté des gouvernements de faire participer le public en ligne. La méthodologie d'étalement et d'évaluation de l'état de préparation relative à l'e-gouvernement a été actualisée pour inclure une évaluation de la manière dont les gouvernements fournissent des services en ligne dans des secteurs spécifiques (travail, protection sociale, finances, santé et éducation).^b</p>
	<p>2004 Rapport mondial 2004 des Nations unies sur l'état de préparation à l'e-gouvernement : vers l'accès aux opportunités</p> <p>Domaines thématiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le cadre émergent de l'accès aux opportunités • Modèle d'accès accéléré • Taxonomie des pays selon le modèle d'accès pour l'accélération • Disparités mondiales en matière de réalisation de l'accès 	<p>Le rapport s'est penché sur la « fracture accès-opportunité », en examinant les grandes disparités entre les pays développés et ceux en développement en matière de préparation à l'e-gouvernement. Une approche réaliste de « l'accès à l'opportunité » ne se limite pas à la technologie ; les pays doivent atteindre des seuils dans de multiples domaines, notamment la position de chef de file gouvernemental, la littératie numérique et la mise en place d'un environnement propice au développement. Il a été constaté que les chefs de file en matière de gouvernement numérique (comme le montre l'indice de préparation à l'e-gouvernement) étaient des pays qui avaient développé des portails intégrés permettant un accès unique à l'information et aux services.^c</p>

Tableau 14 (suite)

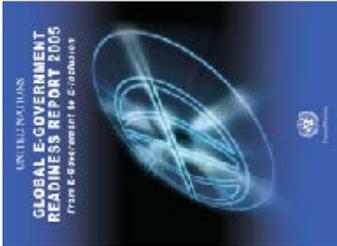
Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développements
 <p>2005 Rapport mondial 2005 des Nations unies sur l'état de préparation à l'e-gouvernement : de l'e-gouvernement à l'inclusion par voie électronique</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le paradigme émergent du gouvernement socialement inclusif : de l'e-gouvernement à l'inclusion par voie électronique • La gouvernance socialement inclusive pour la société de l'information • Le modèle de gouvernance socialement inclusive • Disparités mondiales et inclusion 	<p>Le rapport a considéré l'accès et l'inclusion comme des priorités. De nombreux pays en développement se focalisent essentiellement sur la connectivité, mais il est indispensable qu'ils élargissent leur approche pour s'assurer que les services électroniques atteignent tous les segments de la population. Le rapport souligne qu'un engagement politique fort, une vision claire et des objectifs réalistes constituent des facteurs de réussite essentiels pour l'avancement de l'e-gouvernement. Il a été reconnu que les caractéristiques de la participation par voie électronique se développaient, mais qu'elles étaient largement limitées aux pays développés et aux pays à revenu élevé. L'infrastructure limitée, le manque de personnel qualifié et les priorités de développement concurrentes - qui découlent tous d'importantes contraintes de ressources - restent un obstacle majeur au développement de l'e-gouvernement dans les pays en développement.^d</p>	
 <p>2008 Enquête 2008 des Nations unies sur l'e-gouvernement : de l'administration électronique à la gouvernance connectée</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Origines et émergence de l'e-gouvernement • Questions liées au service d'appui dans les opérations de l'e-gouvernement 	<p>Il a été établi que l'insistance sur l'évaluation de l'état de préparation des pays à l'e-gouvernement ne reflétait pas de manière adéquate la nécessité d'une action concrète, de sorte que l'enquête s'est axée sur l'évaluation du développement réel.</p> <p>Le rapport examine comment l'e-gouvernement a évolué au-delà des objectifs généraux d'efficacité et de réduction des coûts pour se focaliser sur les résultats et les impacts centrés sur les personnes et sur la transformation institutionnelle par le biais de la numérisation et de la digitalisation. Il a été souligné qu'un e-gouvernement réussit exigeait l'intégration des systèmes et des processus d'arrière-plan dans toutes les agences, plutôt que la simple mise en ligne de services à l'aide d'applications cloisonnées. La gouvernance connectée permettrait ainsi une prestation de services transparente et axée sur les personnes, mais nécessiterait un investissement adéquat dans l'infrastructure pour assurer une intégration complète. Les outils de participation par voie électronique, entre autres les mécanismes de consultation et de retour d'information en ligne, ont été reconnus comme importants pour le renforcement de l'engagement du public. Les technologies mobiles et le Web 2.0 offrent aux gouvernements de nouvelles possibilités d'interaction avec le public et de prestation de services. Bien que ces options soient prometteuses pour l'accroissement de l'engagement, la plupart des pays n'ont pas encore mis au point un écosystème approprié pour une participation par voie électronique qui soit solide.^e</p>	

Tableau 14 (suite)

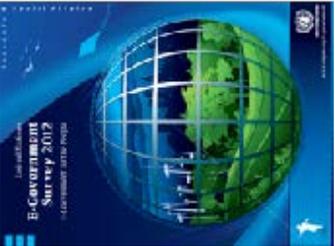
Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développement
	<p>2010 Enquête 2010 des Nations unies sur l'e-gouvernement : tirer parti de l'e-gouvernement en période de crise financière et économique</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le rôle de l'e-gouvernement en matière de réglementation et de contrôle financiers • La prestation de services électroniques et les objectifs du Millénaire pour le développement • Autonomisation et inclusion des citoyens 	<p>Le rapport a été publié durant la crise financière et économique ; l'accent a été mis sur la manière dont l'e-gouvernement pouvait aider les pays à répondre efficacement aux défis émergents au cours de cette période. Les stratégies suggérées comprenaient l'amélioration de la transparence du gouvernement, l'accroissement de l'efficacité du secteur public, le renforcement de la prestation de services, ainsi que le développement de la participation par voie électronique et de l'engagement. Même avec des ressources limitées, et face à diverses contraintes, les gouvernements pourraient réaliser des gains considérables en matière de transparence et de responsabilité grâce à des solutions d'e-gouvernement peu coûteuses, telles que des sites Web de réponse aux crises et des initiatives en matière de données ouvertes. L'élargissement de l'accès en ligne à des services publics essentiels dans des domaines, comme l'éducation, les soins de santé et l'emploi en période de tension ou d'incertitude économique, pourrait aider les pays à rester sur la bonne voie dans la poursuite de leurs objectifs de développement. Une section sur les outils participatifs de l'e-gouvernement a montré comment les citoyens pouvaient apporter leur contribution aux politiques et aux priorités, augmentant ainsi l'adhésion du public et améliorant les résultats à peu de frais.^f</p>
	<p>2012 Enquête 2012 des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'e-gouvernement pour les citoyens</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adopter une approche pangouvernementale • Soutenir la prestation de services multicanaux • Atteindre les populations vulnérables • Développer l'utilisation de l'e-gouvernement 	<p>Le rapport a examiné à fond la façon dont le monde s'éloigne des silos isolés pour adopter des approches plus intégrées et collaboratives de l'administration et de la prestation des services publics. L'approche « pangouvernementale » rendrait les services publics plus personnalisés, plus accessibles et plus faciles à utiliser. Des approches politiques et des mécanismes institutionnels cohérents - rendus possibles au moyen de la technologie - pourraient contribuer à l'atteinte d'objectifs de développement à long terme et renforcer la légitimité des gouvernements. Il a été souligné que l'approche pangouvernementale était essentielle pour un développement durable inclusif et centré sur les personnes, car les agences peuvent travailler ensemble plus efficacement pour servir tous les segments de la population et promouvoir le dialogue et l'engagement. À l'inverse, l'absence de coordination entre les gouvernements pourrait compromettre les progrès, en particulier dans les pays à faible revenu, où elle pourrait avoir une incidence négative sur la fourniture de services sociaux, la sécurité et la protection des droits de l'homme.⁹</p>

Tableau 14 (suite)

Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développements
	<p>2014</p> <p>Enquête 2014 des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'e-gouvernement pour l'avenir que nous voulons</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La participation par voie électronique • Gouvernance pangouvernementale et collaborative • La technologie mobile et autres canaux pour une prestation inclusive de services multicanaux • Réduction de la fracture numérique 	<p>Le rapport a été publié au moment où les Nations unies discutaient du programme de développement qui devait succéder aux objectifs du Millénaire pour le développement, une fois que ces derniers auraient pris fin en 2015. Si l'e-gouvernement continue de progresser à l'échelle mondiale, il existe encore de grandes disparités entre les pays et les régions. Les 193 États membres tirent parti de portails nationaux, mais pour la majorité d'entre eux, l'e-gouvernement se trouve encore à un niveau de développement faible ou intermédiaire. En matière de gouvernement numérique, l'accent n'est plus mis sur la simple prestation de services, mais sur l'ajout de valeur publique par le biais d'une gouvernance inclusive et participative. Une attention accrue est accordée à la participation par voie électronique, aux données gouvernementales ouvertes, à la prestation de services multicanaux et aux approches pangouvernementales afin de créer une gouvernance plus centrée sur les personnes, plus transparente et plus responsable. La technologie mobile et les médias sociaux apparaissent comme de nouveaux canaux importants pour l'e-gouvernement, en particulier dans les pays en développement, même si l'accès à l'Internet et la connectivité haut débit restent limités dans bon nombre de ces pays. Il importe beaucoup de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de développer les capacités humaines pour tirer parti de l'e-gouvernement afin d'atteindre les objectifs de développement.^h</p>
	<p>2016</p> <p>L'e-gouvernement pour le développement durable</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des politiques • Amélioration de la transparence par le biais des données gouvernementales ouvertes • Renforcement de l'engagement au moyen de la participation par voie électronique 	<p>Pour l'édition 2016 de l'Enquête, un thème a été choisi qui se conformait à l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté par les dirigeants mondiaux une année avant. Le rapport s'est focalisé sur le rôle de l'e-gouvernement dans la réalisation des ODD et sur la manière dont l'e-gouvernement pourrait améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité des institutions publiques. Le rapport examine à fond la manière dont les gouvernements peuvent tirer parti de la technologie pour améliorer la prestation de services, faire participer les citoyens aux processus décisionnels et veiller à ce que personne ne soit laissé à la traîne. Les approches pangouvernementales ont été approfondies, l'accent étant mis sur l'intégration des services électroniques dans les différentes agences pour proposer aux usagers une expérience transparente et holistique de l'e-gouvernement. Les autres ministères sont considérés comme des éléments clés de la transparence, de la responsabilité et de l'innovation au sein du gouvernement. Les initiatives d'autres ministères pourraient favoriser les progrès vers l'atteinte des ODD en mettant les données à la disposition du public, en encourageant l'innovation et en facilitant l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. L'enquête a indiqué que de nombreux pays, entre autres ceux du groupe à revenu moyen inférieur, ont fait des progrès importants en matière de participation par voie électronique. Au niveau mondial, les pays continuent de progresser en développement de l'e-gouvernement, mais en raison de la persistance de la fracture numérique, nombreux sont ceux qui sont encore dans l'incapacité d'en tirer parti. Le rapport appelle donc à redoubler d'efforts pour améliorer l'accès à l'Internet haut débit, renforcer la culture numérique et mener des politiques inclusives.ⁱ</p>

Tableau 14 (suite)

Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développements
	<p>2018 Enquête 2018 des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'e-gouvernement au service de la transformation vers des sociétés durables et résilientes</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construire des sociétés résilientes et durables • Ne laisser personne à la traîne • Résilience par voie électronique (gestion des risques de catastrophes) • Cybersécurité • Technologies émergentes dans l'e-gouvernement 	<p>Le rapport considère l'e-gouvernement comme un catalyseur de transformation permettant l'atteinte des objectifs de développement durable. Il apporte des données probantes sur une tendance mondiale vers des niveaux plus élevés de développement de l'e-gouvernement, soulignant ainsi des améliorations considérables en matière de prestation de services en ligne et en DGO. Cependant, il a également noté la persistance de l'e-gouvernement et de fractures numériques plus larges, en particulier dans les pays à faible revenu, aussi a-t-il appelé à un investissement continu dans le capital humain et au développement de l'infrastructure pour l'accélération des progrès. Le rapport met l'accent sur la réduction de la fracture numérique pour que personne ne soit considéré comme un laissé-pour-compte, en particulier en Afrique, dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement. Le rapport souligne la nécessité de mettre en place des programmes et des politiques de renforcement des capacités adaptés pour combler ces lacunes et promouvoir l'inclusion numérique. La résilience par voie électronique est un autre point central du rapport, une attention particulière ayant été accordée à la gestion des risques de catastrophe et à la manière dont les technologies numériques sont de plus en plus utilisées pour organiser et gérer les interventions d'urgence et le rétablissement après les crises. Il a été noté que la résilience des systèmes d'e-gouvernement nécessitait la confiance du public, de solides mesures de cybersécurité (entre autres l'intégration de mécanismes de sécurité dès la phase de conception), l'adoption de lois harmonisées régissant la cybercriminalité, et l'assurance que les données et la vie privée seraient protégées. Pour la première fois, l'enquête a évalué 40 municipalités, en introduisant l'indice des services locaux en ligne (ISLL) et, dans le même temps, l'indice des données gouvernementales ouvertes (IDGO) a également été testé.</p>
	<p>2020 Enquête 2020 des Nations unies sur l'e-gouvernement : le gouvernement numérique dans la décennie d'action pour le développement durable</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation par voie électronique • Gouvernance centrée sur les données et les données numériques • Capacités pour la transformation numérique du gouvernement • Le rôle de l'e-gouvernement pendant la pandémie du COVID-19 (supplément) 	<p>Le thème « Le gouvernement numérique dans la décennie d'action pour le développement durable » a été choisi pour l'Enquête 2020 afin de tenir compte du temps restant pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le rapport note qu'il y a eu une augmentation importante du développement de l'e-gouvernement au niveau mondial, même dans certains pays disposant de ressources limitées, tels que les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le rapport souligne l'importance croissante de la participation par voie électronique, et reconnaît que de nombreux gouvernements proposent une série de possibilités d'engagement public au-delà de la fourniture d'informations. Le rapport mentionne également qu'il y a eu un changement de paradigme vers l'élaboration de politiques centrées sur les données, et souligne la nécessité d'avoir des cadres nationaux efficaces en gouvernance des données. L'étude comprenait un supplément qui soulignait que la gestion de la pandémie du COVID-19 avait mis en exergue le rôle essentiel de l'e-gouvernement dans la gestion des crises. Pendant la pandémie, les gouvernements dotés d'infrastructures numériques solides ont pu fournir des informations en temps utile, gérer la désinformation et proposer des services essentiels en ligne. Le fait que de nombreuses populations vulnérables n'aient pas eu accès aux services numériques pendant la crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de mettre en place des stratégies numériques inclusives. Dans cette édition de l'enquête, des classes d'évaluation (sous-groupes de quartiles) ont été introduites pour chaque niveau de l'IDEG, et l'évaluation de l'ISLL a été élargie pour inclure 100 municipalités.^k</p>

Tableau 14 (suite)

Édition de l'enquête	Thème de l'enquête et domaines thématiques	Tendances et développements
 <p>E-Government Survey 2022 The Future of Digital Government</p>	<p>2022</p> <p>Enquête 2022 des Nations unies sur l'e-gouvernement : l'avenir du gouvernement numérique</p> <p>Domaines thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne laisser personne à la traîne au sein de la société numérique hybride • L'avenir du gouvernement numérique : tendances, perspectives et conclusion 	<p>Le rapport se focalise sur l'avenir du gouvernement numérique, appelant par là les responsables de l'e-gouvernement à accroître les investissements dans la transformation numérique nationale et à adopter des cadres novateurs pour l'e-gouvernement pour soutenir le développement durable et se préparer aux crises mondiales à venir. Comme on a pu le constater pendant et après la pandémie du COVID-19, les outils du gouvernement numérique ont joué un rôle principal dans l'efficacité des interventions d'urgence et de la reprise. Les valeurs mondiales de l'IDEG se sont améliorées, mais il subsiste des fractures numériques au sein des pays et des régions, et entre eux. L'accent a été mis sur la nécessité de ne laisser personne à la traîne dans le monde numérique hybride, et les États membres et les gouvernements ont été invités à assurer l'inclusion par la conception et l'accessibilité pour tous, en particulier les groupes vulnérables, par le biais de politiques ciblées et l'exploitation efficace des données, de la conception et de la fourniture pour combler les lacunes en matière d'accès, d'accessibilité financière et de compétences numériques. Pour la première fois, l'enquête a effectué des évaluations de l'ISLL dans la ville la plus peuplée de chacun des 193 États membres.¹</p>
a	Ibid.	
b	UN DESA and Civic Resource Group, <i>Enquête mondiale de l'ONU sur le gouvernement numérique 2003</i> (New York, 2004), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2003 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2003 .
c	UN DESA, <i>Rapport mondial des Nations Unies sur l'état de préparation à l'e-gouvernement 2004</i> . Vers l'accès pour saisir les opportunités (New York, 2004), Disponible à l'adresse https://desapublications.un.org/publications/un-global-e-government-readiness-report-2004 .	Disponible à l'adresse https://desapublications.un.org/publications/un-global-e-government-readiness-report-2004 .
d	UN DESA, <i>Rapport mondial des Nations Unies sur l'état de préparation à l'e-gouvernement 2008</i> . De gouvernement numérique à l'e-gouvernement 2008. https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2008 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2008 .
e	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2008</i> : De gouvernement numérique à la gouvernance connectée (New York, 2008), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2008 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2008 .
f	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2010</i> : Tirer parti de gouvernement numérique en période de crise financière et économique (New York, 2010), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/portals/egovkb/documents/un/2010-survey/complete-survey.pdf .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/portals/egovkb/documents/un/2010-survey/complete-survey.pdf .
g	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2012</i> : Le gouvernement numérique pour la population (New York, 2012), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2012 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2012 .
h	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2014</i> : Le gouvernement numérique pour l'avenir que nous voulons (New York, 2014), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2014 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2014 .
i	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2016</i> : Le gouvernement numérique au service du développement durable (New York, 2016), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2016 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2016 .
j	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2018</i> : Orienter le gouvernement numérique pour soutenir la transformation vers des sociétés durables et résilientes (New York, 2018), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2018 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2018 .
k	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2020</i> : Le gouvernement numérique dans la Décennie d'action pour le développement durable, with Addendum on COVID-19 Response (New York, 2020), Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2020 .	Disponible à l'adresse https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Reports/UN-E-Government-Survey-2020 .
l	UN DESA, <i>Enquête de l'ONU sur le gouvernement numérique 2022</i> : L'avenir du gouvernement numérique (New York 2022), Disponible à l'adresse https://desapublications.un.org/sites/default/files/publications/2022-09/AVeb%20version%20E-Government%202022.pdf .	Disponible à l'adresse https://desapublications.un.org/sites/default/files/publications/2022-09/AVeb%20version%20E-Government%202022.pdf .

14. Projets de recherche pilotes

14.1 Indice des données gouvernementales ouvertes

Ces dernières années, l'indice des données gouvernementales ouvertes (IDGO) est devenu un outil d'évaluation de plus en plus important. Un nombre croissant de pays adoptent une approche transformatrice de la gouvernance, améliorant la transparence, la responsabilité et la création de valeur en rendant les données gouvernementales accessibles à tous. En ouvrant leurs ensembles de données, les institutions publiques peuvent renforcer la confiance dans le gouvernement tout en favorisant l'innovation et la croissance économique. Ce changement de paradigme encourage l'utilisation, la réutilisation et la distribution gratuite des données gouvernementales, facilitant ainsi le développement de services centrés sur le citoyen et créant des opportunités pour les entreprises, de même que pour l'esprit d'entreprise. Cette ouverture modifie fondamentalement la manière dont les gouvernements interagissent avec leurs administrés, la puissance des données étant exploitée pour susciter des changements positifs et créer un secteur public plus ouvert, plus collaboratif et plus réactif.

En reconnaissance du rôle capital des données gouvernementales ouvertes et de l'importance de mesure des progrès accomplis dans ce domaine, l'enquête sur l'e-gouvernement continue d'inclure l'IDGO en tant qu'indicateur supplémentaire au sein de l'ISL. Introduit pour la première fois dans l'Enquête 2020, l'IDGO est basé sur une évaluation des portails nationaux des États membres. La méthodologie de calcul employée pour les deux dernières enquêtes a été utilisée pour l'édition 2024, ce qui assure la cohérence de l'évaluation. Le nombre de questions employées pour le calcul de l'IDGO reste de 26 (inchangé par rapport à l'enquête de 2022), préservant de la sorte l'intégrité et la comparabilité des données d'une période d'enquête à l'autre. Cette évaluation détaillée souligne l'engagement continu des Nations unies à suivre, évaluer et promouvoir les pratiques en matière de données ouvertes dans le développement de l'e-gouvernement.

Alors qu'un système binaire est utilisé pour les réponses à la plupart des 26 questions comprises dans l'évaluation de l'IDGO, certaines réponses, en particulier celles liées à la disponibilité de types spécifiques de données ouvertes, sont évaluées à l'aide d'un système de notation plus détaillé. Dans ce dernier cas, un score de « 0 » indique l'absence d'une fonctionnalité, tandis que les scores de « 1 » et « 2 » représentent différents niveaux de mise en œuvre de la fonctionnalité. Par exemple, un score de « 1 » peut indiquer la disponibilité des données dans n'importe quel format, tandis qu'un score de « 2 » indiquerait la disponibilité dans un format standard ouvert, tel que le langage de balisage extensible (XML). Suivant la méthode de calcul utilisée pour l'ISL, le score composite de l'IDGO pour chaque État membre est normalisé dans une fourchette comprise entre « 0 » et « 1 » à l'aide d'une formule standardisée. Cette méthodologie assure un suivi précis et une évaluation complète des pratiques en matière de données ouvertes dans les États membres.

L'IDGO demeure structuré autour de trois principaux piliers : la politique, la plateforme et l'impact. L'indice utilise encore la méthode de la somme pondérée pour agréger les domaines évalués dans les piliers évoqués. L'Enquête 2024 a appliqué les critères de pondération établis pour l'étude pilote 2020, dont (a) le poids relatif de chaque pilier, (b) le nombre relatif de domaines et de questions évalués pour chaque pilier, entre autres ceux introduits dans les enquêtes récentes.

L'IDGO 2024 conserve la pondération de l'IDGO 2022 (ajustée) pour chaque pilier : 30 % pour la politique, 50 % pour la plateforme / l'utilisation et 20 % pour l'impact. La méthode de calcul reste inchangée, l'IDGO étant calculé comme la moyenne pondérée des scores normalisés pour chaque État membre. Le système de regroupement des niveaux de l'IDGO introduit en 2022, qui se conforme au nivellement de l'IDEG, a également été utilisé pour l'enquête de 2024. La division des groupes en quatre quarts égaux (0 - 0,25 - 0,50 - 0,75 - 1,00) représente un raffinement par rapport aux démarcations (0 - 0,4 - 0,8 - 1,0) de l'étude pilote de 2020. En préservant ces éléments méthodologiques, l'Enquête 2024 assure la continuité et la comparabilité de l'IDGO avec les évaluations précédentes tout en maintenant la conformité avec le cadre plus large de l'IDEG.

Tableau 15 Indice des données gouvernementales ouvertes (IDGO)

Pays	IDGO Group	IDGO 2024
Afghanistan	IDGO faible	0.1282
Albanie	IDGO Élevé	0.7436
Algérie	IDGO faible	0.1026
Andorre	IDGO Élevé	0.7436
Angola	IDGO faible	0.1795
Antigua et Barbuda	IDGO Élevé	0.5641
Argentine	IDGO Très Élevé	0.7692
Arménie	IDGO Très Élevé	0.8462
Australie	IDGO Très Élevé	0.8462
Austria	IDGO Très Élevé	0.8974
Azerbaïdjan	IDGO Élevé	0.7179
Bahamas	IDGO moyen	0.4103
Bahreïn	IDGO Très Élevé	0.9231
Bangladesh	IDGO Élevé	0.7179
Barbados	IDGO moyen	0.359
Biélorussie	IDGO Élevé	0.5385
Belgique	IDGO Très Élevé	0.8462
Belize	IDGO moyen	0.2821
Bénin	IDGO moyen	0.4872
Bhoutan	IDGO Élevé	0.5385
Bolivie	IDGO Élevé	0.641
Bosnie et Herzégovine	IDGO Élevé	0.641
Botswana	IDGO moyen	0.4615
Brésil	IDGO Très Élevé	0.9744
Brunei Darussalam	IDGO Élevé	0.6154
Bulgarie	IDGO Élevé	0.7436
Burkina Faso	IDGO moyen	0.3333
Burundi	IDGO faible	0.2308
Cap-Vert	IDGO Très Élevé	0.8462
Cambodie	IDGO moyen	0.4615
Cameroon	IDGO Élevé	0.6667
Canada	IDGO Très Élevé	1
Republique du Centre-Afrique	IDGO faible	0.0256
Tchad	IDGO moyen	0.4615
Chili	IDGO Très Élevé	0.9487
Chine	IDGO Très Élevé	0.9231
Colombie	IDGO Très Élevé	0.9487
Comores	IDGO faible	0
Congo	IDGO faible	0.0769
Costa Rica	IDGO Très Élevé	0.7949
Côte d'Ivoire	IDGO Élevé	0.5641
Croatie	IDGO Très Élevé	0.9231
Cuba	IDGO faible	0.1026
Chypre	IDGO Très Élevé	0.9487

Tableau 15 (suite)

Pays	IDGO Group	IDGO 2024
République tchèque	IDGO Très Élevé	0.8205
République Populaire Démocratique de Corée	IDGO faible	0
République Démocratique du Congo	IDGO moyen	0.3077
Denmark	IDGO Très Élevé	0.9744
Djibouti	IDGO faible	0.1026
Dominique	IDGO moyen	0.3846
République dominicaine	IDGO Très Élevé	0.8718
Équateur	IDGO Très Élevé	0.8462
Egypte	IDGO Élevé	0.6154
Le Salvador	IDGO moyen	0.4872
Guinée équatoriale	IDGO moyen	0.3077
Eritrie	IDGO faible	0
Estonie	IDGO Très Élevé	1
Eswatini	IDGO Élevé	0.5641
Ethiopie	IDGO moyen	0.359
Fidji	IDGO Élevé	0.5128
Finlande	IDGO Très Élevé	0.9231
France	IDGO Très Élevé	0.9744
Gabon	IDGO faible	0.1282
Gambie	IDGO moyen	0.3077
Géorgie	IDGO Très Élevé	0.8205
Allemagne	IDGO Très Élevé	1
Ghana	IDGO Très Élevé	0.8205
Grèce	IDGO Élevé	0.5897
Grenade	IDGO faible	0.2051
Guatemala	IDGO Très Élevé	0.8205
Guinée	IDGO Très Élevé	0.8205
Guinée-Bissau	IDGO moyen	0.2821
Guyana	IDGO faible	0.2308
Haïti	IDGO faible	0.0513
Honduras	IDGO moyen	0.3333
Hongrie	IDGO Très Élevé	0.8974
Islande	IDGO Très Élevé	0.9487
Inde	IDGO Très Élevé	1
Indonésie	IDGO Très Élevé	0.8718
Iran (République islamique)	IDGO moyen	0.3333
Iraq	IDGO faible	0
Irlande	IDGO Très Élevé	0.9487
Israël	IDGO Très Élevé	0.8462
Italie	IDGO Très Élevé	0.8205
Jamaïque	IDGO Élevé	0.5641
Japan	IDGO Très Élevé	1
Jordanie	IDGO Très Élevé	0.8205
Kazakhstan	IDGO Très Élevé	0.9231

Tableau 15 (suite)

Pays	IDGO Group	IDGO 2024
Kenya	IDGO Élevé	0.5897
Kiribati	IDGO moyen	0.4103
Kuwait	IDGO moyen	0.3846
Kirghizistan	IDGO Élevé	0.5385
Laos République démocratique populaire	IDGO moyen	0.3333
Lettonie	IDGO Très Élevé	0.9744
Liban	IDGO Élevé	0.6923
Lesotho	IDGO moyen	0.3333
Libéria	IDGO faible	0.1795
Libye	IDGO faible	0.0769
Liechtenstein	IDGO Très Élevé	0.8718
Lithuania	IDGO Très Élevé	0.9487
Luxembourg	IDGO Très Élevé	0.7949
Madagascar	IDGO moyen	0.359
Malawi	IDGO Élevé	0.6667
Malaysia	IDGO Très Élevé	0.8205
Maldives	IDGO Élevé	0.5641
Mali	IDGO moyen	0.3333
Malte	IDGO Très Élevé	0.8205
Îles Marshall	IDGO moyen	0.3077
Mauritanie	IDGO moyen	0.2821
Mauritius	IDGO Élevé	0.6923
Mexique	IDGO Très Élevé	0.9231
Micronésie (États fédérés de)	IDGO faible	0.2051
Monaco	IDGO faible	0.2051
Mongolie	IDGO Très Élevé	0.9231
Monténégro	IDGO Élevé	0.5385
Maroc	IDGO Élevé	0.5128
Mozambique	IDGO moyen	0.3077
Birmanie	IDGO faible	0.2308
Namibia	IDGO moyen	0.3077
Nauru	IDGO moyen	0.3333
Népal	IDGO moyen	0.2821
Pays-Bas	IDGO Très Élevé	0.9744
Nouvelle-Zélande	IDGO Très Élevé	0.9231
Nicaragua	IDGO moyen	0.2821
Niger	IDGO moyen	0.2821
Nigéria	IDGO Élevé	0.5128
Macédoine du Nord	IDGO Élevé	0.7179
Norvège	IDGO Très Élevé	0.8205
Oman	IDGO Très Élevé	0.7692
Pakistan	IDGO Élevé	0.641
Palaos	IDGO moyen	0.359
Panama	IDGO Élevé	0.7436

Tableau 15 (suite)

Pays	IDGO Group	IDGO 2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	IDGO moyen	0.3077
Paraguay	IDGO Très Élevé	0.8462
Pérou	IDGO Très Élevé	1
Philippines	IDGO Très Élevé	0.8205
Pologne	IDGO Très Élevé	0.8718
Portugal	IDGO Très Élevé	0.8205
Qatar	IDGO Élevé	0.7436
République de Corée	IDGO Très Élevé	0.9487
République de Moldavie	IDGO Très Élevé	0.8205
Roumanie	IDGO Très Élevé	0.8205
Fédération de Russie	IDGO Très Élevé	0.7949
Rwanda	IDGO Très Élevé	0.7949
Saint Kitts et Nevis	IDGO faible	0.2308
Saint Lucia	IDGO faible	0.1026
Saint-Vincent et les Grenadines	IDGO Élevé	0.5641
Samoa	IDGO moyen	0.4359
Saint Marin	IDGO faible	0.1026
Sao Tomé et Príncipe	IDGO faible	0.1795
Arabie-Saoudite	IDGO Très Élevé	1
Sénégal	IDGO Élevé	0.641
Sérbie	IDGO Très Élevé	0.9231
Seychelles	IDGO faible	0.2308
Sierra Leone	IDGO moyen	0.4872
Singapoure	IDGO Très Élevé	1
Slovaquie	IDGO Très Élevé	0.8718
Slovenie	IDGO Très Élevé	0.8718
Îles Salomon	IDGO Élevé	0.5897
Somalie	IDGO moyen	0.359
Afrique du Sud	IDGO Très Élevé	0.8205
Sud Soudan	IDGO faible	0.1026
Espagne	IDGO Très Élevé	1
Sri Lanka	IDGO Élevé	0.6154
Soudan	IDGO faible	0.0513
Suriname	IDGO moyen	0.3333
Suède	IDGO Très Élevé	1
Suisse	IDGO Très Élevé	1
Syrien République arabe	IDGO faible	0.1026
Tadjikistan	IDGO moyen	0.4359
Thaïlande	IDGO Très Élevé	0.8974
Timor-Leste	IDGO moyen	0.4872
Togo	IDGO moyen	0.4359
Tonga	IDGO moyen	0.4359
Trinité-et-Tobago	IDGO moyen	0.3846
Tunisie	IDGO Élevé	0.7179

Tableau 15 (suite)

Pays	IDGO Group	IDGO 2024
Türkiye	IDGO Très Élevé	1
Turkménistan	IDGO faible	0.0769
Tuvalu	IDGO faible	0.1538
Ouganda	IDGO Élevé	0.7436
Ukraine	IDGO Très Élevé	1
Emirats Arabes Unis	IDGO Très Élevé	0.9744
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord	IDGO Très Élevé	0.9231
République-Unie de Tanzanie	IDGO moyen	0.3846
États-Unis d'Amérique	IDGO Très Élevé	0.8974
Uruguay	IDGO Très Élevé	0.9744
Ouzbékistan	IDGO Très Élevé	0.9744
Vanuatu	IDGO Élevé	0.5385
Venezuela	IDGO moyen	0.4359
Viet Nam	IDGO Élevé	0.7436
Yemen	IDGO moyen	0.3077
Zambie	IDGO Élevé	0.641
Zimbabwe	IDGO moyen	0.3846

14.2 Analyse des réseaux complexes

En 2022, le DESA de l'ONU, en collaboration avec le département de physique de l'université de Bari (IT) a mené une première étude pilote utilisant la science des systèmes complexes pour étendre l'analyse des facteurs, autres que le niveau de revenu, ayant une incidence sur le développement de l'e-gouvernement des pays, tester un modèle d'analyse de réseau complexe en vue d'aborder les inégalités et les éventuels préjugés liés aux classements, ainsi que pour trouver des similitudes et des différences non encore identifiées entre les États membres. De plus amples informations sur l'étude et ses résultats sont disponibles sur <https://publicadministration.un.org/egovkb>.

L'identification des préjugés externes influençant l'évaluation des performances des pays en développement numérique est une tâche complexe, car les classifications basées sur des paramètres de substitution sont sujettes à discrétion et ne sont pas toujours en mesure d'appréhender les interrelations entre les différents pays. En tenant compte de la complexité de ces connexions, un modèle d'écosystème de gouvernement numérique a été créé en tant que réseau dans lequel les pays représentent des nœuds, les similitudes dans leurs indicateurs de développement déterminant la force des liens entre les nœuds.

L'ensemble des données utilisées pour l'analyse de 2022, ayant pour objectif d'aider à identifier les similitudes et les différences latentes entre les pays, se composait de 305 indicateurs de développement mondial (IDM) touchant à la santé, à l'économie, à la société et à l'environnement, ainsi que de 214 indicateurs d'ODD caractérisant le niveau de développement général de chaque État membre. Les résultats de l'analyse de 2022 ont été présentés dans l'édition 2022 de l'enquête sur l'e-gouvernement. Sur la base des réactions positives et des recommandations formulées par les experts et les États membres, l'étude a été réitérée en 2024 en redessinant les pôles, par le seul emploi de données provenant de l'ensemble de données liées aux objectifs de développement durable (ODD), actualisé en 2022.

Les ensembles de données originaux comprenaient 3542 indicateurs liés aux ODD. Cependant, certains d'entre eux n'étaient pas disponibles dans tous les États membres. Concernant l'année 2022, lorsque la valeur d'un indicateur quelconque n'était pas disponible pour un pays donné, la décision prise consistait à compléter cette valeur avec celle qui lui correspondait en 2021. Si cette valeur était également vide, la valeur correspondante de 2020 était prise en compte. Si dans ce cas le remplissage échouait encore, la décision consistait à éviter l'utilisation de données provenant des années antérieures à 2020, pour faire en sorte que les données restent aussi actualisées que possible. Le nombre d'entrées manquantes est soumis non seulement à la variabilité dans le temps, mais aussi à d'importantes fluctuations entre les pays, puisque le processus de mesure des indicateurs n'est pas viable de la même manière partout dans le monde. La disponibilité diversifiée des ODD ne doit pas être considérée comme une limite à cette étude, mais plutôt comme une ligne directrice pour le choix des indicateurs, l'objectif étant de combiner les besoins en matière d'actualité et de disponibilité des données.

Un processus de sélection des indicateurs en trois étapes a été mis en œuvre, en suivant les critères de disponibilité des données, de cohérence et de non-redondance des informations.

Un sous-ensemble d'indicateurs a été extrait des ensembles de données 2021 et 2022, en ne tenant compte que de ceux dont les valeurs n'étaient pas nulles dans au moins 70 % des 193 États membres.

Les indicateurs exprimés en unités monétaires locales ont été exclus car ils ne pouvaient pas être comparés directement pour différents États.

Des corrélations de Pearson ont été calculées entre les valeurs disponibles pour chaque paire d'indicateurs résiduels. Si la valeur de la corrélation était supérieure à 0,98, et si elle était statistiquement importante, l'indicateur ayant le plus de valeurs disponibles dans la paire a été retenu.

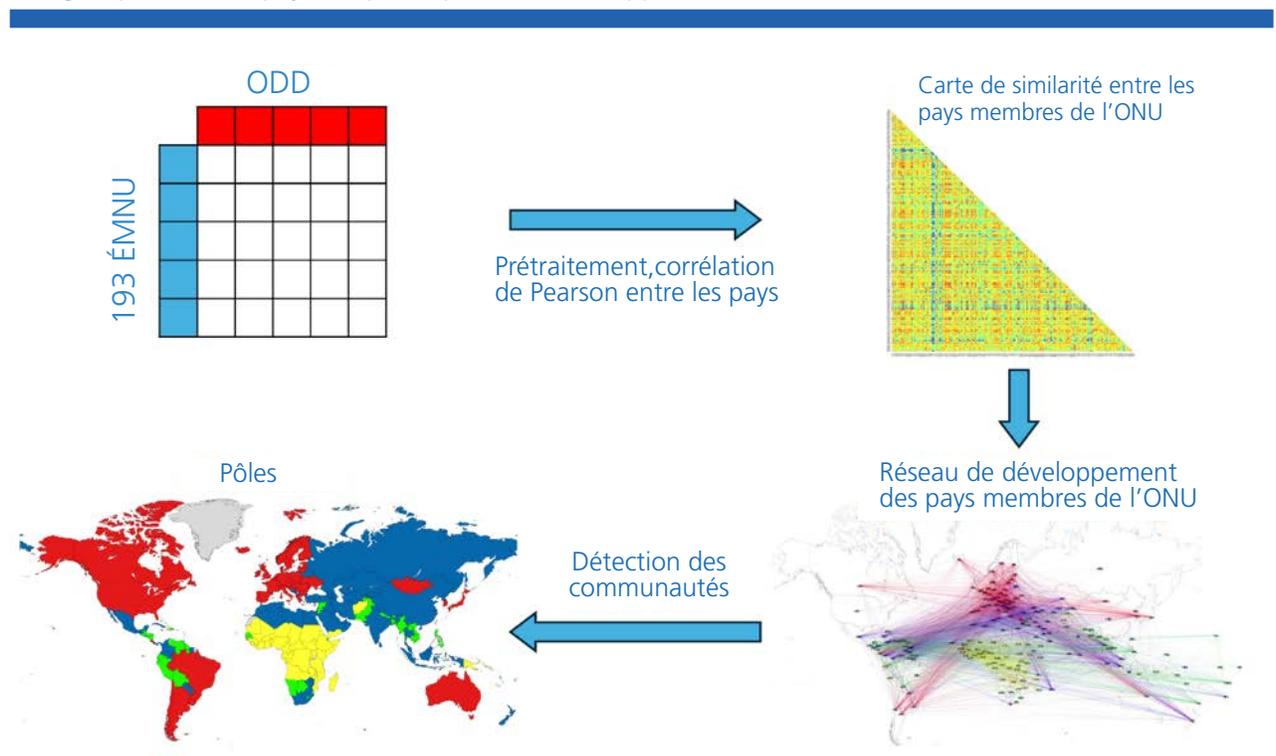
Ces trois étapes ont permis la réduction du nombre total d'indicateurs des ODD de 3542 à 278. Ces indicateurs sont énumérés respectivement dans le tableau 16. À la fin de cette procédure, chacun des 193 États membres était caractérisé par 278 valeurs, correspondant aux valeurs des indicateurs sélectionnés pour le pays concerné. Il convient de préciser que certains des indicateurs compris dans le modèle peuvent être interprétés comme des sous-indices désagrégés se référant à un seul indice principal. Dans cette procédure de sélection, les sous-indicateurs se référant au même contexte ne doivent pas être considérés comme redondants, puisque leur corrélation mutuelle de Pearson était inférieure à la valeur seuil de 0,98, étant donné qu'ils étaient disponibles pour différents ensembles de pays.

Après les processus de nettoyage des données et de sélection des indicateurs, le processus de construction du réseau complexe a été mis en œuvre tel que présenté dans le flux opérationnel méthodologique (figure 7).

Tout d'abord, 278 indicateurs sélectionnés ont été rééchelonnés entre « 0 » et « 1 ». Il s'agit d'une procédure standard qui permet d'unifier les différentes échelles d'indicateurs et d'éliminer les distorsions potentielles dans les données.

Des corrélations de Pearson ont été calculées entre chaque paire de pays. Ces corrélations ont servi de base à la construction du réseau complexe. Celui-ci compte 193 nœuds, représentant les États membres. Ces nœuds sont reliés par des arêtes, pondérées par les corrélations par paire. Ainsi, les valeurs de poids, comprises entre « -1 » et « 1 », quantifient la similarité entre les pays connectés. Voici deux exemples de valeurs de pondération : l'Italie a une forte corrélation avec l'Espagne (0,88) ; la cellule correspondant à la ligne Portugal et à la colonne Italie est donc colorée en rouge ; la Chine a une corrélation négative avec la République centrafricaine (-0,20). La cellule correspondant à la ligne Chine et à la colonne de la République centrafricaine est colorée en violet. Le réseau complet ayant été construit se compose selon le calcul suivant : $(193 \times 192) / 2$, soit 18528 liens.

Figure 7 Schéma représentant le déroulement de l'analyse des réseaux complexes, et carte représentant le regroupement des pays en quatre pôles de développement



Source: Étude pilote d'analyse de réseaux complexes pour l'Enquête 2024 des Nations unies sur l'e-gouvernement.

L'identification des pôles a été réalisée au moyen d'un algorithme basé sur ce que l'on appelle les verres de spin. Les mêmes méthodologies développées en 2022 ont été mises en œuvre dans le cadre de ce travail. L'algorithme des verres de Spin a effectué une détection hiérarchique des pôles par partitionnement récursif.^{8,9}

L'algorithme a été mis en œuvre à l'aide d'une bibliothèque Python appelée *igraph*. L'objectif étant d'obtenir des pôles stables et fiables, le critère suivant a été adopté : le réseau complexe a été partitionné en 100 exécutions différentes par l'algorithme choisi, chaque fois avec une graine aléatoire différente.

De cette manière, l'algorithme a produit 100 résultats. Chaque résultat correspondait à une partition donnée : si un résultat était obtenu en plus de 90 exécutions, il était accepté et la procédure passait à l'étape suivante ; dans le cas contraire, l'itération s'arrêtait et la partition trouvée au niveau précédent était renvoyée comme résultat.

Cette méthode a été mise en œuvre pour partitionner opportunément les États membres sur la base du réseau complexe construit à partir de l'ensemble de données composé des 278 indicateurs sélectionnés.

La méthode a permis d'obtenir 4 pôles qui ne se chevauchent pas et qui présentent une forte caractérisation en termes de niveau de développement. La stabilité globale de la procédure de détection des pôles, utilisée dans l'étude pilote du DAES de l'ONU, corrobore la fiabilité et la cohérence des résultats portant sur les niveaux de développement des pays.

Encadré 4 Répartition 2024 de l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) dans les pôles 2022

Les pôles sont composés comme suit s:

Pôle I: Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Mongolie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine, Uruguay.

Pôle II: Algérie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Barbade, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Brunei Darussalam, Cabo Verde, Chine, Colombie, Cuba, Égypte, El Salvador, Géorgie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Jamaïque, Kazakhstan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, République kirghize, Libye, Liechtenstein, Malaisie, Maldives, Maurice, Mexique, Monaco, Monténégro, Maroc, Nauru, Nouvelle-Zélande, Macédoine du Nord, Oman, Palau, Panama, Paraguay, Qatar, Fédération de Russie, Saint-Marin, Arabie Saoudite, Seychelles, Singapour, Afrique du Sud, Sri Lanka, St. Kitts et Nevis, Suriname, Thaïlande, Tonga, Trinité et Tobago, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Émirats arabes unis, Ouzbékistan, Zimbabwe.

Pôle III: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bangladesh, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Cambodge, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Équateur, Eswatini, Fidji, Grenade, Guatemala, Guyane, Honduras, Jordanie, Kiribati, Laos, Liban, Lesotho, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Philippines, Samoa, Sénégal, Îles Salomon, St. Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, République arabe syrienne, Tadjikistan, Timor-Oriental, Tuvalu, Vanuatu, Venezuela, Vietnam.

Pôle IV: Afghanistan, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Yémen, Zambie.

Le regroupement des pays en quatre pôles de développement à l'aide d'une analyse de réseau complexe permet la réinterprétation des niveaux de développement de l'e-gouvernement dans les États membres des Nations unies et leur classement IDEG, en tenant compte de leurs conditions de départ, ainsi que de leurs similitudes et différences mutuelles.

En comparant les valeurs de l'IDEG 2024 à la fois au sein d'un même pôle et entre différents pôles, il est possible d'identifier les pays les plus performants, dont les performances dépassent les attentes basées sur leur statut de développement, et les pays dont les niveaux sont susceptibles d'être améliorés, et qui ont le potentiel de rejoindre leurs pairs du pôle dans le classement de l'IDEG, en augmentant leurs efforts. Pour les pays les plus performants, les valeurs de l'IDEG sont supérieures au 75e percentile du groupe auquel ils appartiennent et, en même temps, elles sont supérieures au 25e percentile d'au moins un pôle de développement supérieur. De même, pour les pays dont les niveaux sont à améliorer, les valeurs de l'IDEG sont inférieures au 25e percentile du pôle auquel ils appartiennent et, en même temps, sont inférieures au 75e percentile d'au moins un pôle de développement en dessous.

L'étude a également identifié les pays de référence, considérés comme les meilleurs par rapport au reste du monde, et les pays en retard, qui auraient besoin d'un soutien spécifique pour améliorer leur situation dans les domaines pertinents pour le classement de l'IDEG. Les pays de référence se caractérisent par des valeurs d'IDEG supérieures au 75e percentile de la distribution au sein du pôle I, tandis que les pays en retard ont des valeurs d'IDEG inférieures au 25e percentile de la distribution au sein du pôle IV.

Cette approche avancée présente un double avantage par rapport aux méthodes statistiques traditionnelles : en premier lieu, les similitudes entre les pays sont déterminées par plus de 270 indicateurs des ODD, permettant par là une représentation multiforme du développement durable dans les pôles auxquels ces pays sont référencés ; en second lieu, l'outil de détection des groupes de réseaux présente un moyen axé sur les données pour catégoriser différents écosystèmes de développement dans lesquels le développement de l'e-gouvernement (exprimé en valeurs de l'IDEG) peut être interprété et évalué.

Dans le cas des pôles obtenus, les performances des États membres sont résumées à partir des données actualisées des ODD de 2022 et de l'IDEG de 2024 :

• **Pôle I (médian : 0,882).**

- **Analyse comparative** : Danemark, Estonie, République de Corée, Islande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Finlande, Pays-Bas, Allemagne, Japon, Suède, Norvège, Espagne.
- **Possibilité d'amélioration** : Brésil (*), Italie (*), République tchèque (*), Bulgarie (*), Belgique (*), Hongrie (*), République slovaque (*), Costa Rica (*), Albanie (*), Moldavie (*), Roumanie (*).

• **Pôle II (médian : 0,721).**

- **Classés en tête de liste**: Singapour (†), Arabie Saoudite (†), Emirats Arabes Unis (†), Nouvelle Zélande (†), Bahreïn (†), Israël (†), Kazakhstan (†), Turquie (†), Chine (†), Afrique du Sud (†), Oman (†), Fédération de Russie (†), Liechtenstein (†), Arménie (†), Thaïlande (†).
- **Possibilité d'amélioration** : Suriname (*), Bosnie-Herzégovine (*), Saint-Kitts-et-Nevis (*), Cabo Verde (*), El Salvador (*), Algérie (*), Libye (*), Tonga (*), Palau (*), Cuba (*), Turkménistan (*), Irak (*), Zimbabwe (*), Nauru (*), République populaire démocratique de Corée (**)

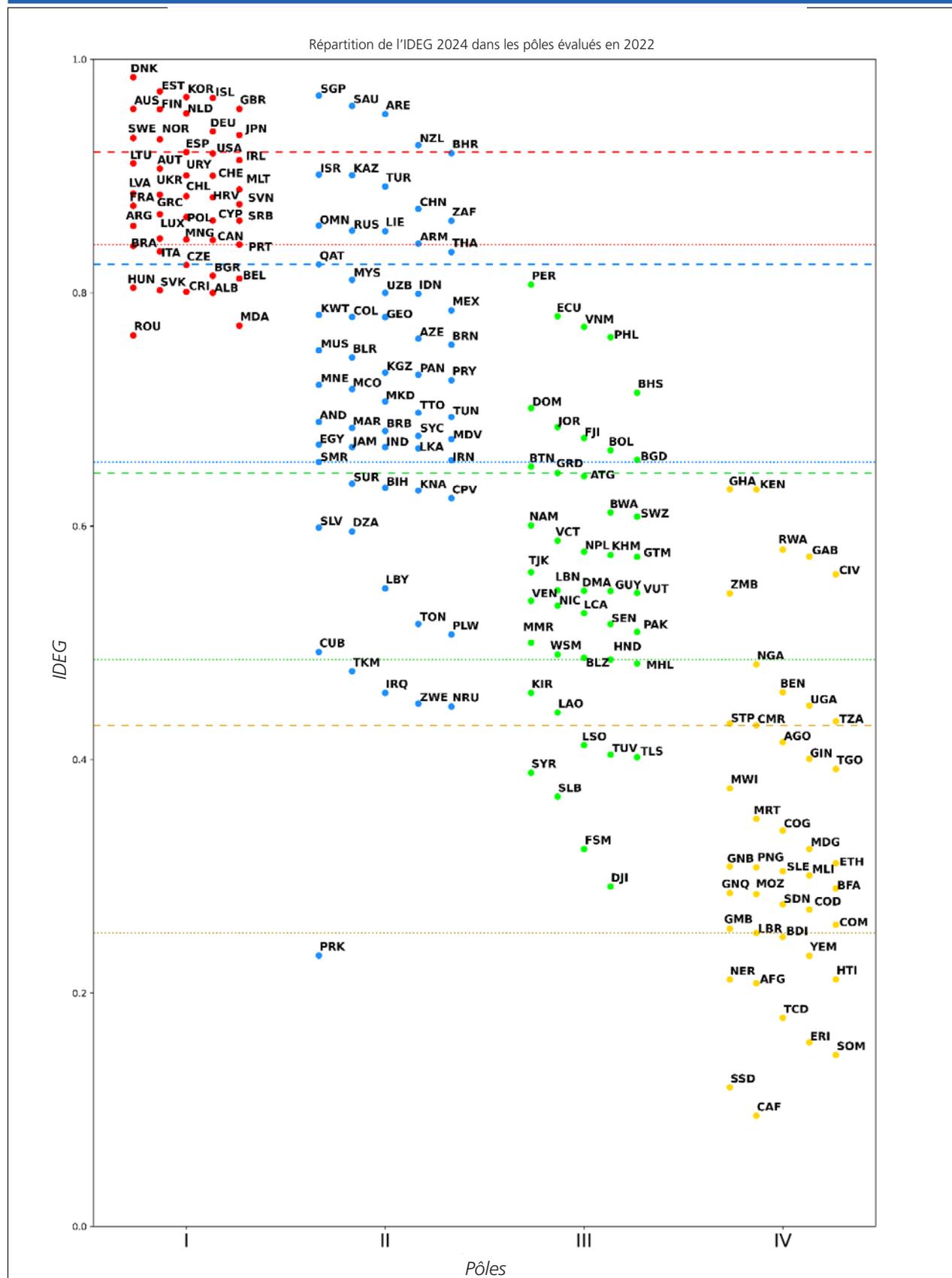
• **Pôle III (médian : 0,545).**

- **Classés en tête de liste**: Pérou (†), Équateur (†), Vietnam (†), Philippines (†), Bahamas (†), République dominicaine (†), Jordanie (), Fidji (†), Bolivie (†), Bangladesh (†), Bhoutan (†).
- **Possibilité d'amélioration** : Îles Marshall (*), Kiribati (*), Laos (*), Lesotho (*), Tuvalu (*), Timor-Leste (*), République arabe syrienne (*), Îles Salomon (*), États fédérés de Micronésie (*), Djibouti (*).

• **Pôle IV (médian : 0,310).**

- **Classés en tête de liste** : Ghana (†), Kenya (†), Rwanda (†), Gabon (†), Côte d'Ivoire (†), Zambie (†), Nigeria (†), Bénin (†), Ouganda (†), Tanzanie (†), Sao Tomé et Principe (†).
- **À la traîne** : Burundi, Yémen, Haïti, Niger, Afghanistan, Tchad, Érythrée, Somalie, Soudan, République centrafricaine.

Figure 8 Liste des pays regroupés par pôles de développement selon l'étude 2024 de l'IDEG



Remarque: Les codes de pays à trois lettres reconnus au niveau international.

Notes de fin

- 1 <https://www.uniba.it/it/ricerca/dipartimenti/fisica>
- 2 Enquête de l'ONU sur gouvernement numérique 2022, 12th Édition. (2022)
- 3 Objectifs de développement durable – UNSTATS. <https://unstats.un.org/sdgs/dataportal/database> (2024). Consultée: 2024-24-05.
- 4 J. Reichardt, S. Bornholdt, Mécanique statistique de la détection communautaire. Phys. Rev. E 74, 016110 (2006).
- 5 V. A. Traag, J. Bruggeman, Détection communautaire dans les réseaux avec des liens positifs et négatifs. Phys. Rev. E 80, 036115 (2009).
- 6 M. Mezard, G. Parisi, M. Virasoro, Spin Glass Théorie et au-delà (World Scientific, Singapour, 1986).
- 7 L. Bellantuono, A. Monaco, S. Tangaro, N. Amoroso, V. Aquaro, R. Bellotti, Une refonte des classements mondiaux axée sur l'équité avec le développement de réseaux complexes. Sci. Rep. 10, 18046 (2020) <https://doi.org/10.1038/s41598-020-74964-3>.
- 8 L. Danon, A. Díaz-Guilera, J. Duch, A. Arenas, Comparaison de l'identité de la structure communautaire. J. Stat. Mech. Theory Exp. 2005, P09008–P09008 (2003).
- 9 G. Palla, G. Tibély, E. Mones, P. Pollner, T. Vicsek, Réseaux hiérarchiques de revues scientifiques. Palgrave Commun. 1, 15016 (2015).
- 10 L'équipe centrale d'igraph. igraph 0.8.2. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3774399> (2021). Consultée: 2024-24-05.

14.3 Analyse des réseaux complexes : informations supplémentaires

Les tableaux ci-dessous présentent la liste des 278 objectifs de développement durable employés pour construire le réseau de similitude au sein des États membres des Nations unies (tableau 16). Ces tableaux présentent également pour chaque État membre des Nations unies, les pays ayant le plus et le moins de coefficient de similarité en termes de corrélation de Pearson au sein du réseau complexe, ainsi que la corrélation moyenne avec les autres pays (tableau 17).

Tableau 16 Liste des 278 objectifs de développement durable sélectionnés pour construire le réseau de similarité des États membres

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Stock de biomasse aérienne dans les forêts (tonnes par hectare) - G A T_PER_HA C
Prévalence du tabagisme actuel, normalisée selon l'âge, chez les personnes âgées de 15 ans et plus (%) - les deux sexes - G % 15 + E
Prévalence du tabagisme actuel, normalisée selon l'âge, chez les personnes âgées de 15 ans et plus (%) - sexe, fém. G % 15+ E
Prévalence du tabagisme actuel, normalisée selon l'âge, chez les personnes âgées de 15 ans et plus - sexe mas. (%) - G % 15+ E
Indice d'orientation de l'agriculture pour les dépenses publiques - G A Index C
Part de l'agriculture dans les dépenses publiques (%) - G A % C
Part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB (%) - G A % C
Croissance annuelle du PIB (%) - G A % C
Croissance annuelle de la monnaie au sens large (%) - G % G
Taux de variation annuelle de la superficie forestière (%) - G A % C
Croissance annuelle des exportations de biens et services (%) - G % G
Croissance annuelle des dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM (%) - G % G
Croissance annuelle des importations de biens et services (%) - G % G
Croissance annuelle des dépenses de consommation finale des administrations publiques (%) - G % G
Croissance annuelle de la formation brute de capital (%) - G % G
Taux de croissance annuel du PIB réel par habitant (%) - G A % CA
Taux de croissance annuel du PIB réel par personne employée (%) - G A % 15+M
Inflation annuelle, prix à la consommation (%) - G % G

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité (ZCB) d'eau douce couvertes par des zones protégées (%) - G A % C
Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité (ZCB) marines couvertes par des zones protégées (%) - G A % C
Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité (ZCB) de montagne couvertes par des zones protégées (%) - G A % C
Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité (ZCB) terrestres couvertes par des zones protégées (%) - G A % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G Agr % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G ALP % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G CLO % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G Ind % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G Tex % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut préférentiel, par type de produit (%) - G AGR % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut préférentiel, par type de produit (%) - G ALP % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut préférentiel, par type de produit (%) - G CLO % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut préférentiel, par type de produit (%) - G Ind % C
Tarif moyen appliqué par les pays développés, statut préférentiel, par type de produit (%) - G TEX % C
Déchets sur les plages provenant de sources terrestres nationales qui finissent sur la plage (%) - G A % M
Déchets sur les plages provenant de sources terrestres nationales qui finissent dans l'océan (%) - G A % M
Déchets sur les plages provenant de sources terrestres nationales qui finissent dans l'océan (%) - G A Tonnes M
Émissions de dioxyde de carbone issues de la combustion de carburant (millions de tonnes) - G Tonnes _ M Total E
Émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB PPA (kilogrammes de CO2 par dollar américain constant de 2017) - G KG_ PER_CON_USD E
Émissions de dioxyde de carbone par unité de valeur ajoutée manufacturière (kilogrammes de CO2 par dollar américain constant de 2017) - G A KG_PER_CON_USD ISIC4_C E
Enfants en surpoids modéré ou sévère (en milliers) - G A NUM_TH <5Y M
Enfants souffrant d'un retard de croissance modéré ou grave (en milliers) - G A NUM_TH <5Y M
Anomalie de la chlorophylle a, télédétection (%) - G D % Extreme E
Anomalie de la chlorophylle a, télédétection (%) - G D % High E
Anomalie de la chlorophylle a, télédétection (%) - G D % Moderate E
Anomalie de la chlorophylle a, télédétection (%) - G A % E
Pays parties contractantes au traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays parties au protocole de Nagoya (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays ayant établi des objectifs nationaux conformes à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 dans leur stratégie nationale pour la biodiversité et leurs plans d'action (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays disposant d'un cadre législatif, administratif et politique ou de mesures signalées par le biais du système de rapport en ligne lié au respect du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays disposant d'un cadre législatif, administratif et politique ou de mesures communiquées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays ayant des politiques urbaines nationales ou des plans de développement régional qui répondent à la dynamique de la population ; garantissent un développement territorial équilibré et augmentent l'espace fiscal local (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays disposant d'une allocation du budget national pour gérer la menace des espèces exotiques envahissantes (1 = OUI, 0 = NON) - G BOOL N
Pays dont les données d'enregistrement des naissances sont complètes à au moins 90 % (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C
Pays dont les données d'enregistrement des décès sont complètes à au moins 75 % (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM C

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Pays disposant d'une législation statistique nationale conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM G
Pays dont les plans statistiques nationaux sont entièrement financés (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM G
Pays dont les plans statistiques nationaux sont en cours de mise en œuvre (1 = OUI ; 0 = NON) - G NUM G
Balance des comptes courants en proportion du PIB (%) - G NUM G
Nombre actuel de sièges dans les parlements nationaux (nombre) - Les deux sexes - G NUM C
Facteur de conversion alternatif du DEC (en unité monétaire locale par dollar américain) - G Ratio G
Indice de performance de l'infrastructure de données (pilier 5 des indicateurs de performance statistique) - G Index G
Indice de performance des sources de données (pilier 4 des indicateurs de performance statistique) - G Index G
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (%) - G A %_T C
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, environnement favorable (%) _T C
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, financement (%) - G A %_T C
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, institutions et participation (%) - G A %_T C
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, instruments de gestion (%) - G A %_CA
Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales de marchandises (%) - G A %_CA
Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les importations mondiales de marchandises (%) - G A %_CA
Part des exportations mondiales de services des pays en développement et des pays les moins avancés (%) - G A %_CA
Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les importations mondiales de services (%) - G A %_CA
Valeur monétaire de l'ensemble des ressources mises à disposition pour le renforcement des capacités statistiques des pays en développement (dollars américains courants) - G CU_USD G
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G ALP A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G BIM A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G CPR A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G CRO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G FEO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G GBO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G NFO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G NMA A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G NMC A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G NMM A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G WCH A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par habitant, par type de matière première (tonnes) - G WOD A Tonnes E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matières premières (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G ALP A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G BIM A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G CPR A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G CRO A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G FEO A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G GBO A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G NFO A KG_PER_CON_USD C

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Consommation intérieure de matières premières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G NMA A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières premières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G NMC A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières premières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G NMM A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières premières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G WCH A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières premières par unité de PIB, par type de matière première (kilogrammes par dollar américain constant de 2015) - G WOD A KG_PER_CON_USD E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G BIM A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G FEO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G GBO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G MEO A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G NFO A Tonnes C
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G NMA A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G WCH A Tonnes E
Consommation intérieure de matières, par type de matière première (tonnes) - G WOD A Tonnes E
Niveau d'intensité énergétique de l'énergie primaire (mégajoules par PIB à parité de pouvoir d'achat constant en 2017) – G MJ_PER_GDP_CON_PPP_USD E
Existence d'une stratégie nationale développée et opérationnelle pour l'emploi des jeunes, en tant que stratégie distincte ou dans le cadre d'une stratégie nationale pour l'emploi - G A SCORE G
Exportation de déchets de plage provenant de sources terrestres nationales (tonnes) - G A Tonnes M
Abonnements à l'Internet au haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse (pour 100 habitants) - 256KT2MBPS G PER_100_POP E
Abonnements à l'Internet au haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse (pour 100 habitants) - 2MT10MBPS G PER_100_POP E
Abonnements à l'Internet au haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse (pour 100 habitants) - ANYS G PER_100_POP E
Déchets alimentaires (tonnes) - HHS G A Tonnes E
Déchets alimentaires (tonnes) - OOHG G A Tonnes E
Déchets alimentaires (tonnes) - RTL G A Tonnes E
Déchets alimentaires par habitant (KG) - ALL G A KG E
Déchets alimentaires par habitant (KG) - HHS G A KG E
Déchets alimentaires par habitant (KG) - OOHG G A KG E
Déchets alimentaires par habitant (KG) - RTL G A KG E
Flux d'investissements directs étrangers (IDE) (millions de dollars américains) - G CU_USD_M C
Investissements directs étrangers, entrées nettes, en proportion du PIB (%) - G % G
Superficie forestière (milliers d'hectares) - G A HA_TH C
Superficie forestière par rapport à la superficie totale des terres (%) - G A % C
Superficie forestière certifiée dans le cadre d'un système de certification vérifié de manière indépendante (milliers d'hectares) - G A HA_TH C
Subventions aux énergies fossiles (consommation et production) ; (en milliards de dollars américains nominaux) - G A CU_USD_B E
Subventions aux énergies fossiles (consommation et production) en proportion du PIB total - G A % E
Subventions aux énergies fossiles (consommation et production) par habitant (dollars américains nominaux) - G A CU_USD E
Volume de fret, par mode de transport (tonnes-kilomètres) - AIR G T_KM C
Recettes brutes des pays en développement au titre des subventions officielles au développement durable (millions de dollars américains) - G CU_USD_M G

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Densité du personnel de santé, par type de profession (pour 10 000 habitants) - G PHYS PER_10000_POP C
Mise en œuvre d'outils comptables standard pour le suivi des aspects économiques et environnementaux du tourisme (tableaux SEEA) - G NUM C
Mise en œuvre d'outils comptables normalisés pour le suivi des aspects économiques et environnementaux du tourisme (tableaux du compte satellite du tourisme) - G NUM C
Mise en œuvre d'outils comptables normalisés pour le suivi des aspects économiques et environnementaux du tourisme (nombre de tableaux) - G NUM C
Indicateur d'anomalies des prix des produits alimentaires (IAPA), par indice des prix des produits alimentaires à la consommation - G A Index G
Capacité installée de production d'électricité renouvelable (watts par habitant) - G W_PER_CAPITA E
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de (%), G % C SPAR01
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR02
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR03
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR04
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR05
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR06
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR07
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR08
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR09
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR10
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR11
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR12
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR13
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C01
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C02
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C03
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C04
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C05
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C06
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C07
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C08
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C09
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C10
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C11
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C12
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C13
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C14
Capacité du Règlement sanitaire international (RSI), par type de capacité du RSI (%) - G % C SPAR2-C15
Flux financiers internationaux vers les pays en développement pour le soutien de la recherche et le développement d'énergie propre, ainsi que production d'énergie renouvelable, entre autres dans les systèmes hybrides (en millions de dollars américains constants de 2021) - G CON_USD_M E
Superficie des lacs et rivières en eau permanente (% de la superficie totale) - G A % E
Superficie des lacs et rivières en eau permanente (kilomètres carrés) - G A KMSQ E
Modification de la superficie des eaux permanentes contenues dans les lacs et les rivières (%) - G B % E
Superficie en eau saisonnière des lacs et rivières (% de la superficie totale) - G A % E

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Superficie en eau saisonnière des lacs et rivières (kilomètres carrés) - G A KMSQ E
Changement saisonnier de la superficie des lacs et des rivières (%) - G B % E
Législation, réglementation, loi relative à la prévention de l'introduction et à la gestion des espèces exotiques envahissantes (1 = OUI, 0 = NON) - G BOOL N
Niveau de conformité nationale avec les droits du travail (liberté d'association et de négociation collective) sur la base des sources textuelles de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de la législation nationale - G E Score G
Niveau de stress hydrique : prélèvement d'eau douce par rapport aux ressources en eau douces disponibles (%) - G A % Industries G
Niveau de stress hydrique : prélèvement d'eau douce par rapport aux ressources en eau douces disponibles (%) - G A % ISIC4_ GTT G
Niveau de stress hydrique : prélèvement d'eau douce par rapport aux ressources en eau douce disponibles (%) - G A % TOTAL G
Valeur ajoutée manufacturière (en dollars constants de 2015) en proportion du PIB (%) - G A % ISIC4_C CA
Valeur ajoutée manufacturière (dollars américains courants) en proportion du PIB (%) - G A % ISIC4_C CA
Valeur ajoutée manufacturière par habitant (dollars constants de 2015) en proportion du PIB (%) - G A CON_USD ISIC4_C CA
Taux de mortalité maternelle _ sexe fém. - G PER_1000_LIVE_BIRTHS <1M E
Commerce de marchandises en proportion du PIB (%) - G % G
Conformité des objectifs de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) à l'objectif 9 d'Aichi pour la biodiversité défini dans le plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 (1 = OUI, 0 = NON) - G BOOL N
Décès néonataux (nombre) - Les deux sexes - G NUM <1M E
Nombre d'orateurs au parlement, par âge et par sexe, chambre basse ou monocamérale (nombre) Taux de mortalité néo-natale (décès pour 1 000 naissances vivantes) - Les deux sexes - G PER_1000_LIVE_BIRTHS <1M E
Prêts non performants nets de provisions rapportés aux fonds propres (%) - G A % C
Prêts non performants par rapport au total des prêts bruts (%) - G A % C
Nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB) pour 100 000 adultes - G A PER_100000_POP 15+ C
Nombre d'agences bancaires commerciales pour 100 000 adultes - G A PER_100000_POP 15+ C
Nombre d'abonnements au haut débit fixe, par vitesse (nombre) - 256KT2MBPS - G NUM C
Nombre d'abonnements au haut débit fixe, par vitesse (nombre) 2MT10MBPS - G NUM C
Nombre d'abonnements au haut débit fixe, par vitesse (nombre) ANYS - G NUM C
Nombre de races locales détenues dans le pays - G E NUM E
Nombre de races locales dont le statut de risque est inconnu (nombre) - G E NUM E
Nombre de personnes nécessitant des interventions contre les maladies tropicales négligées (nombre) - G NUM CA
Nombre de réfugiés pour 100 000 habitants, par pays d'origine (pour 100 000 habitants) - G PER_100000_POP C
Nombre de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (nombre) - sexe fém. - NUM C
Nombre d'orateurs au parlement, par âge et par sexe, Chambre basse ou monocamérale – sexe masc. G - NUM 46 + C
Nombre de races transfrontalières (y compris les races disparues) - G E NUM E
Nombre de jeunes au parlement (45 ans ou moins), Chambre basse ou monocamérale (nombre) - G NUM <=45Y C
Indice de couverture de l'inventaire des données ouvertes (ICIDO) - G Index E
Parties respectant leurs engagements et obligations en matière de transmission d'informations conformément à la convention de Bâle sur les déchets dangereux et autres produits chimiques (%) - G % C
Parties respectant leurs engagements et obligations en matière de transmission d'informations conformément à la convention de Rotterdam sur les déchets dangereux et autres produits chimiques (%) - G % C
Parties respectant leurs engagements et obligations en matière de transmission d'informations conformément à la convention de Stockholm sur les déchets dangereux et autres produits chimiques (%) - G % C
Volume de passagers (passagers-kilomètres), par mode de transport - AIR - G P_KM C
Population en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (milliers de personnes) - Sexe mas. - G A NUM_TH 15+ G

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Population en situation d'insécurité alimentaire grave (milliers de personnes), Sexe fém. - G A NUM_TH 15+ G
Population en situation d'insécurité alimentaire grave (en milliers de personnes), Sexe mas. - G A NUM_TH 15+ G
Investissements de portefeuille, nets (Balance des paiements, dollars américains courants) - G CU_USD G
Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère au sein de la population (%), sexe mas. - Toutes zones - G A % 15+ G
Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère au sein de la population (%), sexe mas. - Toutes zones - G A % 15+ G
Prévalence de la sous-alimentation (%) - G E % E
Proportion d'enfants en surpoids modéré ou sévère (%) - G A PER_POP_U5 <5Y M
Proportion d'enfants souffrant d'un retard de croissance modéré ou grave (%) - G A PER_POP_U5 <5Y M
Proportion du budget national financé par les impôts nationaux (%) - G A % C
Proportion de la population couverte par au moins un réseau mobile 2G (%) - G % C
Proportion de la population couverte par au moins un réseau mobile 3G (%) - G % C
Proportion de la population couverte par au moins un réseau mobile 4G – (%) G % C
Proportion de la population pratiquant la défécation en plein air, par zone urbaine / rurale - Toutes zones (%) - G % E
Proportion de la population pratiquant la défécation en plein air, par zone urbaine / rurale - Zones rurales (%) - G % E
Proportion de la population pratiquant la défécation en plein air, par zone urbaine / rurale - Zones urbaines (%) - G % E
Proportion de la population utilisant les services de base d'eau potable, par lieu - Toutes zones (%) - G % E
Proportion de la population utilisant les services de base d'eau potable, par localisation - Zones rurales (%) - G % E
Proportion de la population utilisant les services d'eau potable de base, par lieu - Zones urbaines (%) - G % E
Proportion de la population utilisant les services d'assainissement de base, par lieu - Toutes zones (%) - G % E
Proportion de la population utilisant les services d'assainissement de base, par lieu - zones rurales (%) G % E
Proportion de la population utilisant les services d'assainissement de base, par lieu - Zones urbaines (%) - G % E
Proportion de la population ayant accès à l'électricité, par zone urbaine / rurale - Toutes zones (%) - G % M
Proportion de la population ayant accès à l'électricité, par zone urbaine / rurale - Zone urbaine (%) - G % M
Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du nombre total de sièges), sexe fém. - G % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G AGR % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G ALP % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G ARM % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G CLO % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G IND % C
Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations avec un tarif zéro (%) - G TEX % C
Proportion de la population cible ayant reçu 3 doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC 3) (%) - G % E
Proportion de la population cible ayant reçu une 3e dose de vaccin pneumococcique conjugué (PCV3) (%) - G % E
Proportion de la population cible ayant reçu une deuxième dose de vaccin contenant la rougeole (VVR2) (%) - G % E
Proportion des droits de vote des pays en développement dans les organisations internationales, par organisation (%) - G % G IMF
Proportion de jeunes au parlement (45 ans ou moins), chambre basse ou monocamérale (%) - G % <=45Y C
Ratio de femmes parlementaires (rapport entre la proportion de femmes au parlement et la proportion de femmes dans la population nationale, avec l'âge d'éligibilité comme limite inférieure), Chambre basse ou monocamérale - G Ratio C
Ratio de jeunes députés au parlement (ratio de la proportion de jeunes députés au parlement (45 ans ou moins) dans la proportion de la population nationale (45 ans ou moins), avec l'âge d'éligibilité comme limite inférieure), chambre basse ou monocamérale - G Ratio <=45Y C
Pays bénéficiaires d'un financement mondial ayant accès à tout financement provenant de mécanismes financiers mondiaux pour des projets liés à la gestion des espèces exotiques envahissantes (1 = OUI, 0 = NON) - G BOOL N
Indice liste rouge - G Index E
Fonds propres réglementaires de catégorie 1 par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques (%) - G A % C
Fonds propres réglementaires par rapport aux actifs (%) - G A % C

Tableau 16 (suite)

Indicateurs des objectifs de développement durable.
Part d'énergie renouvelable dans la consommation totale finale d'énergie (%) - G % E
Superficie minimale des réservoirs d'eau (% de la superficie totale) - G A % E
Superficie minimale des réservoirs d'eau (kilomètres carrés) - G A KMSQ E
Variation de la superficie minimale des réservoirs (%) - G B % E
Rendement des actifs (%) - G A % C
Recettes publiques totales (budget de l'administration centrale) en proportion du PIB (%) - G A % C
Recettes publiques totales, en monnaie locale - G A CUR_LCU_M C
Nombre total déclaré d'accords de transfert de matériel standard (ATMS) transférant des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture au pays (nombre) - G NUM C
Réserves totales en mois d'importations (ratio) - G Ratio G
Incidence de la tuberculose (pour 100 000 habitants) - G PER_100000_POP G
Décès des enfants de moins de cinq ans (nombre), sexe mas. - G NUM <5Y E
Taux de mortalité des moins de cinq ans, par sexe (décès pour 1 000 naissances vivantes), sexe mas. - G PER_1000_LIVE_BIRTHS <5Y E
Indice de couverture des services de la couverture sanitaire universelle (CSU) - G Index E
Volume des transferts de fonds (en dollars américains) en proportion du PIB total (%) - G % G
Efficacité de l'utilisation de l'eau (en dollars américains et par mètre cube) - G A USD/m3 INDUSTRIES G
Efficacité de l'utilisation de l'eau (en dollars américains et par mètre cube) - G A USD/m3 ISIC4_A01_A0210_A0322 G
Efficacité de l'utilisation de l'eau (en dollars américains et par mètre cube) - G A USD/m3 ISIC4_GTT G
Efficacité de l'utilisation de l'eau (en dollars américains et par mètre cube) - G A USD/m3 TOTAL G
Moyenne tarifaire pondérée mondiale, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G AGR % C
Moyenne tarifaire pondérée mondiale, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G ALP % C
Moyenne tarifaire pondérée mondiale, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G CLO % C
Moyenne tarifaire pondérée mondiale, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G IND % C
Moyenne tarifaire pondérée mondiale, statut de la nation la plus favorisée, par type de produit (%) - G TEX % C
Moyenne tarifaire mondiale pondérée, statut préférentiel, par type de produit (%) - G AGR % C
Moyenne tarifaire mondiale pondérée, statut préférentiel, par type de produit (%) - G ALP % C
Moyenne tarifaire mondiale pondérée, statut préférentiel, par type de produit (%) - G CLO % C
Moyenne tarifaire mondiale pondérée, statut préférentiel, par type de produit (%) - G IND % C
Moyenne tarifaire mondiale pondérée, statut préférentiel, par type de produit (%) - G TEX % C
[OIT] Proportion d'enfants/ménages recevant des allocations familiales, par sexe- les deux sexes (%) - G A % E
[OIT] Proportion de la population occupée couverte en cas d'accident du travail, par sexe - les deux sexes (%) - G A % E
[OIT] Proportion de mères de nouveau-nés bénéficiant de prestations de maternité en espèces - sexe fém. (%) - G A % E
[OIT] Proportion de la population ayant dépassé l'âge légal de la retraite et percevant une pension, par sexe - les deux sexes - (%) G A % E
[OIT] Proportion de la population bénéficiant d'au moins une prestation de protection sociale, par sexe - les deux sexes (%) - G A % E
[OIT] Proportion de la population gravement handicapée recevant des prestations d'invalidité, par sexe - les deux sexes (%) - G A % E
[OIT] Proportion de chômeurs recevant des allocations de chômage, par sexe -les deux sexes (%) - G A % E
[OIT] Proportion de la population vulnérable bénéficiant d'une aide sociale en espèces, par sexe - les deux sexes (%) - G A % E

Tableau 17 États les plus et les moins similaires dans le réseau complexe construit à partir d'indicateurs sélectionnés, avec les valeurs de corrélation de Pearson correspondantes

	État plus similaire	État moins similaire
Afghanistan	Eritrie (0.6525)	Canada (0.2313)
Albanie	Moldova (0.8639)	Guinée équatoriale (0.2550)
Algérie	Tunisie (0.8409)	Tchad (0.2111)
Andorre	St. Kitts et Nevis (0.8037)	Libéria (0.2166)
Angola	Mozambique (0.7296)	Chine (0.2218)
Antigua et Barbuda	St. Lucia (0.8669)	Somalie (0.2058)
Argentine	Uruguay (0.7661)	Republique du Centre-Afrique (0.1977)
Arménie	Géorgie (0.8799)	Sud Soudan (0.2412)
Australie	Denmark (0.8531)	Guinée-Bissau (0.1804)
Austria	Grèce (0.8763)	Haïti (0.2130)
Azerbaïdjan	Kazakhstan (0.7980)	Sud Soudan (0.1963)
Bahamas	Antigua et Barbuda (0.7323)	Chine (0.1984)
Bahreïn	Kuwait (0.7931)	Somalie (0.2358)
Bangladesh	Maroc (0.7554)	Somalie (0.2503)
Barbados	Trinité-et-Tobago (0.8486)	République Démocratique du Congo (0.2038)
Biélorussie	Portugal (0.8218)	République Démocratique du Congo (0.2248)
Belgique	Portugal (0.8448)	Guinée équatoriale (0.2021)
Belize	Saint-Vincent-et-les-Grenadines (0.7326)	Chine (0.1695)
Bénin	Togo (0.7919)	Fédération de Russie (0.1648)
Bhoutan	Yemen (0.6873)	Liechtenstein (0.2171)
Bolivie	Tunisie (0.7670)	Sud Soudan (0.2770)
Bosnie et Herzégovine	Macédoine du Nord (0.8198)	République Démocratique du Congo (0.2123)
Botswana	Brunei Darussalam (0.7189)	République Populaire Démocratique de Corée (0.2300)
Brésil	Espagne (0.6885)	Guinée équatoriale (0.1734)
Brunei Darussalam	Bosnie et Herzégovine (0.7966)	Ouganda (0.2052)
Bulgarie	République tchèque (0.8561)	République Démocratique du Congo (0.2214)
Burkina Faso	Togo (0.8122)	Fédération de Russie (0.2373)
Burundi	Guinée (0.7896)	Australie (0.1928)
Cap-Vert	Trinité-et-Tobago (0.7744)	Republique du Centre-Afrique (0.2348)
Cambodie	Laos (0.7904)	États-Unis (0.2000)
Cameroon	Soudan (0.7806)	Australie (0.2032)
Canada	Australie (0.8131)	Madagascar (0.1623)
Republique du Centre-Afrique	Guinée-Bissau (0.7263)	États-Unis (-0.2478)
Tchad	Burkina Faso (0.7184)	Ukraine (0.1715)
Chili	Arménie (0.8077)	République Démocratique du Congo (0.1801)
Chine	États-Unis (0.7029)	Republique du Centre-Afrique (-0.2044)

Tableau 17 (suite)

	État plus similaire	État moins similaire
Colombie	Costa Rica (0.8323)	Tchad (0.1935)
Comores	Cote d'Ivoire (0.7168)	Fédération de Russie (0.1879)
Costa Rica	Lettonie (0.8359)	Sud Soudan (0.2013)
Cote d'Ivoire	Togo (0.8431)	Chine (0.1843)
Croatie	Espagne (0.8998)	Sud Soudan (0.2181)
Cuba	Portugal (0.7794)	République Démocratique du Congo (0.2198)
Chypre	Lithuania (0.8158)	République Démocratique du Congo (0.1972)
République tchèque	Austria (0.8745)	République Démocratique du Congo (0.2275)
République Démocratique du Congo	Nigéria (0.7045)	Kazakhstan (0.1712)
République Populaire Démocratique de Corée	Iran, Islamic Rep. (0.5857)	République Démocratique du Congo (0.1917)
Denmark	Norvège (0.9016)	Guinée équatoriale (0.1901)
Djibouti	Fidji (0.6164)	Royaume-Uni (0.1891)
Dominique	Saint-Vincent-et-les-Grenadines (0.8315)	Chine (0.1906)
République dominicaine	Honduras (0.8064)	Republique du Centre-Afrique (0.2232)
Équateur	Maroc (0.7890)	Republique du Centre-Afrique (0.1835)
Egypte	Tunisie (0.8130)	Somalie (0.2004)
Le Salvador	Nicaragua (0.8394)	Saint Marin (0.2219)
Guinée équatoriale	Gabon (0.6910)	Brésil (0.1734)
Eritrie	Togo (0.7348)	Saint Marin (0.2664)
Estonie	Lettonie (0.8996)	Tchad (0.2164)
Eswatini	Laos (0.6994)	États-Unis (0.1899)
Ethiopie	Soudan (0.7588)	Brunei Darussalam (0.2349)
Fidji	Maldives (0.7614)	Sud Soudan (0.2095)
Finlande	Suède (0.9214)	Guinée équatoriale (0.2148)
France	Espagne (0.9042)	Libéria (0.1980)
Gabon	République du Congo (0.7617)	Fédération de Russie (0.2143)
Gambie	Guinée (0.7673)	Liechtenstein (0.2364)
Géorgie	Arménie (0.8799)	Tchad (0.2249)
Allemagne	France (0.8977)	Madagascar (0.1950)
Ghana	Sénégal (0.7473)	Chine (0.1839)
Grèce	Austria (0.8763)	République Démocratique du Congo (0.2213)
Grenade	Saint-Vincent-et-les-Grenadines (0.8195)	Tchad (0.2076)
Guatemala	Maroc (0.7444)	Liechtenstein (0.2151)
Guinée	Mali (0.8123)	Japan (0.1777)
Guinée-Bissau	Sierra Leone (0.7702)	Australie (0.1804)
Guyana	St. Lucia (0.7801)	Republique du Centre-Afrique (0.1978)
Haïti	Zambie (0.6177)	Inde (0.1806)
Honduras	République dominicaine (0.8064)	Saint Marin (0.2356)

Tableau 17 (suite)

	État plus similaire	État moins similaire
Hongrie	Croatie (0.8880)	Tchad (0.2174)
Islande	Norvège (0.8257)	Somalie (0.2360)
Inde	Chine (0.6792)	Haïti (0.1806)
Indonésie	Philippines (0.7654)	Somalie (0.2110)
Iran	Algérie (0.7494)	Lesotho (0.2013)
Iraq	Syrien République arabe (0.7402)	Guinée équatoriale (0.1988)
Irlande	Lettonie (0.8212)	Haïti (0.1907)
Israël	Singapoure (0.8219)	Guinée (0.2043)
Italie	Espagne (0.8797)	République Démocratique du Congo (0.1832)
Jamaïque	Le Salvador (0.8212)	Sud Soudan (0.2126)
Japan	République de Corée (0.8643)	Guinée (0.1777)
Jordanie	Laos (0.7426)	Sud Soudan (0.2026)
Kazakhstan	Biélorussie (0.8055)	République Démocratique du Congo (0.1712)
Kenya	Sénégal (0.7642)	Chine (0.1686)
Kiribati	États fédérés de Micronesia (0.7090)	États-Unis (0.1852)
Kuwait	Qatar (0.8578)	Niger (0.2204)
République kirghize	Monténégro (0.8207)	Republique du Centre-Afrique (0.2241)
Laos	Cambodie (0.7904)	Chine (0.2144)
Lettonie	Lithuania (0.9042)	Tchad (0.1950)
Liban	Venezuela (0.7594)	Sud Soudan (0.1987)
Lesotho	Namibia (0.6462)	Fédération de Russie (0.1803)
Libéria	Guinée-Bissau (0.7682)	Australie (0.1876)
Libye	Iraq (0.7014)	Somalie (0.1901)
Liechtenstein	Singapoure (0.7105)	Guatemala (0.2151)
Lithuania	Lettonie (0.9042)	Niger (0.2211)
Luxembourg	Denmark (0.8322)	Madagascar (0.2121)
Madagascar	Togo (0.7685)	Canada (0.1623)
Malawi	Burundi (0.7889)	Australie (0.1857)
Malaysia	Thaïlande (0.8364)	Somalie (0.1819)
Maldives	Fidji (0.7614)	République Démocratique du Congo (0.1718)
Mali	Guinée (0.8123)	Fédération de Russie (0.2137)
Malte	Croatie (0.8678)	Tchad (0.2372)
Îles Marshall	Tuvalu (0.7777)	Canada (0.2222)
Mauritanie	Sénégal (0.7644)	Fédération de Russie (0.1859)
Mauritius	Seychelles (0.7570)	République Démocratique du Congo (0.2133)
Mexique	Costa Rica (0.7895)	Somalie (0.1890)
États fédérés de Micronesia	Îles Marshall (0.7744)	Tchad (0.2106)
Moldova	Albanie (0.8639)	Republique du Centre-Afrique (0.2039)
Monaco	Andorre (0.7751)	Ethiopie (0.2515)
Mongolie	Portugal (0.7763)	République Démocratique du Congo (0.2512)

Tableau 17 (suite)

	État plus similaire	État moins similaire
Monténégro	République kirghize (0.8207)	Tchad (0.2049)
Maroc	Tunisie (0.8694)	Republique du Centre-Afrique (0.1948)
Mozambique	Yemen (0.7978)	États-Unis (0.2112)
Birmanie	Laos (0.7676)	États-Unis (0.2815)
Namibia	Yemen(0.7164)	Chine (0.2233)
Nauru	Bosnie et Herzegovine (0.6476)	Sénégal (0.2209)
Népal	Laos (0.7410)	Fédération de Russie (0.1982)
Pays-Bas	Denmark (0.8814)	Madagascar (0.1985)
Nouvelle-Zélande	Portugal (0.8089)	Sierra Leone (0.1880)
Nicaragua	Le Salvador (0.8394)	Republique du Centre-Afrique (0.1936)
Niger	Bénin (0.7856)	Thaïlande (0.1703)
Nigéria	Pakistan (0.7167)	Chine (0.1825)
Macédoine du Nord	Bosnie et Herzegovine (0.8198)	Niger (0.2561)
Norvège	Denmark (0.9016)	Tchad (0.1836)
Oman	Kuwait (0.8210)	Somalie (0.1903)
Pakistan	Nigéria (0.7167)	États-Unis (0.2103)
Palaos	Tonga (0.7356)	Burkina Faso (0.2820)
Panama	Albanie (0.7916)	Republique du Centre-Afrique (0.2043)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Yemen (0.7046)	Turkménistan (0.2014)
Paraguay	Trinité-et-Tobago (0.7376)	Republique du Centre-Afrique (0.2085)
Pérou	Équateur (0.7558)	Republique du Centre-Afrique (0.2217)
Philippines	Malaysia (0.7956)	Republique du Centre-Afrique (0.1886)
Pologne	Slovenie (0.8394)	République Démocratique du Congo (0.1985)
Portugal	Espagne (0.8997)	République Démocratique du Congo (0.2470)
Qatar	Emirats Arabes Unis (0.8644)	Sud Soudan (0.2052)
République du Congo	Gabon (0.7617)	Nauru (0.2380)
République de Corée	Japan (0.8643)	Niger (0.1796)
Roumanie	République tchèque (0.8706)	Sud Soudan (0.2091)
Fédération de Russie	Canada (0.7528)	Bénin (0.1648)
Rwanda	Yemen (0.7822)	Chine (0.2315)
Samoa	Tuvalu (0.7869)	Republique du Centre-Afrique (0.2004)
Saint Marin	Monaco (0.6633)	Lesotho (0.2214)
Sao Tomé et Príncipe	Gambie, The (0.7257)	République Populaire Démocratique de Corée (0.2054)
Arabie-Saoudite	Kuwait (0.8394)	République Démocratique du Congo (0.2159)
Sénégal	Mauritanie (0.7644)	États-Unis (0.1969)
Sérbie	Bulgarie (0.8083)	République Démocratique du Congo (0.2349)
Seychelles	Mauritius (0.7570)	Chine (0.2058)
Sierra Leone	Guinée-Bissau (0.7702)	Inde (0.1847)
Singapoure	Israël (0.8219)	Libéria (0.1942)

Tableau 17 (suite)

	État plus similaire	État moins similaire
République slovaque	Hongrie (0.8842)	Tchad (0.1906)
Slovenie	Lithuania (0.8937)	Guinée-Bissau (0.2516)
Îles Salomon	Samoa (0.6729)	Chine (0.1904)
Somalie	Sud Soudan (0.6638)	Malaysia (0.1819)
Afrique du Sud	Mexique (0.7696)	Sud Soudan (0.2125)
Sud Soudan	Republique du Centre-Afrique (0.6859)	Ouzbékistan (0.1927)
Espagne	France (0.9042)	Tchad (0.1860)
Sri Lanka	Le Salvador (0.7402)	Sud Soudan (0.2019)
St. Kitts et Nevis	Saint-Vincent-et-les-Grenadines (0.8058)	Tchad (0.2297)
St. Lucia	Antigua et Barbuda (0.8669)	Somalie (0.2567)
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Dominique (0.8315)	Chine (0.1947)
Soudan	Cameroon (0.7806)	Fédération de Russie (0.2166)
Suriname	Trinité-et-Tobago (0.7443)	Republique du Centre-Afrique (0.2046)
Suède	Finlande (0.9214)	Guinée équatoriale (0.1965)
Suisse	Suède (0.8865)	Sierra Leone (0.1992)
Syrien République arabe	Iraq (0.7402)	Chine (0.2177)
Tadjikistan	République kirghize (0.7569)	États-Unis (0.2792)
Tanzania	Kenya (0.7397)	Fédération de Russie (0.2188)
Thaïlande	Malaysia (0.8364)	Niger (0.1703)
Timor-Leste	Tuvalu (0.6724)	République Démocratique du Congo (0.2653)
Togo	Cote d'Ivoire (0.8431)	Fédération de Russie (0.2079)
Tonga	Samoa (0.7798)	Republique du Centre-Afrique (0.1810)
Trinité-et-Tobago	Barbados (0.8486)	Tchad (0.2398)
Tunisie	Maroc (0.8694)	Republique du Centre-Afrique (0.1943)
Türkiye	Espagne (0.7528)	Madagascar (0.2019)
Turkménistan	Bahreïn (0.7553)	République Démocratique du Congo (0.1862)
Tuvalu	Samoa (0.7869)	Republique du Centre-Afrique (0.2054)
Ouganda	Rwanda (0.7288)	Brunei Darussalam (0.2052)
Ukraine	Grèce (0.7377)	Tchad (0.1715)
Emirats Arabes Unis	Qatar (0.8644)	Madagascar (0.1988)
Royaume-Uni	France (0.8938)	Djibouti (0.1891)
États-Unis	Canada (0.7619)	Republique du Centre-Afrique (-0.2478)
Uruguay	Sérbie (0.7935)	Sud Soudan (0.2177)
Ouzbékistan	Bahreïn (0.7876)	République Démocratique du Congo (0.1772)
Vanuatu	Tadjikistan (0.7444)	États-Unis (0.2191)
Venezuela	Liban (0.7594)	Niger (0.2798)
Viet nam	Cote d'Ivoire (0.7002)	Chine (0.1904)
Yemen	Mozambique (0.7978)	États-Unis (0.2132)
Zambie	Burkina Faso (0.7924)	Chine (0.1705)
Zimbabwe	Thaïlande (0.7099)	Somalie (0.2281)

15. Supplément sur l'intelligence artificielle

Tableau 18 Liste sélective des initiatives des Nations unies liées à l'intelligence artificielle

Résolutions de l'ONU		
Titre	Description	URL
Résolution A/RES/78/311	<p>"Intensifier la coopération internationale en matière de renforcement des capacités dans le domaine de l'intelligence artificielle " (25 juin 2024)</p> <p>Ce projet de résolution met l'accent sur l'importance de la coopération internationale en matière de renforcement des capacités dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), en particulier dans les pays en développement. Il souligne la nécessité pour les systèmes d'IA d'être sûrs, fiables, dignes de confiance et inclusifs, en mettant en valeur la promotion des droits de l'homme et l'adhésion au droit international. La résolution reconnaît les changements technologiques rapides et le potentiel de l'IA à contribuer aux objectifs de développement durable, tout en reconnaissant les risques et les défis associés à son utilisation abusive.</p>	https://digitallibrary.un.org/record/4053245?ln=en&v=pdf
Résolution A/RES/78/265	<p>"Saisir les possibilités offertes par des systèmes d'intelligence artificielle sûrs, sécurisés et dignes de confiance pour le développement durable " (2024)*</p> <p>Adoptée le 21 mars 2024, cette résolution historique est la première résolution de l'ONU entièrement consacrée à l'IA. Elle souligne l'importance de développer des systèmes d'IA sûrs, sécurisés et dignes de confiance tout en promouvant le développement durable. La résolution appelle à la coopération internationale, à un accès équitable aux technologies de l'IA et à la protection des droits de l'homme. Elle souligne également la nécessité de mettre en place des cadres réglementaires, tant au niveau national qu'international, pour gérer les risques liés à l'IA et veiller à ce que ses avantages soient largement partagés.</p>	https://digitallibrary.un.org/record/4043244?v=pdf
Résolution A/HRC/53/L.27/Rev.1	<p>"Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme " adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 14 juillet 2023</p> <p>Elle souligne l'importance d'aborder les implications des technologies numériques nouvelles et émergentes sur les droits de l'homme. Elle souligne la nécessité d'une coopération internationale et d'une approche fondée sur les droits de l'homme pour réglementer et utiliser ces technologies afin de s'assurer qu'elles contribuent à la promotion et à la protection des droits de l'homme.</p>	https://digitallibrary.un.org/record/4020206?ln=en&v=pdf

Tableau 18 (suite)

Secrétariat des Nations unies		
Conseil consultatif du Secrétaire général		
Titre	Description	URL
Gouverner l'IA au bénéfice de l'humanité - Nations unies (2023)	Le rapport intérimaire de l'organe consultatif de haut niveau des Nations unies sur l'IA expose les principes et les fonctions d'une gouvernance mondiale de l'IA. Il aborde les possibilités offertes, les risques et les défis de l'IA et propose un cadre de collaboration internationale pour faire en sorte que l'IA profite à l'ensemble de l'humanité tout en atténuant les risques.	https://www.un.org/en/ai-advisory-body
Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle		
Rapport intermédiaire : Gouverner l'IA au bénéfice de l'humanité	Le rapport appelle à un alignement plus étroit entre les normes internationales et la manière dont l'IA est développée et déployée.	https://www.un.org/en/ai-advisory-body
Le DESA de l'ONU		
Avec l'IA, les emplois changent, mais on ne s'attend à aucun chômage de masse - Experts de l'ONU en matière de travail	Ce département examine à fond l'impact de l'IA sur les marchés du travail, en mettant l'accent sur le remplacement des tâches routinières et la création de nouveaux rôles nécessitant des compétences interpersonnelles. Il plaide en faveur de politiques favorisant des avantages équitables en matière d'IA et exhorte les gouvernements à adopter des réglementations souples et à renforcer les protections sociales. L'OIT souligne l'importance de s'adapter à la technologie numérique.	https://www.un.org/tr/desa/ai-jobs-are-changing-no-mass-unemployment-expected-un-labour-experts
Questions d'actualité : L'impact de la révolution technologique sur les marchés du travail et la répartition des revenus (juillet 2017)	Il s'agit d'effectuer une analyse complète de la manière dont les avancées technologiques, en particulier celles impliquant l'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation, transforment l'économie mondiale et les marchés du travail.	https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/2017_Aug_Frontier-Issues-1.pdf
Forum sur la gouvernance de l'Internet		
Réseau politique sur l'intelligence artificielle (RPIA)	Il rassemble les efforts multipartites mondiaux en matière d'IA et propose quatre nouveaux domaines d'action pour 2024, en s'appuyant sur les discussions antérieures sur l'IA.	https://www.intgovforum.org/en/pnai

Tableau 18 (suite)

UNESCO		
Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle	La toute première norme mondiale de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA a été adoptée par l'ensemble des 193 États membres en novembre 2021. En effet, adoptée par les États membres de l'UNESCO en novembre 2021, la recommandation présente une série de valeurs, de principes et d'actions servant de guide pour les États dans la formulation de leur législation, de leurs politiques et d'autres instruments concernant l'IA. Par exemple, le document appelle à une action à même d'assurer aux individus plus de vie privée et de protection des données, en permettant la transparence, l'agence et le contrôle de leurs données personnelles. L'interdiction explicite de l'utilisation des systèmes d'IA à des fins de notation sociale et de surveillance de masse est également soulignée, et des dispositions sont prévues pour veiller à ce que les préjugés du monde réel ne soient pas reproduits en ligne.	https://www.unesco.org/en/articles/recommendation-ethics-artificial-intelligence
Titre	Description	URL
Rapport du Comité de haut niveau sur les programmes concernant sa Consultation virtuelle sur l'éthique de l'intelligence artificielle	Le rapport détaille la réunion virtuelle tenue le 29 juillet 2020 par le Comité de haut niveau sur les programmes pour discuter de l'éthique de l'intelligence artificielle (IA). Dirigée par l'UNESCO, la réunion s'est axée sur l'élaboration d'un instrument normatif mondial sur l'éthique de l'IA. Elle a souligné l'importance de répondre aux préoccupations éthiques, telles que la vie privée, la protection des données et les préjugés, et a mis en évidence la nécessité d'une coopération internationale et d'un renforcement des capacités. Les discussions ont mis en évidence le rôle essentiel des Nations unies pour que l'IA soit développée et utilisée de manière éthique, inclusive, et au bénéfice de tous les secteurs de la société.	https://digitallibrary.un.org/record/3895564?ln=en&v=pdf
UIT		
Activités des Nations unies sur l'intelligence artificielle (IA)	Ce rapport compile les activités liées à l'IA de 46 agences de l'ONU, en se focalisant sur l'utilisation éthique de l'IA et son application dans divers secteurs. Il vise à favoriser la collaboration et à élaborer une compréhension commune des technologies de l'IA, à l'appui de l'Agenda 2030 pour le développement durable.	https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/gen/S-GEN-UNACT-2022-PDF-E.pdf
UNU		
Vers un rôle des Nations unies dans la gouvernance des modèles d'intelligence artificielle des fondations (2023)	Ce document de travail examine les défis de gouvernance posés par les modèles d'IA de fondation tels que le GPT-4. Il recommande que l'ONU se focalise sur l'élaboration de normes et de consensus plutôt que sur la réglementation technique, en mettant l'accent sur la répartition équitable des bénéfices et la convergence internationale sur les meilleures pratiques en la matière.	https://unu.edu/cpr/working-paper/towards-un-role-governing-foundation-artificial-intelligence-models

16. Liste des volontaires des Nations unies pour la recherche en ligne, ainsi que la liste des pays et des villes répondant au QEM et au QGL

Tableau 19 Liste des chercheurs en ligne

Abdullah Farah	Abraham Selby	Adam Šima
Adama Sana	Adel Alareba	Adrienn B. sz
Aigul Azamat	Aisha Ayyad	Alanood Alwahaibi
Alari Rammo	Alcindo Costa	Alejandra Jazmin Bartosik
Alejandro Clastornik	Aleksandra Starcevic	Alex Jiya
Alexia de Roode Torres Georgiadis	Amadou OURY Diallo	Amal Salah Janahi
Amanda Zuze	Aminath Nihan	Amirjon Abdukodirov
Ana Herrera González	Ana Mishkovska Fahrni	Anchal Manchanda
Andrea Vinelli	Andrés Villar	Angel Zundel
Anita Adhikari	Anna Sobota	Annette Murigi
Antons Miscenko	Arnold Murigi	Asim Omran
Asmaa Nabil	Assane Igodoe Aissata	Audrey Kianjaya
Bano Abdulrahman	Barry Hamblin	Batzorig Tuvshinjargal
Begench Bayramov	Besar Gjokaj	Botagoz Kairatkyzy
Camila González López	Carol Kollen	Caroline Echea
Cassimo Gulamo	Celestine Donovan-Bradley	Cesar Leonardo Perez Carrera
Charmaine Distor	Chuyi Lu	Claudia Torres Farias
Courage Chakanza	Daniel Mordeki	Daniela Stratulativ
Dayhan Dagher Barham	Dean Ross	Deborah Marconcini Bittar
Dioceli Flores	Edith Williams	Eduardo Tejada
EL AID BLAILI	Elena Ricci	Elisa Maria Campos
Elizabeth Chatora	Elizabeth Niland	Emma Hevlund
Emma Le	Emman Zisko	Emmanuel Merson
Esther-Maria Rohde	Eun Young Jung	Eva Bolza-Schünemann
Evgeny Bachevsky	Faniel Hagos	Fatema Alhamed
Fathia Assakina	Fatima Zahra El Azizi	Fausia Shahnaaz Abdul
Feda Muhammad	Fleur BELINGA	Gabriela Rivera Monterrosa
Galina Limorenko	"Gaurav Madawela"	Gladys Besona
Hadja Keita	Hadjaratou Hamani	Hanan Zakaria AL-Saggaf
Hansali Dissanayake	Harry Sailale	Hsu Mon Kyaw Mon Kyaw
Hulya Yurekli	Ibrahim Atta	Igor Gabriel Araujo Medeiros
Illugi Hjaltalin	Ilyas Ouirdaoui	Ioana Alexandra Trifa
Isaac Aaron	Isaac Henries	Isabel Susino
Isabelle Plante	ISMAEL SANDA	Ivana Jezkova
Izumi Miki	Jakhongir Berkinov	Jamil Afandiyev
Jari Linikko	Jasmina Mulic	Jawwad Zaki
Jaya Basnet	Jean-Samuel Bonsenge-Bokanga	Jelissa Rodríguez
Jerome Idinin Adjimoti	Jessica W. L. Ware	Jingyi Jiang
Johanna Michell Chavez	Joseph Hendrixx	Joseph Lwanga
Josephine Zingani	Jovine Johansen	Joyeuse Tuyizere
Kabanga Deo	Kareem Altakee	Katerina Mansour
Kathy Comport	Kehinde Richard Fashua	Kelvin Luyako

Tableau 19 (suite)

Khadijatou Suso	Kie Okamoto	Krishna Pavan Challa
Ksenia Kumanina	labidi aya	Lalaina Andriamahenintsoa
Lamija Balta	Laura Baigorria	Laura Hermann
Laura Karmacsí	Liel Gold	Liisa Kohonen
Lina Coronado	Lithakazi Mkombe	Liyana Arlouskaya
Lorena Belenky	Lousine Aroyan	Luca Mouzannar
Lucas Foganholo	Lucie Gayelle Assonfack Kana	Luis Mena
Maëlle Délen	Magdalena Ciesielska	Mahdi Sadeghiha
Mahmoud Alzoubi	Maia Baghaturia	Maitha Alamimi
Maksim Padbiarozkin	Malika Gozikhonova	Manoek Sam
Margarit Baburyan	María Arrieche	Maria Rother
Maria Vasiliadou	Mariami Bitsadze	Mariglent Jazi
Marina Manakhova	Mario Mendoza	Mario von Ahn
Marisa Simbiak	Marsel Nurbolotov	Marta Rocha
Martina Astorga	Mbia Eloundou Boris	McEdward Davies
Md. Mamotaj Ali	Megi Dumí	Mehreen Buksh
Michal Krupczynski	Moamal Ghalib	Mohamed Abdullahi
Mohammed Bilal Wali	Muhammad Danial Lim	Naci Karkin
Naomi Prinsloo	Nasser Anda Garba	Natalja Cekalina
Natasha Rumbidzai Rupiya	Nicole Boudassou Baez	Nicole Mkandla
Nikki Camilleri	Nikolaj Storm Petersen	Nneoma Ojike
Nomenatiana Bakoalijaona	Nurmuhammet Annayev	OJEI EMEKE COLLINS
Ólafía Kolbrún Gestsdóttir	Olena Shkarpitna	Olivia Morra
Ong Juan Wen	Oscar Oldbury-Swift	Ozra Saghaeian
Parviz Melibaev	Patricia Moreno Gaona	Pau Vidal Gil
Paulina Robles Rubio	Pema Eden	Petya Barziiska
Pranjal Gautam	Prof. Karim Hamza	Qays Raed Abualrub
Rachael Purcell	Rafika Arsyad	Richard Mawa Michael
Riin Koppel	Rim Essa	Riyadh Fadhl
Roberta Spiteri	Rukhsara Babayeva	Rumen Stefanov
Ryan Ang	Salma Tabassum	Sam Verebes
Samuel Canicave	Sandra Kolb	Sara Samaha
Sashan Morris Anderson	Saumya Mehta	Scotia Haig
Séckou Amadou Alpha Coly	Serge Banga	Shafa Aishath
Sharon Zuckerman	Shashveena Shamira	Sim Ti
Sitthichok Mike Mongkhonsaen	Sohaib Hamza Ekshiekh	Sot Liachnis
Soumaya Khammassi	Su Maung	Sven Simikin
Tensae Endrias	Théophile Ntakirutimana	Thidaphone Temelath
Thien Tran	Thomas Nordbø Heyeraas	Tiblet Kelemwork
Unurtsetseg Boldbaatar	Uriel Maldonado Zamudio	Vasyl Kunychka
Vesta Šagoikaite	Wantinèki Diane Konassandé	Weldebrhan Werede
Won Fy Lee	Xuewei Liao	Yasmine Elsherif
Yasmine Jawad	Yousif El Ashi	Yudit Agni Puspitarini
Zaidullah Zahid	Zaklina Grgic	Zala Terlep Rogelj
Zoi Arvanitidou	Zoran Jordanoski	Zosheen Riaz

Tableau 20 Pays ayant répondu au questionnaire destiné aux États membres (QEM)

Albanie	Gambie	Fédération de Russie
Algérie	Hongrie	Samoa
Antigua et Barbuda	Honduras	Arabie-Saoudite
Argentine	Kiribati	Sérbie
Arménie	Italie	Seychelles
Australie	Irlande	Singapour
Autriche	Iraq	Slovenie
Azerbaïdjan	Iran (République islamique)	Somalie
Bahamas	Indonésie	Espagne
Bahreïn	Inde	Sri Lanka
Bangladesh	Jordanie	Suède
Belgique	Japan	Suisse
Belize	Kirghizistan	Syrien République arabe
Bénin	Kuwait	Thaïlande
Bhoutan	Kazakhstan	Tonga
Bolivie (État plurinational de)	Luxembourg	Trinité-et-Tobago
Bosnie et Herzégovine	Liechtenstein	Türkiye
Brésil	Liban	Tuvalu
Brunei Darussalam	Lettonie	Emirats Arabes Unis
Burkina Faso	Laos République démocratique populaire	Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord
Cap-Vert	Birmanie	République-Unie de Tanzanie
Cambodie	Maroc	Uruguay
Canada	Monténégro	Ouzbékistan
Chili	Mongolie	Viet Nam
Chine	Monaco	Yemen
Costa Rica	Mauritius	
Croatie	Mauritanie	
Cuba	Malte	
Chypre	Malaysia	
République tchèque	Namibia	
Denmark	Nouvelle-Zélande	
République dominicaine	Oman	
Équateur	Pakistan	
Egypte	Panama	
Estonie	Paraguay	
Eswatini	Pérou	
Ethiopie	Philippines	
Finlande	Pologne	
Fidji	Portugal	
Grèce	Qatar	
Allemagne	République de Corée	
Guatemala	République de Moldavie	

Tableau 21 Villes ayant répondu au questionnaire destiné au gouvernement local (QGL)

Addis Abeba (Ethiopie)	Alger (Algérie)	Almaty (Kazakhstan)
Amman (Jordanie)	Apia (Samoa)	Bagdad (Irak)
Baku (Azerbaïdjan)	Bangkok (Thaïlande)	Belize City (Belize)
Berlin (Allemagne)	Bogota (Colombie)	Bruxelles (Belgique)
Casablanca (Maroc)	Ville de Tallinn (Estonie)	Colombo (Sri Lanka)
Cotonou (Bénin)	Dar Es Salaam (République Unie de Tanzanie)	Dhaka (Dhaka North City Corporation), (Bangladesh)
Doha (Qatar)	Doubaï (Émirats Arabes Unis)	Dublin (Irlande)
Guatemala (Guatemala)	Havana (Cuba)	Jakarta (Indonésie)
Karachi (Pakistan)	Kuala Lumpur (Malaisie)	Londres (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)
Manama (Bahreïn)	Mbabane (Eswatini)	Monaco (Monaco)
Montevideo (Uruguay)	Moscou (Fédération de Russie)	Mumbai (Inde)
Niamey (Niger)	Nicosie (Chypre)	Nouakchott (Mauritanie)
Ouagadougou (Burkina Faso)	Port Louis (Île Maurice)	Riyad (Arabie Saoudite)
Rome (Italie)	Santo Domingo (République dominicaine)	Singapour (Singapour)
São Paulo (Brésil)	Tachkent (Ouzbékistan)	Tel Aviv (Israël)
Thimphu Thromde (Municipalité), (Bhoutan)	Tirana (Albanie)	Tokyo (Japon)
Vienne (Autriche)	Yangon (Myanmar)	Erevan (Arménie)

Cette treizième édition de l'Enquête des Nations unies sur l'e-gouvernement, rendue publique en 2024, apporte une évaluation complète du paysage du gouvernement numérique dans l'ensemble des 193 États membres. L'Enquête 2024 met en évidence une tendance importante à la hausse en matière de développement du gouvernement numérique dans le monde entier, accompagnée d'investissements accrus dans des infrastructures résilientes et des technologies de pointe. La valeur moyenne mondiale de l'indice de développement de l'e-gouvernement (IDEG) montre une amélioration substantielle, la proportion de la population en retard dans le domaine du développement du gouvernement numérique diminuant de 45 % en 2022 à 22,4 % en 2024.

En dépit des progrès considérables accomplis en matière de développement du gouvernement numérique, les moyennes de l'indice de l'IDEG dans la région africaine, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement restent inférieures à la moyenne mondiale, ce qui souligne la nécessité de déployer des efforts ciblés pour combler les lacunes existantes.

Au niveau local, l'enquête poursuit l'évaluation des portails des villes par le biais de l'indice des services locaux en ligne (ISLL). Les résultats de l'indice ISLL reflètent des progrès constants, mais mettent également en évidence des disparités persistantes entre les performances nationales et locales en e-gouvernement, soulignant par là le besoin à des initiatives ciblées pour le renforcement du gouvernement numérique au niveau municipal.

Cette édition présente le nouveau Cadre de référence du gouvernement numérique, qui fournit aux pays une feuille de route complète pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation efficaces des initiatives de gouvernement numérique.

Un bref supplément examine à fond l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans le développement du gouvernement numérique, soulignant par là l'importance de la maximisation des avantages et de la minimisation des risques pour parvenir à une gouvernance équilibrée.

ISBN 978-92-1-00326-67

